

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Une Utopie Socialiste au XVIII^e Siècle

LE PLAN SOCIAL
DE
JEAN-CLAUDE CHAPPUIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Vendredi 11 Décembre 1942, à 14 heures

PAR

Jacques TUOT

Jury :

Président : M. BAUDIN,

Suffragants : MM. MAUNIER,
PIROU.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1942

LE PLAN SOCIAL
DE
JEAN-CLAUDE CHAPPUIS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Une Utopie Socialiste au XVIII^e Siècle

LE PLAN SOCIAL
DE
JEAN-CLAUDE CHAPPUIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Vendredi 11 Décembre 1942, à 14 heures

PAR

Jacques TUOT

Jury :

Président : M. BAUDIN,

*Suffragants : MM. MAUNIER,
PIROU.*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1942



INTRODUCTION

Le bonheur de l'humanité a été, de tous temps, le sujet des préoccupations non seulement des hommes d'Etat, mais aussi d'écrivains et de penseurs illustres. Les premiers se trouvaient forcément cantonnés dans le domaine des réalisations pratiques, immédiates et partielles. Nulle contingence matérielle ne venait, au contraire, brider l'imagination des auteurs que le souci de procurer à l'humanité un bonheur parfait et durable amenait à construire de toutes pièces des plans tendant à la réalisation de cette fin.

Ces plans ne sont pas, en général, un code du genre humain ni un programme de paix universelle, bien qu'ils y prétendent. Ce sont plutôt des formules d'organisation intérieure et de politique extérieure à l'usage d'une nation distincte. Cette nation varie selon l'écrivain, mais celui-ci tend toujours à lui assurer la suprématie au moyen de l'absorption des autres pays, par le commerce, la colonisation et surtout la conquête spirituelle.

L'apparition de plans sociaux destinés à procurer le bonheur à une humanité souffrante remonte à la plus haute antiquité. Au fur et à mesure de la publication de nouveaux systèmes, les contemporains remarquèrent dans ceux-ci une certaine communauté de tendances. De nos jours, le simple fait de s'opposer à l'individualisme a fait considérer comme socialistes des écrivains aussi différents que Platon, Thomas Morus, Etienne Cabet et Fourier. Quelles sont, à l'appui de cette théorie, les caractéristiques communes que l'on rencontre dans toutes ces œuvres ? En premier lieu, leurs auteurs mettent l'accent sur la collectivité et ne visent que son bien-

être, sans se rendre compte qu'il est d'ailleurs obtenu au détriment de celui des individus qui la composent. De plus, ils repoussent fermement tout « laissez-faire » économique et font appel à la raison en créant de toutes pièces des « plans sociaux ». Enfin, ils n'admettent pas la propriété individuelle et suppriment totalement la concurrence.

Il est indéniable que de telles conceptions se situent parfaitement dans une définition de la doctrine socialiste la plus pure. Mais l'originalité que présentent, par ailleurs, d'autres idées maîtresses contenues dans ces plans fait occuper à leurs auteurs une place à part dans les rangs du socialisme : la doctrine moderne qualifie en conséquence ces écrivains de socialistes utopiques.

Dérivé du grec « *Ou Topos* » signifiant « nulle part », le qualificatif d'« utopiques » donné aux plans en question depuis Thomas Morus signifie que ceux-ci ne se situent pas dans le présent. Ils supposent une société isolée et fermée, de caractère un peu irréel, mais conservant cependant des points de contact avec la vie contemporaine, car il est difficile, pour l'imagination, de demeurer totalement dans l'abstrait. Ces utopies, toutefois, ne sont pas de simples extrapolations à la manière de Karl Marx, car elles modifient radicalement les postulats sur lesquels nos sociétés sont fondées et s'attaquent avec courage aux problèmes posés par la construction du monde sur des bases nouvelles. A la fois socialistes et utopiques, ces bases n'ont aucune intention révolutionnaire, mais sont presque toujours utilisées, à l'époque de Chappuis tout au moins, pour la défense d'une doctrine de morale.

Siècle de moralisme, siècle où les courants d'idées les plus contradictoires s'affrontent, le XVIII^e était, semble-t-il, désigné pour voir fleurir les utopies les plus variées. Romanesque et sentimental, il assista à une recherche générale du bonheur de l'humanité. Chacun voulait le bien de ses semblables et décrivait en des libelles à noms sonores ce qui, à son avis, était nécessaire pour y par-

venir. Au milieu d'un bouillonnement d'idées, deux catégories de solutions se dessinent : aux défenseurs de l'« Ordre Naturel », qui voient dans le droit absolu à la propriété le remède à tous les maux, s'opposent les partisans du collectivisme, qui proclament d'ailleurs, à l'occasion et tout comme leurs contradicteurs, la bienfaisance de la Providence.

De ce foisonnement devaient inévitablement surgir des œuvres tendant à concilier ces théories contradictoires. Le « Contrat Social » de Rousseau, partant de la propriété droit absolu, pour aboutir à l'anéantissement de celle-ci dans le collectivisme, en est le premier essai.

Mais comment parvenir à une conciliation totale et à une véritable synthèse, comment arriver en même temps au bonheur du peuple, si ce n'est en créant de toutes pièces un monde nouveau ? Les fondements de ce monde nouveau étant par définition différents de ceux de la société contemporaine, il n'était pas ensuite très difficile d'affirmer que les peuples jouiraient d'un bonheur parfait dans ce nouvel univers. La Providence, d'ailleurs, était opportunément invoquée lorsqu'une difficulté ou une contradiction venait embarrasser l'auteur d'une Utopie. Ce double caractère d'irréalité et d'appel à la bonté de la Providence et de la Nature est le trait commun des Utopies les plus connues de l'époque. Entre autres, la « Basiliade » de Morelly (1), les œuvres de Geudeville (2), celles de l'Abbé du Laurens (3) ; de Mercier (4), et de Restif de la Bretonne (5) en sont imprégnées, ainsi que, plus tard, l'Utopie anarchiste de Nicolas Bugnet : « Riva Rhebonu ».

En 1789, les cahiers de revendications du Tiers-Etat reprirent occasionnellement et sans ordre quelques-unes des doctrines de ces auteurs ; mais la Révolution fran-

(1) Morelly, *Naufrage des îles flottantes, ou basiliade du célèbre Pilpar*, poème héroïque traduit de l'indien par M. XXX (1753).

(2) Geudeville, *Dialogues et entretiens du baron de la Hontan avec un Huron*. (1704).

(3) du Laurens, *Imirce, ou la fille de la Nature*.

(4) Mercier : *L'Homme sauvage*.

(5) Restif de la Bretonne : *La Découverte australe*.

caise ne représente pas un jalon théorique important dans l'histoire du socialisme utopique : il y avait trop d'abus à combattre et trop de vœux à formuler pour que le Tiers-Etat songeât à donner une place dans ses cahiers à des théories philosophiques abstraites. Cependant, on constata bientôt que l'égalité civile et politique ne faisait pas le bonheur du peuple et quelques esprits avancés commencèrent à entrevoir les possibilités d'une égalité sociale beaucoup plus parfaite : ce fut le cas de Babœuf, socialiste égalitaire, dont la conspiration échoua en discréditant temporairement le communisme.

Il fallût attendre les œuvres de Fourier (1), bientôt suivies par celles de Saint-Simon (2) et surtout d'Etienne Cabet (3), pour que le socialisme utopique revînt au premier plan et atteignit même son apogée. Nul n'ignore le succès durable remporté par les idées de Saint-Simon sur la solidarité des peuples, ni les controverses passionnées suscitées par l'utopie phalanstérienne. Quant au « Voyage en Icarie », il ne fallut pas moins de cinq éditions pour satisfaire le public lors de sa parution. Cet ouvrage donna lieu à de tels espoirs, qu'il y eut, en Amérique, plusieurs tentatives de réalisation de la société icarienne, tentatives qui échouèrent d'ailleurs lamentablement (4).

A cette époque, le souvenir de Morelly et des mièvres utopistes du XVIII^e siècle était bien effacé. Cependant, parmi ces derniers, vivait un écrivain ignoré qui voyait beaucoup plus grand que ses contemporains et anticipait en de nombreux points sur les théories les plus controuvées de Malthus, Cabet et Fourier : demi-fou génial, Jean-Claude Chappuis, inconnu des auteurs du XIX^e siècle, mérite pleinement le qualificatif de précurseur.

(1) Fourier : *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales* (1808).

— *Théorie de l'unité universelle* (1822).

— *Le nouveau monde industriel et sociétaire* (1829).

(2) Saint-Simon : *La Réorganisation de la Société Européenne* (1814).

(3) Etienne Cabet : Voir les articles du *Populaire* à partir de 1830, *Le Voyage en Icarie* (1838).

(4) Villes de *Nauboo*, fondée en 1847, puis de *Saint-Louis* en 1856, de *Corming* (Iowa), d'*Icaria Speranza* (Calif.) et de *New Icaria* (Calif.), qui achèvent de se désagréger en 1895.



VIE ET AVATARS DE JEAN-CLAUDE CHAPPUIS

Classé dans les cartons (1) des Archives Nationales au titre des « Successions en deshérence ouvertes à Paris pendant la Révolution » existe un dossier compact concernant Jean-Claude Chapuis ou Chappuis (il signe indifféremment, au cours de sa vie, suivant l'une ou l'autre orthographe). Ce dossier est dans un désordre indescriptible. André Lichtenberger a essayé, dans une brève étude (2), de classer les innombrables feuillets qui le composent ; il n'y est parvenu que très imparfaitement. Le fait que la plupart de ces documents ne sont pas datés et que certains d'entre eux sont quasiment illisibles, l'a en effet conduit à de nombreuses omissions. Certaines lettres de grande importance et certains projets non dénués d'intérêt lui ont échappé, l'empêchant ainsi de saisir tous les aspects de l'imagination fantasque de Chappuis.

Par contre, il y a peu de choses à modifier à la reconstitution de sa vie telle que la donne, parfois avec quelques imprécisions, Lichtenberger. Les renseignements que nous possédons nous sont fournis par une série de lettres et de mémoires écrits par Chappuis lui-même. Ces documents relatifs à ses affaires de familles, ses multiples querelles personnelles et sa vie matérielle en général, peuvent se classer en deux catégories : 1° Les lettres et mémoires écrits à Necker, à d'autres ministres et à d'innombrables correspondants avant 1789 ; 2° Les pétitions et placets adressés directement à l'Assemblée Nationale. C'est à travers ce fatras de documents souvent obscurcis par le délire de la persécution dont Chappuis semble bien être affligé, qu'il a fallu reconstituer son existence.

(1) Archives Nationales : cote T-1161.

(2) André Lichtenberger : *Le Socialisme Utopique ; étude sur quelques précurseurs inconnus du socialisme*, Paris 1898.

Jean-Claude Chappuis, qui se croyait fermement appelé à sauver la France et qui mourut lamentablement dans la misère, naquit à Salins, en Franche-Comté. Lichtenberger donne comme date approximative de cette naissance l'intervalle 1745-1750 ; une lettre de Chappuis permet de préciser.

Dans cette lettre adressée à Necker en date du 16 avril 1789, Chappuis déclare « avoir découvert la vérité la plus importante à l'espèce humaine ». — « Je l'atteste... sur ma tête. Elle a 40 années, et plus de neuf de retraite philosophique. Ce doit être assez pour vous inspirer de la confiance. » Chappuis était donc né en 1749.

Son père, Hyacinthe Chappuis, notaire royal et Procureur aux Juridictions de Salins, avait épousé une demoiselle Ferroux, la plus jeune fille d'une famille de six enfants. La famille Chappuis semble avoir été fort ancienne dans le pays, bien apparentée et de bonne instruction. Sa prospérité avait été grande sous les ducs de Bourgogne, mais la faillite de Law la ruina. Chappuis résume lui-même la grandeur et la décadence de ses ascendants dans une lettre qui a pour titre : « Mémoire et Pétition à Messieurs les Président et Députés de l'Assemblée Nationale » (1) et dans laquelle il trace en même temps un court tableau de son existence houleuse :

« Le sieur Chappuis citoyen français, est né d'une ancienne famille qui, sous les ducs de Bourgogne, a eu des Conseillers et des Secrétaires l'Etat et qui a perdu sa fortune par d'énormes remboursements reçus en billets de Law à l'époque précise de la suppression de ces effets. Orphelin dès le bas âge, on lui a d'abord montré la nécessité de mettre à profit son éducation, et il a fait en conséquence ses études en littérature et en droit, puis il s'est occupé successivement et cumulativement par la suite de finances, de lois, de formalités, de comptabilité, d'administration, de politique

(1) *Mémoire et pétition à MM. les Président et Députés de l'Assemblée Nationale à eux adressé par le Sieur Chappuis, demeurant 53, rue de la Montagne-Sainte-Genève.*

« et de la gestion d'un office municipal, lequel office, « ainsi que tous ceux de la municipalité, a été supprimé « en 1776 parce que ses confrères s'opposaient aux « Ordonnances par lesquelles l'Intendant de la Province, « pour faire monter le prix du blé par une apparence « de rareté, autorisait des amidonniers à lever préféra- « blement à tous autres, dans la hâte, des blés dont beau- « coup de citoyens manquaient alors pour leur subsis- « tance. »

Cette lettre, dont le ton agité et les commentaires violents donnent une première idée du personnage, nous apprend que Jean-Claude Chappuis devint orphelin de bonne heure. Sa mère se désintéressa de son sort ; ce fut un de ses oncles Ferroux qui lui servit de tuteur et s'en débarrassa en le mettant en pension à l'Oratoire où il eut le bonheur de manifester une « facilité très marquée dans ses études ». Cette enfance sans affection fut sans doute une des causes lointaines du délire de la persécution dont il souffrit par la suite.

Dès son arrivée à l'âge d'homme, sa mère s'empressa de le marier à une demoiselle Ardoin, assez fortunée. Il en eut une fille dès la première année de son mariage. La vie de famille et un petit emploi dans l'administration locale des Aides ne devaient guère sourire à un jeune homme de 20 ans, et d'« aussi grandes aptitudes ». Se jugeant méconnu, il abandonna femme et enfant et partit pour Paris. Déjà tourmenté par le démon de l'invention, il s'associa presque immédiatement à deux commerçants, Messieurs de Bussy et Cotteneuve, pour l'exploitation du « Polygraphe ou Copiste habile », mécanique qui semblait promise à la plus large diffusion. L'affaire exigeait une première mise de fonds de 4.000 livres. Chappuis ne s'embarrassa pas pour si peu et signa de fausses traites au nom de sa mère, des contingences matérielles ne devant pas entraver le succès d'un homme promis à d'aussi grandes destinées. Malheureusement sa mère ne goûta pas le procédé et renvoya les marchands fort mécontents devant Monsieur de Verdun, Fermier Général et oncle

du délinquant. Ce fut la première occasion pour Chappuis d'entendre de la part d'un membre de sa famille des vérités déplaisantes et de se faire accuser de « vouloir se repaître de chimères » (1)

Quoiqu'il en soit, Chappuis se fit couper les vivres et fut obligé d'aller respirer quelque temps l'air natal. Celui-ci ne lui convenait sans doute pas, car on le retrouve dès l'année suivante à Paris. Sa santé commence alors à lui donner des ennuis ; il tombe malade d'un abcès à l'oreille et achève de dépenser en médicaments le peu qui lui restait. La misère l'accule à un nouveau retour à Salins où l'influence considérable dont jouissait sa famille ne fut pas de trop pour lui obtenir en 1773 un maigre emploi de « Conseiller du Roi, Secrétaire-Garde des Archives en la Ville et Communauté de Salins ». (2)

Les documents que nous possédons contiennent d'ailleurs la trace de son passage dans l'administration des Archives municipales de Salins. C'est probablement en effet de cette époque que provient la liasse insolite « d'Anciens Titres confiés à Jean-Claude Chappuis pour qu'il les déchiffre » (3), ainsi qu'un certain nombre de lettres (4) qui lui sont adressées à ce sujet, documents dont il est, la plupart du temps, impossible de préciser l'origine et la date.

La poussière des Archives plût encore moins à Chappuis que la vie de famille. Dès 1774 il parvint, à force d'intrigues, à se faire nommer « Conseiller chargé de suivre les affaires de la Ville et Municipalité de Salins au Parlement de Paris ». Il revint donc habiter 53, rue de la Montagne-Sainte-Genève. Son emploi, fort mal payé, ne lui permettait nullement de soutenir un train de vie qui semble, d'après ses « Comptes et reconnaissances de dettes », ainsi que ses « quittances de loyer » (5),

(1) Lettre de M. de Verdun du 29 octobre 1769, renvoyée à Chappuis par les soins des deux commerçants.

(2) Les lettres de patentes accordant cet emploi à Chappuis existent, sur parchemin, dans le carton T.-1161.

(3) IX^{me} Liasse et papiers épars du carton T.-1161.

(4) IV^{me} Liasse du carton T.-1161.

(5) IV et II^{me} Liasses du carton T.-1161.

avoir été le sien à ce moment. Il appréciait fort les parties fines et n'était pas insensible au charme des élégantes de l'époque (1). Les échos de cette vie dissipée parvinrent aux oreilles de sa femme qui obtint en 1775, la séparation de corps et de biens. Lorsqu'en 1776 l'Office de Chappuis fut supprimé, comme l'indique la lettre citée plus haut, il retomba dans la misère d'où sa mère ne parvint plus à le tirer. La suppression sans rachat de l'office payé fort cher, ainsi que les extravagances de son fils dont elle faisait malgré tout les frais, avaient achevé de ruiner la pauvre femme.

A partir de cette date, Chappuis ne vit plus que d'expédients et l'idée fixe de rencontrer la fortune en même temps que la gloire commence à lui hanter la cervelle. Il se mit à rédiger une multitude de projets et d'études sur les sujets les plus variés. Les hôpitaux militaires, l'exploitation de la tourbe, la refonte de l'armée, la réforme des impôts et l'organisation moderne des ports font l'objet de ses préoccupations et le changent des sordides affaires dont il doit assurer le règlement pour ne pas mourir de faim. Bientôt l'idée du « Plan social » commence à s'incruster dans son esprit. Il s'y attache, ne s'occupe plus des besognes qui le faisaient vivre et devient de plus en plus misérable. Des déménagements périodiques, et probablement « à la cloche de bois », sont la conséquence de cette pauvreté. Il quitte la Montagne-Sainte-Genève pour aller loger au 42 de la rue des Noyers, puis il déménage encore pour aller se réfugier dans un bouge sordide au 27 de la rue de la Bûcherie, bouge dont le loyer total est de 11 livres 10 sols par trimestre. Il partage d'ailleurs ce logis avec une ancienne marchande de vins, Madame Renaud, qui veillera dorénavant sur lui jusqu'à la fin de ses jours.

Hanté désormais par son « Système social qui présente aux hommes la garantie de tous les maux sans exception pour quoi que ce soit », système qu'il avait mis au

(1) Lettres personnelles adressées à Chappuis (fragment de la VI^{me} Liasse).

point dès 1780 mais qu'il modifiera sans cesse jusqu'à sa mort (1), il va s'acharner à le faire adopter par le Gouvernement. Dans ce but il harcèle Ministres et gens bien en cour et, chose curieuse, trouve parfois chez eux une oreille favorable. C'est ainsi que la Comtesse de Gontaut-Biron lit ses manuscrits et le recommande à son ami, Monsieur de Montbarey, alors ministre de la guerre ; celui-ci, pour s'en débarrasser, demande à Chappuis de rédiger un projet de réforme des hôpitaux militaires. Chappuis, nous l'avons vu, ne manquait pas d'idées sur le sujet. Il se mit à étudier à fond la question pendant quinze mois et dépense pour ce travail 24.000 livres ; nul ne sait, d'ailleurs, où il les trouva. Son étude fut interrompue un moment par la maladie : la nourriture de basse qualité que sa misère le contraignait à manger l'avait empoisonné. Lorsqu'il apporta le résultat de ses réflexions au Comte de Ségur, successeur de Monsieur de Montbarey, il fut renvoyé avec de bonnes paroles, mais sans le moindre argent comptant. Durant les années suivantes, il rédigea naturellement force mémoires pour se plaindre ; le plus caractéristique est le suivant :

« Répétition faite par le Sieur Chappuis, d'après les
« conventions ministérielles de Monsieur de Montbarey :

Remboursement de frais.....	6.000 livres
Gratification finale	12.000 »
Indemnité relative à la gestion de Monsieur de Ségur	6.000 »

Intérêt à 5 % de ces trois sommes à compter du 1^{er} janvier 1787, jusqu'au jour du paiement.

Enfin, une place susceptible de le faire subsister honorablement avec sa mère septuagénaire, tant comme protégé des Princesses Royales, que comme auteur du système social qui présente aux hommes la garantie de tous les maux, sans exception pour quoi que ce soit et

(1) Il n'existe pas moins de quatre copies différentes du *Plan Social*.

avec un ordre aussi durable que le cours ordinaire de la Nature ».

A ce mémoire étaient jointes les justifications que voici :

« Cinq pièces justificatives des droits de répétition sur lesquels la Justice Nationale est réclamée par le mémoire ci-joint du Sieur Chappuis :

1) Lettre de Monsieur Leclerc (Secrétaire de M. de Ségur) concernant la convention Ministérielle de Monsieur de Montbarey à l'égard du Sieur Chappuis, écrite au réclamant le 1^{er} juillet 1787.

2) Lettres de Madame de Gontaut-Biron adressée à Monsieur le Comte de Maurepas, en faveur du Sieur Chappuis ;

3) Réponse du Ministre, Monsieur de Ségur, à Madame de Gontaut-Biron.

4) Lettre de MADAME à Monsieur de Ségur.

5) Réponse de Monsieur de Ségur (de sa propre main), à MADAME, le 25 février 1787. »

Malgré les hautes protections, en particulier celles des Princesses Royales, dont Chappuis faisait état, à juste titre semble-t-il, les dépenses qu'il avait engagées ne lui furent jamais remboursées. Cette mésaventure acheva de l'aigrir.

A partir de 1785, ses projets semblent véritablement être l'œuvre d'un halluciné. Désormais, le délire de la persécution ne le quitte presque plus. Il se figure que chacun connaît son « Plan Social » et veut le lui voler pour en tirer le profit et la gloire qui ne manqueront pas de rejaillir un jour sur son créateur. En février 1789, il part « pour aller à cent lieues prévenir sa famille de la pureté de son Plan Social et l'y déposer » (1). Ce voyage à Salins avait épuisé ses dernières ressources. Par bonheur, il rencontra vers cette époque deux cousins à lui : Chaudouet et Ferroux. Ceux-ci, révolutionnaires notoires (nous sommes à présent à la fin de 1789), lui

(1) Phrase extraite d'un *Mémoire* dont l'écriture embrouillée trahit toute l'agitation.

procurent un petit emploi au Bureau des Subsistances, administration du ravitaillement de l'époque. Cet emploi lui laisse suffisamment de loisirs pour poursuivre la rédaction de ses projets qui absorbe bientôt aussi le temps qu'il aurait dû consacrer à son travail. Il ne tarde pas à être congédié et attribue la responsabilité de ce renvoi à Chaudouet et à Ferroux qui deviennent désormais, dans sa pauvre cervelle, ses principaux persécuteurs. Une malheureuse aventure achève d'ancrer cette idée chez lui. Comme beaucoup d'autres à cette époque, il fut mis en prison pour une vétille. Au cours d'une promenade, il s'était arrêté devant un placard de Babeuf engageant à la guerre civile. Pareille affiche ne pouvait manquer d'exciter la pensée de Chappuis, toujours tournée vers le bonheur du peuple. Après l'avoir lue, il se mit à se parler à lui-même, comme le font souvent les gens de son espèce. Quelques jeunes patriotes groupés autour de l'affiche l'entendirent, crurent à des propos approbateurs et l'arrêtèrent sur le champ. Conduit devant le Comité révolutionnaire de l'endroit, il dut à Chaudouet, « ce persécuteur », d'avoir la vie sauve. Ce dernier, auquel on était venu demander des renseignements sur un aussi dangereux terroriste, se borna à déclarer que « c'était un fol ». Cela suffit pour faire relâcher Chappuis. Mais il ne manqua pas d'apprendre en quels termes son parent s'était exprimé à son égard. Cela redoubla sa fureur contre Chaudouet auquel il attribua en même temps la suppression subite de son emploi (en réalité, le Ministre avait diminué d'un tiers le nombre des commis de bureaux). Chappuis fulmina en conséquence un mémoire contre ses cousins, mémoire intitulé : « Note sur la conduite et le personnel de Chaudouet et de Ferroux ainsi que de mes trois cousins germains ».

Les accusations les plus variées et les plus dénuées de fondement constituent la base de ce libelle dont la lecture ne laisse pas d'être assez réjouissante. Entre autres, Chappuis y affirme que : « à son retour de Salins, Chaudouet, pour éviter la prise de corps, s'est retiré au Tem-

ple à Paris, avec argenterie, bijoux et effets soustraits et avec une fille qu'il tenait ouvertement dans son lit, en laissant en Franche-Comté quatre enfants et sa femme ». Cette accusation ne manque pas de piquant, car elle rappelle étrangement la conduite du Sieur Chappuis lui-même quelques années auparavant.

Son cousin Ferroux n'était pas mieux partagé. D'après Chappuis, il aurait « failli être assassiné par un coup de chandelier lancé par sa maîtresse qu'il essaya ensuite d'empoisonner ».

Enfin, Chaudouet et Ferroux sont conjointement qualifiés dans ce mémoire de voleurs et de gibier de potence.

Il est inutile de dire que de tels excès de langage le brouillèrent avec ceux des membres de sa famille qui auraient pu lui venir en aide. Quelque temps encore, Ferroux consentit à le loger à Paris, malgré les invectives dont son cousin s'obstinait à l'accabler et bien que la citoyenne Ferroux, en digne femme d'un représentant du peuple, n'aimât guère donner asile à des gens aussi agités.

Chappuis, cependant, continuait à parfaire et à polir son Plan Social. Bien que son esprit fût à cette époque sérieusement embrumé, cette œuvre, telle qu'il nous l'a laissée, dénote des qualités indiscutables. Vingt ans avant tout autre, il formule des conclusions auxquelles Malthus et les socialistes n'arrivèrent qu'après de nombreuses controverses.

Les théories égalitaires et communistes du « Plan Social » enthousiasmaient tellement Chappuis qu'il persistait à assiéger les membres de l'Assemblée Nationale pour essayer de les convaincre de l'excellence de sa découverte et de l'urgence de sa mise en pratique. Sous Louix XVI, on s'était borné à lui faire faire antichambre, mais les représentants du peuple n'avaient aucun sens de l'humour en matière d'organisation sociale. Ils firent savoir qu'à la première occasion ils jetteraient Chappuis en prison comme « mauvais patriote » ; le résultat im-

médiat de ces menaces fut que la citoyenne Ferroux jugea plus prudent de le mettre à la porte de chez elle.

Cette dernière déception, jointe à une misère accablante, acheva de ruiner la santé de Chappuis. Abandonné de tous, sa seule consolation aurait pu être de recevoir des lettres de sa fille qui avait épousé un brave homme et qui lui proposait de le recueillir chez elle. Elle ne s'était point départie de son affection pour un père qui ne lui avait pourtant jamais témoigné d'intérêt au cours de son existence. Chappuis daigna à peine lui répondre, il ne s'intéressait plus qu'à son « Plan Social ». Ce sont pourtant les lettres de sa fille qui constituent les derniers documents en date que nous possédions : il n'en existe point de postérieurs à février 1800 (1). Il est probable que Chappuis mourut peu après de misère, d'épuisement et de déception. Fidèle à ses idées et convaincu de leur excellence, il avait préféré supporter toutes les privations et demeurer à Paris pour essayer d'y faire triompher son « Plan », plutôt que de retourner, vaincu, finir ses jours à Salins.

*
**

Faute de pouvoir être classés par ordre chronologique, ce qui ne manquerait pas d'ailleurs de conduire à de nombreuses répétitions, les documents constituant l'œuvre de Chappuis ne peuvent être étudiés que selon un ordre analytique.

L'ouvrage principal de Chappuis, le « Plan Social », avait été précédé tout naturellement d'un assez grand nombre de projets partiels. La construction d'une société nouvelle avait, en effet, entraîné Chappuis à préciser et à développer sa pensée en ce qui concerne certains points particuliers de son système ; — quelques-uns d'entre eux se rattachent uniquement à des questions techniques et rentrent difficilement dans le cadre d'une étude d'histoire

(1) Frimaire an IX.

des Doctrines Economiques, (1) — les autres, par contre, sont indispensables à la compréhension du système inventé par Chappuis. Ils seront étudiés dans une première partie, tandis que le « Plan Social » proprement dit fera l'objet d'une seconde partie.

Nulle étude approfondie n'a encore été consacrée à l'œuvre de Jean-Claude Chappuis et aux ressemblances troublantes que ses idées présentent avec les théories les plus célèbres de Malthus, Fourier et Cabet. Monsieur le Professeur Louis Baudin a bien voulu nous suggérer l'idée d'un pareil travail et nous aider de ses conseils éclairés.

Nous espérons qu'il voudra bien accepter, au début de ces modestes recherches, l'expression de notre entière gratitude.

(1) Chappuis traite longuement, dans certains projets, de l'organisation des hôpitaux municipaux, de la transformation d'Ambleteuse en port de mer, et des différents procédés d'extraction de la tourbe.

PREMIERE PARTIE

LES PREMISSES DU PLAN SOCIAL

Les documents constituant les projets partiels de Chappuis sont tous manuscrits, tout comme le « Plan Social » lui-même. Leur ensemble n'a jamais été publié ni résumé, si ce n'est, très sommairement et pour le « Plan Social » seul, dans l'ouvrage de Lichtenberger.

Ces manuscrits comprennent un amas de lettres, mémoires et brouillons où les mêmes idées sont reprises de nombreuses fois ; il existe, en effet, quatre ou cinq copies plus illisibles les unes que les autres, de chaque projet. Chaque copie présente des variantes, mais celles-ci sont en général de peu d'importance. Les théories principales énoncées par Chappuis disparaissent sous un flot d'explications accessoires, de louanges de l'auteur envers lui-même et d'invectives à l'égard des individus bornés qui se refusent à comprendre la grandeur et l'excellence des principes qu'il expose.

Un style touffu et agité, joint à une absence quasi générale de dates rend indispensable un classement analytique des projets partiels de Chappuis dont quelques-uns sont postérieurs au « Plan Social ». Deux catégories principales de documents se distinguent parmi eux. Certains traitent de points précis et contiennent des théories originales distinctes de celles émises dans l'œuvre maîtresse de Chappuis ; d'autres, au contraire, constituent en quelque sorte des fragments du « Plan Social ».

L'examen préliminaire de cet ensemble de projets, indispensable au début de l'étude du système imaginé par Chappuis, peut donc se faire en deux chapitres.

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERES THEORIES ORIGINALES DE CHAPPUIS

Le mouvement philosophique avait eu, en 1780, une grande influence sur les esprits, non seulement du point de vue purement intellectuel, mais aussi du point de vue politique. Les critiques contre le régime se faisaient de jour en jour plus nombreuses et plus violentes. On attaquait non seulement la politique générale du Gouvernement, mais aussi son impéritie et son impuissance à rendre au pays sa prospérité passée.

D'innombrables libelles étaient publiés chaque jour, agitant sans ordre toutes les grandes questions de l'heure. Ces libelles préconisaient naturellement des remèdes aux maux qu'ils décrivaient. En vérité, les problèmes y étaient le plus souvent fort mal posés et les solutions envisagées n'étaient que des suggestions fantaisistes.

Chappuis, s'il proposa, lui aussi, des remèdes inattendus pour soulager la misère générale, n'en eut pas moins un mérite indiscutable : à l'inverse de ses contemporains, qui n'arrivaient pas à définir ce dont ils se plaignaient, il formula très nettement les problèmes qu'ils s'agissait de résoudre.

Au premier plan se trouvaient les questions capitales de l'impôt et de la natalité.

SECTION I

**Le « Projet qui dispensera, par son exécution,
de la création de tout nouvel impôt pour la liquidation
des dettes de l'Etat ».**

Chappuis, comme nous l'avons vu, avait été toute sa vie poursuivi par les huissiers. Il n'était jamais parvenu à trouver un moyen de régler ses dettes criardes mais, à force de chercher, il finit par en découvrir un qui conviendrait à l'Etat. En 1787, en effet, les finances du Gouvernement n'étaient guère en meilleure posture que celles de Chappuis. Calonne se trouvait au bord de la faillite et maintenait la solvabilité du Trésor Royal à force d'expédients. Le principal de ces expédients consistait à dévaluer les rentes et à ne rembourser les billets que partiellement. Chappuis imagina un système qui régulariserait ces pratiques. Le 27 juillet 1787, il s'associait avec un certain Hugues de Rochefort, négociant auvergnat, pour exploiter ce système et en tirer les bénéfices qui, selon lui, en résulteraient infailliblement. Le traité d'association révèle clairement les espoirs qui échauffaient l'esprit des deux collaborateurs :

« Nous, soussignés, Hugues de ROCHEFORT, ancien négociant de Clermont-Ferrand, d'une part, et le Sieur CHAPPUIS, ci-devant officier municipal de Salins, d'autre part, l'un et l'autre présentement à Paris, Hôtel du Saint-Esprit, rue de l'Hirondelle, sommes convenus de ce qui suit, savoir : que dans le cas où le Gouvernement adopterait le projet que nous lui avons ce aujourd'hui présenté signé de nous concernant la création de 25.000.000 de billets d'Etat tous les trois mois, nous serions conjointement associés pour tout ce qui pourrait résulter de fructueux pour nous dans l'administration ou gestion que le Gouvernement viendra à nous confier, soit particulièrement à l'un de nous, soit à tous les deux ensemble, laquelle susdite création a pour objet la liquidation des dettes de l'Etat sans créer aucun autre impôt.

Fait en double à Paris, le 27 juillet 1787. »

Ce fameux projet (1) est fondé sur une série d'idées financières extrêmement justes. La plupart d'entre elles ne seraient pas déplacées sous la plume de nos théoriciens les plus modernes. En tous cas, elles étaient complètement étrangères à ceux auxquels incombaient le soin des finances publiques de l'époque.

Dès les premières lignes de son manuscrit, Chappuis élabore une théorie assez complète de ce que l'on nomme de nos jours *l'incidence de l'impôt*. Il déclare en effet que celui-ci n'est pas réparti équitablement sur tous les contribuables. Si la plupart d'entre eux paient une contribution relativement proportionnelle à leur fortune, un grand nombre par contre rejette, par la force même des choses, le poids de cette contribution sur le petit consommateur. « Le commerce, les gens à portefeuille et l'Etranger » n'embrassent-ils pas plus de la moitié de la fortune de la France et ne paient-ils pas finalement que « très peu d'impôts » ? Au contraire, les « propriétaires d'immeubles » ne sont-ils pas sans cesse surchargés ? Ces derniers ne trouvent personne sur qui rejeter en partie le poids des impositions dont ils sont accablés et ceci est manifestement injuste. Chappuis, ici, est en opposition formelle avec les physiocrates qui pensent que, toute richesse venant de la terre, celle-ci doit subvenir à toutes les charges du Trésor.

Pour rétablir la justice il faut donc, d'après Chappuis, faire supporter la « liquidation des dettes de l'Etat », sujet de son étude, par les commerçants. Il en profite pour exposer à ce moment, les avantages de ce que l'on appelle communément aujourd'hui « *la théorie de la cascade* ». En effet, nous dit-il, « le déclin des billets est si minutiel qu'il ne fatiguera ni le commerçant ni le consommateur ; l'un sera indemnisé par la plus légère augmentation du prix des marchandises et cette très faible augmentation deviendra comme imperceptible aux yeux du consommateur ». Enthousiasmé par ces avantages, Chappuis en arrive, dans le corps même de son

(1) Voir : Document annexe, n° 1.

projet, à préconiser une sorte de taxe générale sur les transactions (son système d'escompte y fait d'ailleurs une large place).

Les critiques de Chappuis s'adressent non seulement au système d'impôts en vigueur, ce qui n'a rien d'original pour l'époque, mais aussi à la gestion du Trésor Royal, ce dont personne ne se préoccupait alors outre mesure. A ce moment, les inconvénients que présentaient les mouvements matériels de fonds n'étaient encore apparus clairement à personne. Outre les difficultés de transfert des espèces, la lenteur de leur transport et de leur centralisation faisait que « les deniers royaux restaient oisifs dans les caisses ». Pour combattre cette oisiveté, Chappuis imagine un système de caisses d'escompte locales.

Ces caisses doivent escompter des billets d'une forme toute nouvelle. Or, les billets, de quelque forme qu'ils fussent, n'avaient guère la faveur du public depuis la faillite de Law. Prévoyant que « les gens à portefeuille fermeraient leur bourse dans le moment de cette création », Chappuis est alors amené à construire *une théorie psychologique de la confiance* et des moyens propres à la susciter, puis à l'entretenir dans le public. A cet effet, il suffit de donner aux nouveaux billets des avantages indéniables et des garanties sûres.

Tout ceci est prévu dans le corps même du projet. Si remarquable par les idées nouvelles qui l'inspirent, celui-ci déçoit par son mécanisme pratique. Chappuis a entrevu notre système actuel de banque d'Etat et de « Bons du Trésor », mais, comme toujours, il s'est noyé dans les détails et n'a pas su éviter des contradictions et même des erreurs dans la rédaction de son manuscrit.

Il préconise en effet un système pour le moins étonnant, mais fort ingénieux. Chaque trimestre, le Trésor Royal émettra des billets pour une somme totale de 25 millions de livres, somme d'ailleurs fixée arbitrairement par Chappuis. La valeur des coupures s'échelonnait entre 200 et 4.000 livres ; toutes les questions matérielles de leur émission (format, filigrane, individua-

lisation, etc...) sont soigneusement prévues. Le Trésor mettra ces billets en circulation lors du paiement des dettes et pensions dues par l'Etat, précisément afin « de ne pas sortir d'espèces pour l'acquit de ces objets ».

Ces billets présentent une particularité originale qui fait tout l'intérêt du système de Chappuis. Ils ne devront circuler que pendant un temps déterminé, de trois mois à un an au maximum, avant de faire retour au Trésor Royal qui les remboursera en espèces. De plus, *chacune de leurs transmissions, constatée par un endos, leur fera perdre 1/100^e de leur valeur*. Ces transmissions seront autorisées jusqu'au moment où le billet sera réduit à la moitié de sa valeur primitive, par exemple, un billet de 1.000 livres devra passer par un certain nombre de mains pour ne plus valoir finalement que 500 livres et procurer ainsi un bénéfice de 500 livres également au Trésor. C'est à cet endroit que l'exposé de Chappuis présente une première obscurité : il déclare en effet que pour perdre la moitié de sa valeur dans les conditions citées plus haut, ce billet de 1.000 livres doit passer par 69 mains. Même en comptant les signatures de quatre commissaires et du Président des Finances (1), signatures nécessaires, selon Chappuis, pour « écarter toute contrefaçon et empêcher ces billets d'avoir un mauvais sort », il y a manifestement de la part de l'auteur une erreur de calcul. Cependant, il a peut-être prévu que les billets perdraient à chaque transmission le 1/100^e de leur valeur réelle et non de leur valeur nominale. Cette dernière interprétation pourrait être confirmée, bien que le modèle du billet ne nous soit pas parvenu, par le fait que « sa valeur pour chacun des 69 endosseurs et le montant de la perte que chaque endosseur doit supporter » doivent être précisés dans des cases préparées à cet effet.

Quoiqu'il en soit, Chappuis démontre que l'Etat fera ainsi un bénéfice de moitié à chaque émission de billets, bénéfice considérable qui permettra au Trésor Royal

(1) Nous n'avons pu découvrir qui était ce fonctionnaire.

d'éteindre progressivement ses dettes. Il n'y a là, en réalité, qu'une dévaluation déguisée ; de nos jours, l'Etat n'agit pas autrement lorsqu'il diminue la valeur de son unité monétaire et rembourse en même temps ses dettes envers la Banque de France par une simple réévaluation de son encaisse métallique. La manière moderne de procéder est évidemment moins sensible aux particuliers ; celle de Chappuis les atteignait, en effet, d'une façon plus tangible, puisqu'ils voyaient littéralement les billets fondre dans leurs mains. Chappuis d'ailleurs s'en rend bien compte. Pour empêcher que les particuliers ne refusent d'accepter en paiement ces billets et, selon le terme consacré, ne fuient devant eux, il prévoit, très en avance sur son époque, tout un système d'escompte et de réescompte.

Il sera créé, dans chaque Election du Royaume une Caisse d'escompte pour suppléer aux « gens à portefeuille » incompréhensifs ou défaillants. Cette caisse, assez semblable aux succursales actuelles de la Banque de France, escomptera à tout moment les billets « pour la facilité de ceux qui n'auront pas l'occasion de les placer ». Tout comme les particuliers endosseurs, ces Caisses perdront 1 % en reprenant les billets mais, le taux d'escompte étant fixé à 1,50 % de la valeur du billet, elles feront encore un bénéfice de 0,50 %, ce qui leur permettra de couvrir leurs frais. Ce taux d'escompte, en cas de grand succès de l'opération, peut d'ailleurs dans les années suivantes être ramené à 1,25 %.

Jusqu'à présent, rien que de très normal dans ce projet. Mais Chappuis commence à s'embrouiller lorsqu'il déclare que les Caisses « devront avoir à l'avance la somme entière des billets créés ». Une partie de cette somme sera en effet nécessaire pour escompter les billets des particuliers qui auront besoin de payer les impôts et droits royaux ou leurs « affaires forcées », car Chappuis ne veut pas que les billets puissent être donnés en paiement dans ces cas. C'est là un des caractères qui les différencie de nos « Bons du Trésor » actuels, par ail-

leurs escomptables comme le papier imaginé par Chappuis.

La somme nécessaire à l'escompte et à la couverture totale des émissions sera constituée par le 1/10^e des recettes mensuelles des Receveurs en exercice dans chaque Election, somme qu'ils conserveront dans leurs caisses au lieu de l'expédier au Receveur Général des Finances de la Généralité. Il y a là une contradiction évidente avec le souci que Chappuis manifeste par ailleurs de ne pas conserver des « deniers oisifs ». Il dissimule cette contradiction en déclarant que le succès de ces billets sera certain, grâce « à leur sûreté et à leur facilité » et à l'empressement avec lequel les banquiers les escompteront. Ce succès procurera, comme prévu, un bénéfice suffisant aux Caisses (le 1/2 % ou le 1/4 % cités plus haut), pour couvrir les frais de l'opération.

Mais en cas d'insuccès et d'incertitude sur les quantités de billets répandus dans le Royaume, Chappuis se refuse à imaginer une solution et s'en remet à l'Edit de création dont « la forme pourvoiera à tout », en se déclarant cependant « prêt à lever toutes les objections et à donner tous les soins et les détails qu'il a prévus nécessaires pour l'exécution de ce projet », projet à l'exécution duquel il n'aperçoit aucun obstacle. Il n'avait pas prévu, en effet, un seul instant que les particuliers puissent refuser d'endosser gratuitement une perte sensible à chacune de leurs transactions. Pourquoi payer volontairement une taxe sur le chiffre d'affaires déguisée, alors que l'Etat ne vous y oblige point ? Cependant, Chappuis n'établit aucun système de coercition et trouve tout naturel que les rentiers et les créanciers de l'Etat donnent l'exemple aux commerçants et supportent les premiers une dévaluation manifeste de la monnaie. En réalité, rentiers et créanciers seront seuls à supporter cette charge puisqu'ils devront nécessairement accepter les billets en paiement. Remboursés au moyen de ces fameux billets d'une somme de 100 livres par exemple, ils ne trouveront évidemment personne pour les accepter en liquidation d'une

dette de 99 livres, car les nouveaux détenteurs des billets ne pourront plus se libérer grâce à eux que d'une dette de 98 livres. Les malheureux rentiers seront donc dans l'obligation de s'adresser à une Caisse d'escompte. Celle-ci ne leur reprendra même pas alors les billets pour une valeur de 99 livres, mais seulement de 98 livres 50.

Si la Caisse « ne trouve pas à remettre sur le champ les billets dans le commerce » (et c'est infiniment probable), elle devra « les renvoyer au Trésor qui les remettra en paiement ». Le résultat de l'opération sera donc finalement un bénéfice total de 1,50 % et non de 50 % en faveur de l'Etat comme le présumait Chappuis. De plus, il sera extrêmement difficile à ce moment de tenir un compte exact des billets mis en circulation, eu égard à leur retour prématuré dans les caisses du Trésor.

Toutes ces circonstances ne manqueront pas de provoquer un vif mécontentement chez les rentiers et créanciers de l'Etat, d'autant qu'ils devront supporter l'opération un fort grand nombre de fois pour parvenir à une dévaluation de 50 % de la dette publique, but final de Chappuis. De plus, ce sera en réalité « une classe particulière de citoyens » et non plus « l'ensemble des consommateurs » qui fera les frais de l'opération.

Toutes ces considérations ne devaient pas troubler beaucoup Chappuis, dont le respect pour la propriété individuelle n'était que fort médiocre. Il s'étonna que son projet ne fût pas adopté par les Pouvoirs Publics, mais les idées de l'époque exaltaient avant tout le respect de l'individualisme. On écartait toute notion d'obligation collective étatique, notion sur laquelle Chappuis fondait ses principales théories. On rejetait également toute mesure qui aurait porté atteinte à la personne humaine. C'est ce qui explique l'insuccès d'un autre projet où Chappuis s'attaque non plus à la propriété, mais à l'individu lui-même.

SECTION II

« L'Aperçu sur la progression naturelle de la population, qui prouve la nécessité d'employer un principe infaillible pour régler et fixer cette progression au point le plus convenable à l'intérêt général de la paix, de la salubrité et de la suppression de tous les accouchements superflus et nuisibles ».

Le 16 avril 1789, Chappuis écrivait à Necker afin de l'aviser qu'il tenait à la disposition du Gouvernement un « principe infaillible » pour assurer le bonheur du peuple :

« Des réflexions sur les Etats Généraux viennent de me découvrir la vérité la plus importante à l'espèce humaine. Le Créateur n'a point tiré l'homme du néant sans lui destiner un bonheur parfait. Sa bonté, sa toute-puissance et sa justice ne peuvent même se concilier avec l'opinion contraire; et, en effet, j'aperçois très clairement des moyens infaillibles qui nous sont donnés pour assurer le bonheur général sans exception d'aucun individu du Tiers-Etat et pour rendre à jamais exempt de toute inquiétude, de toute instabilité et incomparablement plus heureux et plus brillant le sort actuel du Roi, de la Reine, de la famille Royale, des Grands et de tous les membres du Clergé et de la Noblesse. Je me fais un devoir patriotique de vous en donner avis ».

Ce « principe infaillible », ce « remède à tous les maux » n'était pas encore le Plan Social. Contenu dans une brève étude sur l'accroissement de la population, il se résumait assez bien dans une phrase du projet que Chappuis n'avait pas manqué d'établir (1) : « C'en est déjà assez pour faire concevoir la nécessité absolue d'employer un principe infaillible pour régler et fixer la progression de la population, attendu que la progression

(1) Voir le document annexe n° 2.

Les quelques lignes que Lichtenberger consacre à son étude font preuve d'une interprétation erronée du texte.

naturelle augmenterait le nombre des individus de l'espèce humaine au point que, manquant de subsistances malgré toute l'abondance des produits alimentaires qui nous sont fournis dans les deux règnes de la Nature, ils seraient bientôt réduits à s'entretenir pour que les survivants trouvassent suffisamment d'aliments ».

Devançant de dix ans Malthus, dont il ignora toujours les ouvrages (1), Chappuis établit dans une note de quelques pages toutes les théories essentielles contenues dans le long « *Essay on the principle of population* ».

Tout comme Malthus, il est en premier lieu frappé par le danger que présenterait un accroissement indéfini de la population. Mais, alors que Malthus considérera cette progression comme une chose certaine et qu'il n'est pas besoin de démontrer, Chappuis au contraire déclare qu'un tel accroissement n'est pas inévitable. Bien mieux, une pareille augmentation ne se produira que lorsque certaines conditions seront remplies. Ces conditions ne sont autres que l'avènement d'une ère de bonheur parfait pour l'humanité ou, plus simplement, d'une ère dans laquelle le Plan Social sera appliqué. La mise au point de ce Plan Social n'est pas encore terminée, mais d'ores et déjà Chappuis affirme que, dans ce monde nouveau, « nous aurons la facilité de nous garantir entièrement de l'indigence, de la fatigue, des inquiétudes, des privations, des maltraitements, des maladies et de la guerre ». En conséquence, « la vie des hommes ne sera point abrégée et ils ne vivront pas moins de 90 à 120 ans chacun ». De plus, le système d'unions qui sera établi selon les méthodes du Plan entraînera inévitablement de très nombreuses naissances.

Répondant ainsi avant la lettre à la principale objection qui sera faite à Malthus, à savoir que le véritable problème est, pour la race blanche tout au moins, celui d'une natalité régulièrement et universellement décrois-

(1) Robert Maltus : *An essay on the principle of population, or a view on its past and present effects on human happiness*. 1^{re} édition 1798 ; 2^{me} édition, remaniée et corrigée, 1803.

sante, (1) Chappuis se trouve beaucoup plus fort pour continuer son raisonnement.

Poursuivant son idée, il s'efforce alors de calculer ce que sera l'accroissement normal de la population lorsque les conditions citées plus haut seront réalisées. Pour cela, il établit un tableau fort complet de la descendance issue de trois femmes, en supposant que la première ait eu 18 enfants, la seconde 12, et la troisième 6 seulement. Il obtient ainsi les résultats suivants :

(1) La Revue allemande *Wirtschaft und Statistik* (mars 1942) donne comme chiffre de la population totale du globe 2.216 millions d'habitants. Depuis 1800, c'est-à-dire en 140 ans, la population du monde n'a augmenté que de deux fois et demie.

Il faut souligner que la population de l'Amérique a augmenté dans la proportion de 1 à 11, alors que celle de l'Europe n'a pas tout à fait triplé et que celle du reste du monde a à peine doublé.

De plus, la France ne compte, à l'heure actuelle, que 214 habitants sur 1.000 ayant entre 15 et 30 ans. L'U.R.S.S. vient en tête avec 270 habitants suivie par les Etats-Unis (269) et le Japon (259), alors que l'Allemagne n'en compte que 232.

« Une femme, dès l'âge de 15 ans, jusqu'à 45 ans, donne en 30 années au moins :

ANNÉES	Ou 18 enfants				Ou 12 enfants				Ou 6 enfants			
	Enfants		Petits-enfants		Enfants		Petits-enfants		Enfants		Petits-enfants	
	Filles	Garc.	Filles	Garc.	Filles	Garc.	Filles	Garc.	Filles	Garc.	Filles	Garc.
1	1				1				1			
2	»	1			»	1			»	1		
3	1	»			1	»			1	»		
4	»	1			»	1			»	1		
5	1	»			1	»			1	»		
6	»	1			»	1			»	1		
7	1	»			1	»						
8	»	1			»	1						
9	1	»			1	»						
10	»	1			»	1						
11	1	»			1	»						
12	»	1			»	1						
13	1	»										
14	»	1										
15	1	»										
16	»	1	7	8			6	6			3	3
17	1	»	»	»			»	»			»	»
18	»	1	6	7			6	6			3	3
19			»	»			»	»			»	»
20			6	5			5	5			3	3
21			»	»			»	»				
22			5	4			4	4				
23			»	»			»	»				
24			4	3			3	3				
25			»	»			»	»				
26			3	2			2	2				
27			»	»			»	»				
28			1	2			»	»				
29			»	»			»	»				
30			1	»			4	»				
	9	9	33	34	6	6	30	26	3	3	9	9
	82				68				24			

Ce tableau, d'une rigueur évidemment un peu trop mathématique, permet ensuite à Chappuis d'établir ai-

sément une statistique du nombre moyen des naissances dans un pays comme la France. Tout comme Malthus, il conclut alors que, d'après l'examen des chiffres, l'augmentation de la population s'effectue suivant une progression géométrique, dont la raison est variable selon les pays et les circonstances. Chaque terme de cette progression correspond pour Chappuis à une période de 30 ans, intervalle moyen plus rapproché de la vérité statistique actuelle que celui de 25 ans sur lequel se fondera Malthus.

Une fois cette loi établie, Chappuis est naturellement amené à constater que les « subsistances », quelque abondantes qu'elles soient, viendraient vite à manquer à une population croissant selon ce rythme, si « les moyens de guerre, prison, maladie et fatigues ne s'employaient à détruire de nos jours des frères tous élevés dans un siècle de lumière où l'imprimerie et la profondeur des calculs nous sont devenus des guides infaillibles ». Ces dernières constatations sur les rapports qui existent entre les subsistances d'une part et l'accroissement de la population d'autre part, ne sont pas dotées de la forme mathématique qui les rendra célèbres, mais Chappuis n'en tire pas moins des conclusions rigoureusement identiques à celles que formulera Malthus : Etant donné que « la progression naturelle augmentera, d'une manière exagérée, le nombre des individus de l'espèce humaine », il faudra proportionner, dans la mesure du possible, la population à la puissance économique du pays.

La réglementation des naissances, corollaire inévitable d'un tel raisonnement, ne devra pas être faite par « des moyens barbares, tels que l'avortement forcé et le sacrifice des enfants ». Sur ce point précis, Chappuis rejoint Malthus d'une manière vraiment curieuse. Il s'élève en effet contre l'infanticide tel qu'on le pratiquait chez les anciens, « avant le développement de toute sensation, par l'effet du charbon qui suffoque sans causer aucune douleur », exemple relevé par Malthus dans ses chapi-

tres XIII et XIV : « Des obstacles à la population chez les Grecs et les Romains ».

Pour Chappuis comme pour Malthus, la guerre et surtout la misère sont donc inévitables en l'absence d'une saine « règle de population ». Pour tous deux également, « il existe des moyens pour fixer la population à tel point qu'il faudra ». Ces moyens ne doivent être ni barbares ni cruels et c'est par leur emploi rationnel que l'homme « se distingue des animaux ».

Arrivé à ce point, Malthus, après un long examen des « obstacles privatifs et destructifs » des naissances se trouve obligé de conclure à la nécessité de la « contrainte morale » (moral restraint), obstacle privatif. Il la distingue avec soin de la misère et du vice, obstacles destructifs, et espère que l'humanité, consciente d'éviter ainsi des maux plus graves, se résoudra à une abstinence raisonnée. Une solution aussi vertueuse avait probablement rebuté Chappuis, malgré sa tournure d'esprit résolument utopique, car, arrivé au point culminant de son raisonnement, il s'arrête brusquement sans conclure. Son étude n'est pas terminée et les dernières lignes en sont non seulement illisibles, mais tout à fait incohérentes. Ni les innombrables lettres qu'il a écrites, ni les projets qu'il rédigeait à tout moment ne contiennent d'allusions à cette importante question de la natalité. Plus tard, dans son Plan Social, il considérera la question comme résolue par la nouvelle organisation de la société, alors qu'en fait elle ne l'est nullement et ne peut pas l'être.

En réalité, il est infiniment probable que Chappuis a changé d'idée en cours de route, comme cela arrive fréquemment aux esprits un peu déséquilibrés. Au milieu de la rédaction de son manuscrit, il a dû s'arrêter et s'aviser brusquement que d'autres questions capitales sollicitaient son attention et exigeaient une solution urgente. Cette hypothèse permet de comprendre pourquoi Chappuis adressait une série d'autres projets, à peu près à la même époque et dans les termes toujours aussi pompeux, au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE II

LES FRAGMENTS PRELIMINAIRES DU PLAN SOCIAL

Quantité de notes et de mémoires traduisirent les nouvelles et multiples préoccupations de Chappuis. Sous la forme de pamphlets, d'affiches publiques, de mémoires, de projets et de lettres, ces dernières restant souvent inachevées, notre auteur s'attaque à une nouvelle série de problèmes qui dénotent déjà son souci d'organiser effectivement le pays selon un Plan. Ce plan est d'ailleurs invariablement annoncé dans les dernières lignes des principaux documents dont nous disposons, documents fort nombreux et assez incohérents. Les plus intéressants d'entre eux, au nombre de six, sont : (1)

1° « Offre patriotique de prouver à la Nation Française, soit sous les yeux de ses représentants, soit de leur agrément dans une assemblée de toutes les classes d'habitants d'un district de Paris, spécialement convoqués à cet effet, que le Créateur a sensiblement destiné et indiqué à l'espèce humaine un régime social qui, par des lois simples, justes et bienfaisantes, conciliera à perpétuité des intérêts opposés »...

2° « Observations, Motion et Soumissions infiniment importantes, qui ont trait à l'ordre dans Paris et à l'intérieur du pays et à la réorganisation de l'armée ».

(1) Voir documents annexes 3, 4, 5, 6 et 7.

3° Une feuille trouvée en appendice à l'Offre Patriotique et ayant trait à « l'empêchement de la guerre ».

4° « Motion tendant à l'établissement d'un rôle ».

5° Un pamphlet sur la propriété.

6° Une feuille trouvée en appendice au « Plan Social ».

Ces manuscrits sont d'une rédaction extraordinairement confuse ; sur de nombreux points, ils se répètent, s'enchevêtrent et se contredisent même. Toutefois, une idée principale commence à se faire jour à travers les solutions que Chappuis préconise pour des points particuliers. Certainement influencé par Rousseau, ce qu'il dédaigne d'ailleurs de nous signaler, Chappuis vante les bienfaits de « *l'Association Naturelle* », librement consentie entre tous les hommes.

Rien n'était plus contraire à l'esprit de la Révolution, qui avait, dès ses débuts, formellement prohibé l'Association dans tous les domaines. Projets, offres patriotiques et exhortations restaient en conséquence sans réponse. Chappuis pourtant, promettait monts et merveilles de la mise en pratique de cette association naturelle « bien-faisante et conciliant à perpétuité des intérêts opposés ». Neuf bonheurs principaux devaient plus particulièrement en résulter :

1° « La suppression absolue de tous les maux (excepté le décès et quelques indispositions), notamment des inquiétudes, chagrins, instabilités, fatigues, ennuis, haines, divisions, rivalités, procès, ambitions, guerres, servitudes, crimes, prison et autres calamités qui dévorent le genre humain ;

2° « La connaissance générale avant 10 années de tous nos moyens actuels de perfectionner les arts utiles et agréables et, toujours sans correction, ni gêne, ni fatigue, ni pour les enfants ni pour qui que ce soit ;

3° « Pour la Cour, des sortes de palais enchantés : c'est-à-dire une augmentation inexprimable dans la stabilité, l'éclat, la gloire, le repos, la sécurité et les jouissances du Roi, de la Reine, de la Famille Royale et des Grands ;

4° « Pour tous les membres du Clergé et de la Noblesse, un sort infiniment supérieur à celui qu'ils envient;

5° « A tous les Français sans exception, le bonheur le plus parfait ou la faculté de jouir chaque jour sans incertitude, ni trouble, ni peine, ni remords, non seulement de toute l'abondance et de la suavité désirables dans les aliments et tous les avantages de propreté, d'ornement, de parfums et de salubrité dont les vêtements et logements sont susceptibles, mais encore de tout ce que la gaiété, l'union et la volupté présentent de plus délicieux ainsi que de tous les agréments attachés à la connaissance et à l'usage de chacun des arts ;

6° « Une réduction du travail nécessaire à quelques heures d'occupation sans fatigue, pour ceux de nos contemporains qui contribueront journellement au maintien du nouvel ordre social après son établissement formé, et à moins d'une heure par jour pour la postérité en dispensant même de toutes espèces de travaux et service les personnes habituées présentement à l'oisiveté, les infirmes, les malades et les sexagénaires ;

7° « L'extension de la population française à plus du quadruple ou à sa fixation à tel point que l'on voudra, même à son point actuel.

8° « Un accroissement de force, de santé, de fraîcheur et de jouissance, avec leur prolongation pour l'âge du retour et pour la vieillesse elle-même qui, désormais riante et affable, doit en général être surprise par le dernier sommeil comme par celui de tous les jours et descendre au tombeau sans jamais avoir éprouvé ni crainte, ni ennui, ni remords, ni douleur ;

9° « Une immortalité de gloire au Roi et aux Etats Français pour avoir régénéré l'espèce humaine en donnant le choix du réel bonheur à la Patrie et à toutes les Nations de l'univers.

« Ces sublimes avantages », nous dit-il, « sont incompatibles avec les erronés principes d'association que les siècles barbares ont introduits par ignorance et que nous suivons encore par habitude, ou par irréflection, ou faute

de savoir comment faire mieux ». En effet, pour pouvoir en profiter, il faut, d'après Chappuis, commencer par réviser et réformer complètement trois des institutions fondamentales de la société actuelle : l'armée et la police, les procédés d'administration, et le système de propriété en vigueur. Ces réformes seront faites sans jamais perdre de vue le principe de l'association naturelle et, par conséquent, de la participation effective de chaque citoyen aux charges et aux services publics qui en découlent.

Les défiances que « la sublimité d'une doctrine si inattendue, si importante et si tardive peut bien inspirer », quoique émise par « un quadragénaire honorablement né, intact et lumineux... vivant à Paris dans un état de retraite et de frugalité volontaires et philosophiques », seront vite surmontées après un examen attentif du détail des projets présentés.

Hélas, les députés à l'Assemblée Nationale, et notamment Mirabeau, ne furent pas enthousiasmés par ces fameux projets de réforme.

SECTION I

La réforme de l'armée et de la police

« Quelle difficulté voyons-nous à empêcher la guerre ? » s'exclama Chappuis dans un de ses manuscrits. La guerre est en effet, pour lui, le plus horrible des maux. Elle doit disparaître dans un régime social où « l'Eternel indique de tous temps aux hommes le bonheur parfait ».

Chappuis, qui vivait au milieu des horreurs constantes de la guerre civile et de la guerre étrangère, avait mis au premier plan de ses préoccupations la recherche d'un moyen, sinon de les supprimer, tout au moins de les rendre aussi rares que possible. Pour cela, il préconise une série de mesures à son avis fort efficaces :

Tout d'abord, il s'agit de protéger les « soldats-

citoyens ». Actuellement, de la manière dont on fait « serrer les rangs aux soldats et se tenir à découvert, ne dirait-on pas que les balles ennemies fussent des faisans rôtis dont il fallût empêcher la chute dans la poussière ? » Seule, la « perfide cruauté et la stupide ignorance... des administrateurs aristocrates » permet le maintien de ces méthodes tactiques périmées et criminelles. Il serait infiniment préférable de gratifier tous les soldats d'une armure à l'épreuve des balles, afin de les garantir « au moins du côté faisant face à l'ennemi ». Cette armure, d'après Chappuis, ne pèserait pas moins de 30 livres et l'on se demande à la vérité comment un soldat ainsi caparaçonné arriverait à se mouvoir avec toute l'agilité désirable. Ceci n'embarrasse nullement Chappuis qui tient beaucoup à son idée et qui la développe à nouveau et très minutieusement dans la partie descriptive de son « Plan Social ».

Une fois la protection du soldat-citoyen assurée, l'esprit de Chappuis continue à travailler. Il faut maintenant décourager l'adversaire. Pour cela rien de plus facile. Il n'y a qu'à mettre à prix la tête de tous les officiers ennemis et condamner par avance tout prisonnier « à être brûlé vif pendant quinze jours de suite... On ne pense pas qu'il y ait alors beaucoup d'officiers prêts d'encourir ce supplice affreux ». Ces méthodes barbares paraissent toutes naturelles à Chappuis qui n'avait visiblement jamais entendu parler du Droit des Gens. Pour lui, il est beaucoup plus normal de brûler des ennemis que de condamner à mort, même le plus légalement du monde, des « associés que nous devons toujours protéger ». Nous retrouvons ici l'idée fondamentale de Chappuis pour lequel la Nation Française s'était formée par une association naturelle.

La protection de cette association doit enfin être assurée d'une manière efficace et peu coûteuse en hommes, à l'inverse de ce qui se passe dans l'armée révolutionnaire. Pour cela, il faut border la frontière de « deux rangs de forteresses, couvertes d'une artillerie de place

forte en place forte » ; devant les ouvrages, un rideau permanent de troupes « pourvues d'une artillerie légère et nombreuse » complètera de façon efficace ce système défensif. Chappuis pressent donc ce qui, plus tard, fera le grand mérite de la ligne Maginot : l'absence d'angles morts, la continuité et la profondeur d'un dispositif de fortifications de frontières. Ce système de fortifications continues, occupées par des troupes spécialisées, était fort étranger à la doctrine militaire de l'époque qui en était restée aux places fortes isolées, telles que les concevait Vauban (1). De plus, il était financièrement fort coûteux. Chappuis présente alors pour sa défense des arguments curieusement analogues à ceux invoqués devant le Parlement au moment du vote du projet Maginot. Ne les résume-t-il pas en effet en s'exclamant : « la dépense en est-elle plus à craindre que le massacre des Français » ? Le massacre n'est préféré que « parce que sa comptabilité permet aux administrateurs d'y pêcher en eau trouble et de sacrifier ceux qu'on pensait vouloir favoriser, en les plaçant après avancement sous un feu continu ». Pour Chappuis, nous l'avons vu, il n'existe « d'autres moyens de régler la population ». De tels discours n'auraient pas été déplacés dans une séance un peu houleuse de la Chambre des Députés, d'autant que Chappuis déclare en outre : « tous ces maux sont dus à des complots aristocrati-despotiques ». Ces fraudes et complots ont pour but de faire perdre au peuple français « tous les pouvoirs qui existent dans la Nation, étant émanés de la Nation, et dont aucun ne peut, en conséquence, être opposé à la Nation ».

C'est pourquoi, étant donné que « ce n'est ni à l'habit ni à la richesse, mais au titre suprême de citoyen qu'est attaché le droit de servir au maintien de la liberté et de

(1) Il ne faut pas oublier que la défense d'un tel système de fortifications suppose, même à l'heure actuelle et avec des moyens infiniment plus puissants que ceux dont on disposait vers 1780, l'existence d'une armée de plusieurs millions d'hommes. Or, les plus grandes batailles de la Révolution et de l'Empire ont été livrées par des armées fortes au plus de 400.000 hommes... mais Chappuis ne s'embarrassait guère de pareilles contingences.

la sûreté publiques », il faut se débarrasser des aristocrates qui infestent non seulement l'armée, mais aussi la police et surtout « le commandement de la troupe bourgeoise, les corps de garde et l'Hôtel de Ville de Paris ». Pour remédier à cet état de choses, Chappuis s'empresse naturellement d'établir un projet pour « assurer facilement le bon ordre dans Paris ». Il adoptera d'ailleurs un système assez voisin pour l'organisation de la police dans son Plan Social.

Poursuivant sa grande idée d'Association Naturelle et d'égalité entre les citoyens, Chappuis établit par le menu un programme pour la vie et l'organisation matérielle de 9.000 hommes de pied. Les plus petits détails y sont prévus, entre autres, « la guérite où le factionnaire sera libre d'être assis ainsi que de se poser sur ses armes quand il est arrêté ». Des idées neuves et curieuses viennent émailler son projet et méritent d'être soulignées. Certaines d'entre elles présentent des analogies frappantes avec les principes en vigueur dans l'armée rouge des premiers temps du communisme russe.

En premier lieu, c'est à tout membre de la Nation qu'incombe le devoir et surtout le droit d'être soldat ; en conséquence, chaque citoyen sera armé et c'est parmi eux que seront recrutés les 9.000 hommes cités plus haut. En vertu de l'idée d'égalité, « il n'y aura ni caporaux, ni sergents, ni capitaines, ni officiers-majors, ni cavalerie ; ce sont des inventions de l'ancien jeu du despotisme ».

Le commandement sera assuré de deux manières : d'une part, par des officiers sortis du rang et payés à cet effet, d'autre part, par des « sur-officiers ». Ces derniers seront pris à tour de rôle parmi les « citoyens armés chez eux, toujours libres de concourir au maintien du bon ordre » et qui veilleront ainsi à ce que les militaires de carrière conservent « l'esprit bourgeois ».

Afin qu'une plus grande égalité règne encore dans ces nouveaux corps de garde, soldats, officiers et sur-officiers devront porter le même costume, fort simple, d'ail-

leurs. Il en résultera ainsi « la suppression de cet uniforme artificieux, qui semble avoir été jeté comme une pomme de discorde parmi les bourgeois, dans la vue de donner de la jalousie et même l'exclusion du service et du port d'armes à la plupart des citoyens dont aucun cependant ne saurait jamais être ni exclu ni forcé à cet habillement ».

Enfin et surtout, les troupes ainsi encadrées devront être recrutées de la même manière qu'une armée de métier. Elles seront en particulier très bien payées. Chappuis ne prévoit pas moins de 5 millions de livres comme « total de la dépense annuelle des 9.000 militaires soldés », chiffre considérable pour l'époque. Pour justifier cette solde élevée, il déclare que « il vaut mieux traiter des hommes très favorablement que de nourrir des chevaux, toujours embarrassants et dangereux dans une ville déjà trop surchargée de voitures ».

Le recrutement de ces mercenaires est donc en complète opposition avec le principe de la conscription qui prévaudra au cours des guerres révolutionnaires et impériales. Chappuis juge, en effet, que chaque citoyen pouvant devenir à tout moment sur-officier, il est inutile de le forcer à remplir un devoir qui est, en réalité, un « honneur attaché au titre suprême de citoyen ».

De plus, « ces 9.000 militaires étant levés par les bourgeois contre les aristocrates qui viennent de tenter la ruine et l'esclavage de la Nation », on pourra éviter ainsi de laisser entrer le moindre élément suspect dans l'armée. On aura soin, en effet, de refuser d'inscrire les aristocrates « même s'ils sont nouveaux convertis ou prétendus réconciliés » car leurs « prétentions ne peuvent qu'être directement opposées à l'association d'un peuple libre, et nécessairement exclusives du titre loyal de citoyen français ».

A plus forte raison faudra-t-il interdire à ces aristocrates de commander dans les corps de garde. Pour cela on supprimera avant toute chose les nominations électives en vigueur dans l'armée à cette époque, car « avec

de telles nominations, c'est toujours par hasard que d'honnêtes citoyens qui ne se permettent pas d'intriguer viennent à être élus ». Il faudra remplacer le système des nominations électives par celui du tour de rôle « qui conserve à chaque associé son droit important aux places dont les fonctions lui assurent la régénération de son titre suprême de citoyen ». Le petit nombre des aristocrates fera qu'ils ne seront ainsi appelés que fort rarement à commander un corps de garde.

Arrivé à cet endroit de son projet, Chappuis s'avise soudain des avantages multiples que présenterait la généralisation du système du rôle, dont il se servira d'ailleurs dans la partie constructive de son Plan Social. En attendant de pouvoir réaliser la Société idéale, il va essayer d'appliquer ce système aux institutions déjà existantes et, abandonnant la question de l'armée, il se lance sans plus tarder dans celle de la réforme de l'administration.

SECTION II.

La réforme des nominations aux fonctions publiques : la « Motion tendant à l'établissement d'un Rôle ».

Pour Chappuis, l'erreur initiale qui affecte tous les systèmes d'administration en vigueur à l'époque est l'élection, système que la Révolution avait adopté dès son début pour la nomination des principaux fonctionnaires. Les « nominations électives » sont sa bête noire ; elles sont « la base considérable de toutes les escroqueries aristocratiques et le principe d'une infinité de maux » et aussi « un infâme souterrain où le pouvoir arbitraire rallie et recrute tous ses conjurés ». Les principaux arguments que Chappuis invoque pour étayer cette thèse sont tout à fait semblables à ceux que les candidats évincés aux élections législatives de la III^e République ne manquaient pas de jeter à la tête des heureux élus.

Les élections sont « iniques et anti-sociales, car elles extorquent leurs droits à presque tous les citoyens et les donnent à quelques-uns d'entre eux comme pour en faciliter la subornation aux aristocrates ». Elles sont une « source inépuisable de subornation, de cabales, de spoliations, d'injustices et de vaines préventions » ; de plus, on leur doit « toutes les trahisons qui, depuis tant de siècles, frappent et menacent toujours la Patrie ainsi que la vie même du citoyen le mieux intentionné ». Par ailleurs, les élections de l'époque sont encore censitaires ; cela redouble la fureur de Chappuis qui s'exclame : « C'est une décision du plus inconcevable arbitraire, qui exclut des assemblées où se font les nominations électives plus de la moitié des citoyens tenant aux classes les plus malheureuses, exclusion dont la proposition est odieuse et criminelle ». Rien n'est plus facile alors que « d'envahir ou d'escamoter dans l'assemblée tous les justes citoyens encore présents ». Enfin, à supposer même que « par hasard un honnête citoyen vienne à être élu », celui-ci y perd aussi, car la prolongation de ses fonctions finit par le corrompre. En résumé, il est anormal que ce soient les mêmes hommes qui gouvernent le pays et conservent les meilleures places pendant plusieurs années sur la foi d'une nomination élective, dont la base est toujours quelque complot « aristocrati-despotique ».

Comment éviter « ces fraudes et ces cabales aristocrati-barboniques », comment assurer à la minorité son droit « irréfragable, irrévocable et infaillible à la liberté sociale », comment enfin assurer à tous l'exercice du pouvoir judiciaire, du pouvoir armé et du droit aux places, droit imprescriptible entre tous ? Chaque associé doit, en effet, selon Chappuis, participer aux avantages et aux désavantages de la Société en proportion de la mise qu'il y a faite, mises égales à l'origine. Or, dans la « fictive association actuelle », une administration « prétendue sociale condamne aux dangers des guerres, des peines capitales, des travaux pénibles et de l'indigence les dix-neuf vingtièmes des associés et les autres aux

malheurs de l'incertitude ». Ce n'est pas là la justice sociale dont on parle tant.

Seul, l'établissement d'un système permettant à chacun, à tour de rôle, l'exercice des principales fonctions publiques maintiendra une équité absolue entre les citoyens et empêchera la corruption des fonctionnaires. En conséquence, personne ne pouvant « sans imbécilité confier ses droits à un autre citoyen », on établira dans chaque district de Paris, puis dans toutes les villes et communes du Royaume un registre (*ou rôle*) de chacun des citoyens ; les bénéficiaires de cette inscription devront être capables de lire, écrire et calculer. Ainsi chacun pourra exercer à tour de rôle ses droits imprescriptibles, en remplaçant dans leurs fonctions, une ou deux fois par semaine, tous les députés et administrateurs municipaux que l'on supprimera. D'après le même registre seront également désignés les citoyens qui remplaceront chaque jour, toujours à tour de rôle et en tant que sur-officiers, les commandants actuels des corps de garde de la troupe nationale. De plus, chaque citoyen exercera également à son tour les « fonctions éminentes et salutaires de juge municipal », ceci de préférence le lundi et le jeudi matin (*sic*) ; Enfin, jusqu'à ce que « les lumières deviennent généralement suffisantes, on formera dans chaque Hôtel de Ville un comité de citoyens éclairés ». Ceux-ci n'auront pas voix délibérative et pourront, en conséquence, non seulement demeurer très longtemps en fonction, mais encore conseiller en toute liberté d'esprit les nouveaux administrateurs sur les questions tenant à l'exercice de leurs éphémères fonctions.

D'après Chappuis, le bon fonctionnement de ce système du rôle assurera à chacun « la sûreté absolue de toutes les jouissances désirables » et lui évitera « la fraude palpable du régime social qui entraîne sur les peuples toutes les calamités connues et mille privations, dangers et incertitudes continuels ». Quel serait alors

le « citoyen assez audacieusement pervers » pour ne pas adopter d'enthousiasme ce système ?

Nul doute, en effet, que les citoyens ne prennent un certain goût à exercer ainsi fréquemment des pouvoirs importants. Mais ils n'auront peut-être pas toute l'équité d'esprit que Chappuis leur suppose dans toute sa naïveté. En une journée, bien des injustices peuvent être commises et des spoliations ordonnées. En une semaine, les propriétés de tout un Royaume peuvent avoir changé de mains, précisément grâce aux judicieuses combinaisons que Chappuis s'efforçait d'éviter mais que son tour de rôle favorise au contraire.

Il est vrai que ces légers inconvénients disparaîtront d'eux-mêmes si l'on adopte les idées toutes particulières de Chappuis sur la propriété.

SECTION III.

Les théories de Chappuis sur la propriété

Chappuis ne songe pas à nier que la propriété individuelle ne soit un des fondements de la société actuelle, ni même de toute société viable. Cette question sera d'ailleurs une de celles qu'il reprendra longuement, mais d'une manière un peu différente dans la partie théorique de son Plan Social.

Pour lui, à l'origine de toute société humaine se trouve une association naturelle, sorte de « contrat social » tacite, que chaque citoyen doit garder présent à la mémoire. Il est indéniable que, sur ce point, Chappuis reprend et développe sans la moindre vergogne des idées de Jean-Jacques Rousseau ; il avait certainement lu le « Contrat Social », dont la diffusion était immense à l'époque. Ne nous déclare-t-il pas en effet qu'il existe « une convention primitive qui fait l'unique lien social des hommes libres », et que « les mises de chacun de ces hommes sont imprescriptiblement toujours égales » (1).

(1) Comparer : Rousseau, *Contrat Social* :

Chap. V : « Qu'il faut toujours remonter à une première convention ».

Chap. VI : « Du Pacte Social ».

Arrivé à ce point, Chappuis abandonne brusquement la voie que lui traçait Rousseau et poursuit son raisonnement dans une autre direction. Il constate évidemment que l'association naturelle n'a pas été respectée, puisque « la terre est comme un immense marais de calamités dans lequel, nécessairement, il faut être enfoncé jusqu'au menton ou jusqu'au nez, sauf dans un très petit nombre de places où l'on n'y entre que jusqu'à la ceinture ». Mais, pour lui, il suffit de faire appel à la Raison pour constater les erreurs commises et les réformer. C'est une idée qu'il a sans doute empruntée aux encyclopédistes, car il se lance à la manière de Diderot dans un véritable éloge de la raison, « trace divine à laquelle on ne saurait se dispenser d'obéir, quand le bonheur de la Nation devrait en être différé ».

Si les idées que Chappuis a énoncées jusqu'ici ne sont guère originales, la conclusion qu'il en tire est au contraire absolument nouvelle. La Raison, nous dit-il en effet, suffit à démontrer que ce sont « les principes erronés de partage des propriétés et des successions qui ont iniquement privé la plupart des hommes de leur droit imprescriptible et divin aux éléments et à toutes leurs productions ».

Il faut donc réformer la propriété pour revenir à l'égalité sociale. Pour cela, Chappuis a évidemment préparé un projet qui, comme tous les autres, s'arrête brusquement sans donner de solution pratique. Ce projet n'en contient pas moins une critique virulente de la propriété sous sa forme actuelle, critique dont nous ne retrouverons l'équivalent qu'en 1840 sous la plume de Proudhon.

La propriété actuelle est « contraire à la Volonté Divine ; elle n'est que la plus fatale erreur et une réelle violation des droits d'égalité, d'union, de paix, de surabondance, de liberté et de sûreté, dont les propriétaires eux-mêmes sont obligés d'assurer la conservation aux non-propriétaires ». « L'usage de cette odieuse propriété qui viole tous les droits naturels et sociaux est spolia-

teur », il est même « imbécile et perfide », c'est un « vol réel et frauduleusement déguisé ». Il est curieux de constater que les termes employés par Chappuis sont ceux-là mêmes que Proudhon utilisera lorsqu'il s'exclamera : « La propriété, c'est le vol » (1). Ni l'un ni l'autre ne semblent cependant avoir eu connaissance des ouvrages de Brissot de Warville, (2) où la question de la légitimité de la propriété est déjà posée, mais d'un point de vue purement académique.

Rien de moins académique au contraire que les apostrophes de Chappuis, ainsi d'ailleurs que ses opinions sur le fond de la question. Il s'engage en effet dans une voie qu'on a l'habitude de considérer comme ayant été tracée par les socialistes de 1848. Ne nous déclare-t-il pas, dès l'abord, que « la propriété est onéreuse au propriétaire même et semble s'opposer à l'abondance naturelle », alors que Proudhon proclamera plus tard que « la propriété est impossible parce que, là où elle est admise, la production coûte plus qu'elle ne vaut ». (3) Pour nos deux auteurs, la propriété est impossible, non seulement pour cette raison, mais aussi et surtout parce qu'elle est injuste, car elle est la négation de l'égalité. Proudhon nous dit, en effet : « Si donc nous sommes associés pour la liberté, la légalité, la sûreté, nous ne le sommes pas pour la propriété ; si celle-ci est un droit naturel, ce droit naturel est un droit anti-social », tandis que Chappuis affirme que : « la puissance et la bonté sans bornes de la Divinité n'ont pu laisser à la perfidie et à la spoliation des effets plus heureux qu'à l'exécution des lois naturelles de la bonne foi sociale ». Pour tous deux donc, le droit de propriété n'est pas un droit naturel mais un droit acquis dont l'exercice ne peut être équilibré que par un système de garanties très solides,

(1) Proudhon : *Qu'est-ce que la Propriété ?*, ou *Recherches sur le principe du Droit et du Gouvernement* (1^{er} mémoire) 1840.

(2) Brissot de Warville : *Recherches Philosophiques sur le droit de propriété et sur le vol, considérés dans la nature et dans la société*. (1780).

(3) Proudhon : *Qu'est-ce que la Propriété ?* — 2^{me} proposition et 10^{me} proposition.

car « un petit nombre de propriétaires oppriment actuellement leurs égaux ».

Il faut donc faire cesser cette oppression qui n'est même pas justifiée par un consentement universel car, pour Chappuis, « La Raison démontre aisément à tous les non-propriétaires qu'ils ne sont nullement tenus à tous les travaux qu'exige la propriété » bien qu'ils les exécutent « par ignorance crasse ». La Raison leur démontre également que les propriétaires seront réduits à abandonner leurs terres lorsqu'ils n'auront plus d'aide pour les cultiver, donc que les « non-propriétaires opprimés » — les travailleurs, dira Proudhon — tiennent les oppresseurs, « monstrueux ennemis de l'espèce humaine », à leur merci.

Parvenu à cet endroit de sa démonstration, Chappuis lance un appel à la grève générale des opprimés, grève qui devra être continuée jusqu'à ce que le « propre intérêt ou la soumission » des propriétaires leur fasse comprendre l'absurdité de leur usurpation et la nécessité d'un changement du régime social. Si la grève ne suffit pas, on expropriera « les propriétés du Tiers-Etat qui suffisent à plus de 50 millions d'hommes au lieu de 24 millions de Français que l'on compte »... Proudhon est dépassé et c'est aux révolutionnaires agissants de 1848 ou même à Karl Marx et Frédéric Engels qu'il faut se reporter pour trouver de pareils accents.

Mais Chappuis, soudain effrayé par la violence de ses propos et par les catastrophes que ceux-ci pourraient provoquer, revient aussitôt en arrière. Il déclare que « les opprimés sont autant coupables que les oppresseurs, puisqu'ils ont également adopté ces principes erronés » ; dès que les uns et les autres auront reconnu leur erreur, il faudra les faire rentrer dans la nouvelle association sociale. Dans cette association règnera une égalité absolue. Ce sera la réconciliation générale et l'on ne tiendra rigueur à personne des situations passées, bien que « l'erreur commune ait été moins onéreuse pour les Grands et le Clergé que pour le Tiers-Etat ». On ne

punira que ceux « qui résisteront encore sciemment à la loi du Créateur, pour perpétuer les calamités de leurs égaux ». Il ne sera d'ailleurs pas nécessaire d'employer la force pour ramener les oppresseurs dans le droit chemin, car la Raison le leur fera prendre tout naturellement. Tous les citoyens, une fois éclairés par la lecture du Plan Social, exigeront en effet que « la Nation les réintègre dans les pouvoirs ou droits qu'ils ont reçus de la Nature ou qui ont été déposés dans l'Association Française, pour qu'ils y soient assurés de leur conservation ». Grâce à ce nouveau système, chacun profitera d'une « stabilité inébranlable dans ses jouissances personnelles et dans celles de ses héritiers ». Ce sera le bonheur parfait sur la terre.

En effet, les manuscrits de Chappuis que nous venons d'étudier se terminent tous par la promesse de mille félicités pour le pays qui adoptera son Plan Social. Ils paraissent inachevés, car ils s'arrêtent brusquement au moment où l'auteur déclare qu'il va exposer « le procédé qui, seul, peut rendre les hommes parfaitement heureux, comme on le verra par le Plan Social ci-après annoncé », ou encore « les moyens présentement indiqués qui sont les seuls conciliables avec les droits de la Nature, avec l'esprit et le but de la Société, et avec tous les principes de la saine Raison ». En réalité, ils ont tous le même but : donner au lecteur le désir de lire, d'étudier et même de mettre en pratique le Plan Social.

Ecrivant cinquante ans avant Proudhon, Chappuis croit encore à la possibilité d'une Utopie. Les systèmes socialistes n'avaient point alors préoccupé l'opinion ; seuls quelques ouvrages hautement fantaisistes, inspirés par la vie des « bons sauvages », ouvrages sans grande portée, avaient préconisé un bouleversement complet du régime social existant.

Au contraire, au milieu du XIX^e siècle, après les expériences de Cabet, de Fourier et d'Owen, Proudhon ne peut plus être utopiste. Plus heureux que Chappuis, il a pu

étudier de nombreuses tentatives de réalisations utopiques. Il a constaté qu'elles avaient toutes abouti à des impasses; désabusé, il n'a plus fait que critiquer et proclamer l'impossibilité de construire un monde nouveau. Chappuis, par contre, gardait sa foi et son enthousiasme intacts. Il croyait sincèrement à l'excellence et à la possibilité de l'application de son Plan. Abordons-en avec lui l'examen détaillé.

DEUXIEME PARTIE

Le PLAN SOCIAL

Le Plan Social est l'aboutissement de tous les travaux de Chappuis et son « chef d'œuvre » au sens ancien du mot. Il est incompréhensible sans la lecture préalable de ses autres ouvrages, mais ceux-ci, en contre-partie, ne prennent leur pleine signification que si on les considère comme les préliminaires du Plan Social (1).

Du point de vue matériel, le Plan Social se présente fort bien, contrastant en cela avec les ouvrages partiels de Chappuis. D'une calligraphie très soignée, il se lit aisément d'un bout à l'autre. Le style en est plus direct et moins touffu que celui auquel Chappuis nous avait accoutumés ; les phrases sont bien construites, les idées s'enchaînent habilement et les invectives furibondes y sont rares.

Chappuis, d'autre part, y fait un sérieux effort de construction. Il groupe tous ses développements autour d'une idée fondamentale, celle de l'excellence de « la vie communautaire ». Cette idée, qui condense et résume toutes ses recherches et opinions antérieures, se retrouve avec ses caractéristiques essentielles dans toutes les

(1) Voir le document annexe n° 8.

Nous publions le *Plan Social* selon le texte de l'un des trois manuscrits qui se trouvent dans le carton T. 1161 des Archives Nationales. Chaque exemplaire présente de légères variantes dont il nous a paru inutile de tenir compte.

grandes Utopies. Chappuis, de même que Thomas Morus, encadre la description minutieuse du monde meilleur qu'il faut réaliser, par une longue discussion sur les principes qui devront présider à l'organisation de ce monde. Il se montre en cela supérieur à Cabet, dont l'Icarie confond à plaisir doctrine et descriptions pendant six cents pages.

Le Plan Social, de dimensions plus modestes, est présenté en quatre cahiers. Le premier et le quatrième concernent les théories qui devront se retrouver à la base de « l'Association Naturelle » que décrivent les deuxième et troisième cahiers. A la fois doctrinal et descriptif, le Plan Social demande à être examiné de ce double point de vue.

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES CONSTRUCTIFS DU PLAN SOCIAL

Pour mieux faire ressortir les « vices et calamités » qui accablent les Nations, Chappuis examine une à une les conditions humaines les plus répandues. Six d'entre elles retiennent plus particulièrement son attention, comme représentant d'une manière caractéristique les « faux bonheurs, pompeux à l'œil de la crédulité, mais ne valant que par le gage que l'on y attache ». La recherche inquiète d'honneurs et de privilèges pour les nobles, de places pour les « fermiers riches », l'amour de la pompe et de l'ostentation pour le clergé, l'envie et la jalousie pour les officiers de justice et les bourgeois, l'humiliation et les risques pour les commerçants, enfin la misère, les fatigues et la mendicité pour tout le Tiers-Etat éloignent du bonheur chacune de ces classes de citoyens.

Pour Chappuis, l'Auteur de la Nature, tout puissant et parfaitement bon n'avait pu vouloir cela. Ce sont les hommes qui, par « leurs monstrueux principes », ont amené l'état de chose existant.

Avant de construire un monde vraiment bon, Chappuis examine d'abord quels étaient les véritables desseins de la Providence et recherche ensuite en quoi les principes erronés des hommes ont pu fausser ces desseins.

SECTION I.

Les Desseins de la Providence

Pour Chappuis, chaque homme naît avec une possibilité de bonheur parfait et « la faculté d'en jouir toute la vie ». La question ne fait pas de doute et l'on découvre à chaque instant dans la Nature, qui est « l'organe de la Divinité », la trace de cette volonté bienveillante.

Sous l'influence probable des physiocrates, il déclare que la bonté de la Providence aurait dû éclater aux yeux de tous les « philosophes et autres savants capables d'une sage et profonde réflexion ». Ces derniers n'ont pas su remarquer que l'Auteur de la Nature, qui est parfaitement juste et bienfaisant, n'aurait pas tiré l'homme du néant à seule fin de le rendre aussi malheureux qu'il l'est actuellement. La simple Raison révèle la volonté positive du Créateur de pourvoir au bonheur de l'espèce humaine et d'éviter à chacun « les peines, les fatigues, les fureurs, les veilles, le froid, le chaud, la faim, la soif, les inquiétudes, les haillons, la misère, le désespoir, la servitude, le mépris, la honte, les bassesses, les crimes, les remords, les chaînes, les cachots, les tortures, en un mot l'extrême malheur pour partage et le tombeau pour ressource », mais les philosophes se sont bien gardés de méditer sur ce point essentiel.

Chappuis rejoint ici Fourier qui, dans son « Discours Préliminaire » (1), s'exclame : « Les philosophes ni leurs rivaux ne savent remédier aux misères dont l'industrie sociale est affligée, telles que l'indigence, la privation de travail, le succès de la fourberie, les pirateries maritimes, le monopole commercial, l'enlèvement des esclaves, enfin tant d'autres infortunes qui donnent lieu de douter si l'industrie civilisée n'est pas une calamité inventée par

(1) Fourier : *Théorie des quatre mouvements; discours préliminaire sur l'étourderie des nations civilisées* (1808). Cité d'après *Les Réformateurs Sociaux*, collection de textes dirigée par G. Bouglé.

Dieu pour châtier le genre humain... Devant l'impéritie des philosophes, loin de m'effrayer de mon peu de lumières — nous dit Fourier — je n'entrevois que l'honneur de saisir ce que vingt-cinq siècles savants n'avaient pas su découvrir, encouragé en cela par les nombreux indices d'égarement de la Raison ».

Chappuis et Fourier déplorent tous deux le malheur de l'humanité et, maudissant les philosophes et leurs raisonnements, concluent ensemble que ces malheurs sont dus à « quelque renversement de l'ordre naturel » (Fourier). Ils se réclament sur ce point de Rousseau qui, d'après eux, « entrevoyait dans la civilisation un renversement des vues de la Nature et un développement méthodique de tous les vices », mais dont la voix a été étouffée.

Reprenant le flambeau, Chappuis, dont les développements se retrouvent presque exactement sous la plume de Fourier, va faire paraître la vérité pour la confusion des philosophes. Rien n'est plus facile pour un esprit « intact et lumineux » ! En effet, puisque l'Auteur de la Nature n'a tiré l'homme du néant que pour le rendre heureux, il a, de toute évidence, prévu en même temps les moyens destinés à réaliser ce bonheur parfait. Il suffit donc de rechercher dans la Nature les intentions que son Auteur y a certainement manifestées avec clarté.

Dès les origines, la terre et les autres éléments ont, de toute évidence, été « donnés en commun à tous les animaux ». Faisant un bref historique de l'évolution des espèces, Chappuis déclare que « les espèces supérieures ont un droit écrit dans la Nature de faire servir à leur bonheur et à leur subsistance même toutes les espèces inférieures ». Il n'est nullement opposé, et nous l'avons déjà constaté souvent, à l'exercice du droit du plus fort lorsqu'il s'agit de le faire jouer en sa faveur. Il conclut donc que « les animaux et les productions des éléments ont été donnés en commun à l'espèce humaine et n'ont évidemment été créés que pour la subsistance et le bonheur de tous et de chacun des hommes ».

Poursuivant son raisonnement, Chappuis déclare avec logique que ce droit du plus fort doit se retrouver à l'intérieur des espèces supérieures et, en particulier, de l'espèce humaine. Mais c'est sur ce point que le Créateur a montré d'une façon éclatante qu'il avait des desseins précis pour l'organisation de la Société. En effet, et par une exception véritablement remarquable, le droit du plus fort ne joue par entre les hommes, et la Providence, « loin de vouloir donner aux forts et aux adroits de la supériorité sur les moins forts et les moins adroits, les assujettit au contraire tous indifféremment les uns envers les autres à une dépendance absolue et réciproque ». Quatre raisons principales justifient, d'après Chappuis, cette interdépendance. En premier lieu, les faibles réunis en nombre suffisant peuvent mettre un fort à leur merci ; en second lieu, l'homme endormi met journellement sa vie « dans les mains de quiconque veille à portée de lui » ; de plus, l'enfant dépend pendant de nombreuses années « des soins et services de la part des hommes en force et santé » ; enfin, ces derniers, devenus vieux, retireront des enfants qu'ils ont élevés des services capables de « prolonger leur existence dans les cas de maladie, d'infirmité et de grand âge ».

A l'inverse de ce qui se passe dans les « sociétés versatiles des autres animaux », l'intérêt irrésistible de leur propre conversation prescrit donc aux hommes de mettre en commun leurs facultés et leurs moyens individuels.

« *Il en résulte évidemment que l'homme doit vivre en Association et en Communauté...* dont les lois de bienfaisance, de justice et d'égalité sont aussi tracées par le Créateur dans toute la Nature ». Il est bien certain que cette société et cette communauté ne sont pas celles qui existent de nos jours et qui n'ont d'association que le nom. Cette idée, partiellement développée par Rousseau, est la notion fondamentale sur laquelle repose toute l'œuvre de Chappuis. Il est indiscutable que, en cette matière il peut être considéré comme *le premier des socialistes associationnistes*. Non seulement il proclame

l'excellence de la vie en communauté totale, selon la volonté du Créateur, mais encore il affirme que ce mode d'existence est le seul qui rendra la félicité aux « sept-huitièmes des associés ou nationaux, privés à l'heure actuelle de tout bonheur et de toute espérance ».

A cette occasion, Chappuis examine la condition actuelle des classes pauvres de la société et fait, à leur propos, des constatations originales qui viennent à l'appui de sa théorie de l'Association Naturelle, dessein de la Providence. Trois ordres de problèmes retiennent plus particulièrement son attention. Il les examine en détail afin de reconnaître combien la volonté divine y est battue en brèche.

Le premier et le plus important de ces problèmes est celui du travail. Pour Chappuis, la Nature offre à tous les hommes la subsistance et même l'abondance, ceci en les exemptant de toute peine. Or, à l'heure actuelle, on voit, par une violation flagrante des principes naturels, les uns travailler et les autres rester inactifs. De plus, le travail se fait pendant de longues heures dans des conditions pénibles alors qu'il devrait être le plus attrayant possible, n'occuper que de rares instants de la vie de chacun, ou même ne pas exister du tout. La paternité de l'idée de travail attrayant, attribuée traditionnellement à Fourier (1), semble donc revenir à Chappuis qui en fait une large application dans sa description de l'Association Naturelle des Français. Le premier problème est, par suite, d'éviter « aux journaliers sans nombre de voler sans cesse, et souvent en vain, au-devant du travail, de la fatigue, du froid, du chaud, des sueurs, des humiliations et de toutes les volontés, sans n'avoir jamais, hélas, que momentanément le nécessaire » et de distribuer également à chacun les tâches à accomplir pour le bien commun.

(1) Voir également sur ce point Cabet : « Tous les Icariens étant associés et égaux, tous doivent exercer une industrie et travailler le même nombre d'heures ; mais toute leur intelligence s'exerce à trouver tous les moyens possibles de rendre le travail court, varié, agréable et sans danger ».

Pour cela, il faut éviter que les travailleurs se réunissent dans les villes et abandonnent les campagnes, alors que la Providence a clairement montré que « les cultivateurs étaient les véritables nourriciers de la France ». Le second problème est donc d'empêcher l'agglomération d'un prolétariat dans les villes. Si Chappuis n'emploie pas le terme de prolétariat, tout au moins a-t-il une vision très nette des conditions de vie des travailleurs au XIX^e siècle. Il poursuit en examinant les conséquences de la violation des desseins primitifs de la Providence pour les différentes classes de la Société. Les conséquences de cette violation sont doubles. Tout d'abord, « les plus forts ont fait les riches, les médiocres ont donné l'honnête nécessaire et les plus bas produits ont fait les pauvres ». Mais ensuite, les choses se sont aggravées et « la population a réduit... les riches à un très petit nombre, les médiocres à la pauvreté, et les petits à l'extrême indigence ». Cette évolution ne fera que s'accroître si l'on s'obstine à méconnaître les volontés du Créateur. Chappuis pressent ici une des idées favorites de Karl Marx, la loi de prolétarianisation croissante des masses.

Chose curieuse, pour définir ses ultimes préoccupations concernant les classes pauvres, Chappuis suit le même raisonnement que Karl Marx. Non seulement, nous dit-il, les uns travaillent et ne sont pas assez payés alors que les autres restent inactifs, non seulement la classe indigente s'accroît sans cesse, mais encore cette classe indigente est « divisée à mesure qu'elle augmente en pauvreté et en servilité ». Le troisième problème est donc d'éviter de mettre à la discrétion des riches adroits le peuple « indigent, crédule et, quoique prépondérant par le nombre, toujours faible parce qu'il est désuni ». Cette désunion est particulièrement contraire à la volonté positive du Créateur qui a certainement voulu « l'égalité et l'amour entre les hommes, réunis en Association ».

Une telle Association est évidemment difficile à réaliser, car « le malheur ou seulement l'incertitude du bonheur d'un seul associé suffirait pour prouver la viola-

tion des lois de l'Association destinée à l'espèce humaine ». Mais cette réalisation est possible, car l'homme est bon dans le fond. Il suffit donc de l'instruire et de le diriger convenablement. Or, jusqu'à nos jours, le « Tiers-Etat ne s'est jamais aperçu de son pouvoir et de son droit, ni surtout de son malheur ». Préconisant le même genre de méthodes que Lassalle (1), Chappuis estime qu'il faut avant tout montrer au peuple combien les « principes établis par nos premiers prédécesseurs ont été funestes », afin de pouvoir ensuite construire un régime qui respectera les desseins de la Providence.

SECTION II

La pernicieuse erreur des hommes

Pour Chappuis, comme pour tous les socialistes utopiques, « les lois civiles, criminelles et canoniques, qui causent à l'homme des privations et des souffrances, ne sont que les fruits de l'erreur et de la crédulité humaines ». Elles peuvent être réformées et le sort de l'humanité changé, si les hommes consentent à vivre selon des principes en accord véritable avec les desseins de la Nature.

A la différence des marxistes, pessimistes et fatalistes, les socialistes utopiques, optimistes, sont persuadés que la Raison guidera le genre humain dans la recherche de ces principes et dans la réforme des sociétés existantes. Fourier déclare, en effet, que « la Nature souffle à l'oreille du genre humain qu'il est réservé à un bonheur dont il ignore les routes et qu'une découverte merveilleuse viendra tout à coup dissiper les ténèbres de la civilisation », tandis que les théories les plus originales de Chappuis sont reprises et résumées dans la préface du « Voyage en Icarie » d'Etienne Cabet (2) : « Quand

(1) La Salle : « La première chose à faire est de faire comprendre à l'ouvrier allemand qu'il est malheureux ».

(2) Etienne Cabet : *Voyage en Icarie* (cité d'après l'édition du bureau du *Populaire*, de 1845).

on considère les richesses dont la bienfaisante Nature a comblé le genre humain, et l'Intelligence ou la Raison dont elle l'a gratifiée pour lui servir d'instrument et de guide, il est impossible d'admettre que la destinée de l'homme soit d'être malheureux sur la Terre ; et, quand on considère qu'il est essentiellement sociable, par conséquent sympathique et affectueux, on ne peut plus admettre qu'il soit naturellement méchant.

« Cependant, dans tous les temps et dans tous les pays, l'histoire ne nous montre que troubles et désordres, vices et crimes, guerres et révolutions, supplices et massacres, catastrophes et calamités.

« Mais si ces vices et ces malheurs ne sont pas l'effet de la volonté de la Nature, il faut donc en chercher la cause ailleurs.

« Cette cause n'est-elle pas dans la mauvaise organisation de la Société ? Et le vice radical de cette organisation n'est-il pas l'inégalité qui lui sert de base ? ».

L'analogie des idées de Cabet et de Chappuis est particulièrement frappante et l'on se demanderait presque si Cabet n'a pas connu certains écrits de Chappuis. Pour tous deux, en effet, « tout le mal vient de l'erreur funeste des principes et de l'état de guerre qui est une suite nécessaire de ces monstrueux principes ». Pour tous deux également, ces principes sont « le partage, la propriété, les successions et la subdivision des terres, établis par nos premiers prédécesseurs d'un commun accord et réellement regardés comme nécessaires et même comme un avantage pour chacun d'eux ». La cause génératrice de la misère, de l'opulence et de tous les malheurs qui en découlent est évidemment le partage qui a « tacitement donné le signal de la guerre sur l'objet des aliments et des agréments de la vie ».

Pour Chappuis, l'erreur fondamentale des principes réside donc dans la conception actuelle de la *propriété*. Non seulement elle est, comme nous l'avons vu, un « vol frauduleusement déguisé », mais encore elle entraîne inévitablement le *partage*, « fléau de l'espèce humaine,

qui viole la loi du Créateur ». Le partage est donc à l'origine des maux dont souffre la société, car il a des résultats toujours déplorables. Chappuis examine à ce propos les effets produits par la division des successions et des terres. Il en résulte, d'après lui, trois séries principales de conséquences particulièrement injustes et « anti-naturelles ». En premier lieu, les enfants, les malades, les vieillards et les infirmes ne peuvent cultiver convenablement les terres qui leur sont échues en partage, bien qu'ils puissent à la rigueur trouver une aide parmi les individus dans la force de l'âge. En outre, chose beaucoup plus grave, « le produit des terres a dû varier suivant le plus ou moins de forces, de santé et d'intelligence du cultivateur », ainsi que selon la qualité des terres cultivées.

Enfin, « les succès, les revers et les subdivisions » ont achevé de différencier la valeur des propriétés qui, à l'origine, avaient pu être distribuées de manière équitable.

Ces trois remarques sont d'une importance capitale, car Chappuis entrevoit manifestement à cet endroit ce que Ricardo et son école appelleront la théorie de la rente foncière. Son idée est, en effet, que certaines terres augmentent de valeur par rapport à d'autres, sans que leur propriétaire y soit pour rien. Evidemment Chappuis ne sut pas donner à sa remarque l'allure scientifique qui la rendra célèbre après Ricardo. Mais, tout comme celui-ci, il constate que certaines subdivisions ou même certaines situations géographiques avantagent des propriétés par rapport à d'autres, aussi productives mais moins bien placées. De plus, certaines contingences, telles que l'intelligence du cultivateur ou ses aptitudes, permettent, d'après lui, à de nombreux fonds de produire considérablement plus que d'autres dont la qualité est pourtant tout aussi bonne.

La théorie de la rente, résultant du « principe erroné » du partage, est donc pour Chappuis à la base de toutes les inégalités sociales. Pour lui, le « partage le plus égal

ne peut manquer de produire l'inégalité par ses résultats toujours inégaux ». Découlant de l'erreur funeste de la propriété, le partage, au « caractère vorace, foudroyant pour l'espèce humaine et injurieuse à la Nature », doit être supprimé. Il entraîne, en effet, un nouveau mal, *l'Inégalité*, origine de « l'intérêt personnel, de l'égoïsme et de la rivalité ». Violant ainsi la loi du Créateur, le partage a « tacitement donné le signal de la guerre ». A l'origine des premiers différends se trouvent donc des causes simples et économiques, telles que la possession des aliments, mais les conflits se sont rapidement compliqués. Les complications résultent, pour Chappuis, de trois nouveaux principes erronés.

Il s'attaque en premier lieu à *la création de la monnaie*, inventée et partagée « par les riches afin que l'indigent s'en servît à acheter ce qui lui manquait ». « Avec le temps, cette monnaie a sûrement encore tourné à l'avantage des riches ». En effet ils ont, à ce moment, édicté des lois autorisant le partage et la cession des propriétés contre un prix d'argent, tandis qu'ils rétribuaient le travail des indigents également par de la monnaie et qu'ils vendaient des denrées alimentaires toujours contre de la monnaie. Les indigents, nombreux et ignorants, n'ont vu « dans cette innovation que des moyens actuels de pourvoir à leur subsistance », sans prévoir ou comprendre que la monnaie n'était au contraire qu'un nouveau moyen de les maintenir en servitude. En effet, le mécanisme même des transactions en argent a « ramené tôt ou tard les terres avec l'argent au pouvoir des riches qui, pour lors, se sont ennuyés d'être affligés journellement de tant d'indigents et de journaliers à faire vivre ». Les riches ont alors imaginé de vendre contre un prix en monnaie « des charges honorifiques et serviles » ainsi que des titres et des distinctions. De cette dernière invention des riches résulte la division de la Nation en trois classes de citoyens : la Noblesse, le Clergé et le Tiers-Etat.

Abandonnant à ce moment l'étude des maux causés

par l'emploi de la monnaie, Chappuis se retourne contre les « lois de persuasion prétendues divines mais réelles filles du monstrueux clergé », qui sont le deuxième principe erroné qu'il faut combattre. Le *Clergé* est véritablement la bête noire de Chappuis. Le ton des invectives qu'il lance contre lui dépasse de beaucoup en virulence celui qu'il emploie pour flétrir l'usage de la monnaie. Pour lui, les prêtres n'ont d'autre secret « qu'une sorte de magie ridicule, soutenue par quelques citations controuvées », ainsi que par « l'épouvantail de l'enfer et du purgatoire » et par « une promesse d'indemnité dans le Ciel de tous les maux éprouvés sur la terre ». Grâce à ce secret, le Clergé a pu, en premier lieu, affermir toutes les usurpations des grands, en second lieu faire admettre les levées d'impôts et toutes sortes de vexations, en troisième lieu « filouter les biens immenses dont il jouit », et enfin « se placer modestement à la tête des deux ordres et de l'Etat ». Les prêtres, d'ailleurs, par une dernière et subtile fourberie, ont « diminué le mal autant qu'ils ont trouvé possible sans se préjudicier », ceci au moyen d'une dernière loi de persuasion, la charité qui, en réalité, n'a jamais produit que « ces hospices publics qui font frémir et détourner la vue » (1).

Les grands et le clergé ont donc, au moyen de la monnaie et des lois prétendues chrétiennes, affermi leur usurpation. Ils l'ont affermie d'autant plus aisément que « la réflexion et l'instruction ont été en général dans la proportion de l'aisance ». *L'ignorance du peuple* est donc le « troisième principe erroné » qui gangrène la société actuelle. Les deux « ordres filous » de la noblesse et du clergé ont tout fait pour maintenir le Tiers-Etat dans l'ignorance, qui conservait aux privilégiés le temps « de méditer et de se reposer » ainsi que la possibilité de se charger seuls de l'administration de l'Etat.

Il faut donc enseigner au peuple les véritables desseins de la Providence et lui montrer que « tous les

(1) Comparer avec la campagne contre les work-houses anglais à la même époque.

maux, toutes les calamités dérivent de l'erreur des principes des associations existantes ». Il est par suite urgent de supprimer entre autres la propriété, le partage, la monnaie et les pratiques religieuses, ainsi que « tous les dieux factices dont on berne les Nations ». Précédant ici Fourier (principes de l'Association Naturelle) et surtout Cabet, Chappuis déclare avec force que « l'Etre Suprême marque de toutes parts une trace à l'homme pour le conduire à un bonheur parfait et aussi durable que son existence. *Cette trace, c'est l'égalité.* Elle est présente dans toute la Nature ».

Cabet reprend presque mot pour mot les paroles de Chappuis sur l'égalité dans un chapitre de l'Icarie (1). Pour tous deux, en effet, la vie en société est fondée sur « l'égalité totale, gravée par l'Etre Suprême au fond des cœurs » (2). De plus, Cabet établit, en tête de son ouvrage, un tableau des principes égalitaires et communautaires que Chappuis avait défendus avec tant d'opiniâtreté. Ce tableau succinct résume parfaitement (2) « l'ordre du Créateur et les moyens d'un bonheur égal et stable pour chaque associé pendant toute sa vie et jusqu'à son dernier sommeil ».

FRATERNITÉ

Tous pour chacun

—
Solidarité
Egalité - Liberté
Eligibilité
Unité
Paix

—
Premier Droit
Vivre

—
A chacun suivant
ses besoins

Amour
Justice

Secours Mutuel
Assurance Universelle
Organisation du Travail
Machines au profit de Tous
Augmentation de la Production
Répartition équitable des Produits
Suppression de la Misère
Améliorations croissantes
Mariage et Famille
Progrès Continuels
Abondance
Arts

Chacun pour tous

—
Education
Intelligence-Raison
Moralité
Ordre
Union

—
Premier Devoir
Travailler

—
De chacun suivant
ses forces

BONHEUR COMMUN

(1) Cabet : *L'Icarie*, Chap. V, Section II. Principes de l'organisation sociale en Icarie.

(2) Chappuis : *Plan Social*, fascicule I.

Cinquante ans après les vains efforts de Chappuis pour divulguer ses idées de progrès, l'esprit public avait évolué et le succès remporté par l'Icarie fut immense. Les principes que cet ouvrage défendait ne pouvaient manquer d'exciter l'admiration et l'enthousiasme populaires. Chappuis l'avait bien pressenti.

Pour lui, en effet, dès que le peuple aura été clairement instruit de l'erreur où les précédents gouvernements l'ont toujours maintenu, la question ne se posera plus. Par un mouvement irrésistible, s'empressant « d'user de son pouvoir sitôt qu'il en aura eu connaissance », il s'unira pour mettre à ses genoux les chefs et les gouvernements qui, tous, « ont successivement suivi la trace de l'erreur ».

Après cet appel à la violence, à laquelle Cabet ne répugnera pas non plus, Chappuis prévoit une réconciliation générale où les gouvernants eux-mêmes qui étaient sans « véritable mauvaise volonté », se hâteront d'abjurer des erreurs « sources inépuisables de toutes les calamités ».

Une fois convaincu que « son bonheur dépend absolument de vivre en association, sans propriété ni partage entre les associés », plus rien ne s'opposera d'une manière durable à ce que le peuple adopte le mode de vie que Chappuis va nous décrire minutieusement sous « l'honorable titre » d'Association Naturelle des Français.

CHAPITRE II

DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION NATURELLE DES FRANÇAIS

Avant toute chose, un principe directeur doit dominer la conception et l'organisation de l'Association Naturelle. C'est celui de « *l'Egalité totale, gravée par l'Etre Suprême au fond des cœurs* ». De ce principe découlent toutes les théories de Chappuis que nous avons déjà examinées, ainsi que l'organisation pratique qu'il a imaginée.

L'idée d'égalité absolue entre tous les habitants de la communauté française est devenue l'obsession de Chappuis. Pour y rester fidèle, il en est réduit à inventer et à décrire par le menu des institutions étonnantes. Ces institutions faisaient, à l'époque, qualifier Chappuis de « fol » et semblent encore, de nos jours, difficilement accessibles à la compréhension d'un « Français moyen ». La presse et la radio ont pourtant largement diffusé la description de réalisations communistes témoignant d'une audace fort parente de celle dont faisaient preuve les trouvailles de Chappuis.

Ce sont ces trouvailles et surtout le mode de vie résultant de leur application qu'il faut maintenant examiner en détail.

SECTION I.

Organisation pratique d'une « Habitation »

Comme tout bon inventeur, Chappuis est un systématique. Rien d'étonnant donc à ce que son projet commence par diviser systématiquement la France en un certain nombre « d'Habitations », sans tenir compte des lacs, des fleuves, des montagnes et de tous les accidents géographiques susceptibles de venir contrarier cette compartimentation égalitaire.

Pour lui, la France a une superficie d'environ 39.600 lieues carrées et compte 500 habitants par lieue carrée (1). A chaque « Habitation » sera allouée une surface de une lieue carrée, en un terrain de 2.000 toises de côté. Mille à quatre mille habitants y vivront, selon les possibilités et la fécondité du sol.

Il y aura donc, en France, environ 39.000 habitations, nombre comparable à celui des communes existant actuellement sur notre sol (38.011). Chappuis estimait probablement que la commune pouvait se suffire à elle-même et former une véritable entité juridique, économique et sociale. Il prévoit en effet que chaque « Habitation » doit en principe être indépendante des autres et il l'organise en conséquence.

§ I. — *Le Domaine de l'Habitation.*

Voici quelle serait la description que ferait de cette habitation le visiteur étranger admis à y pénétrer et que Chappuis, oubli curieux pour un utopiste, ne fait pas

(1) Pour pouvoir suivre plus aisément la pensée de Chappuis, nous conserverons le système de mesure dont il se servait. Transformer ses calculs selon le système métrique serait une complication, car nous serions amenés à employer des décimales et à raisonner sur des chiffres trop compliqués.

Nous rappellerons seulement pour mémoire les équivalences métriques du système ancien :

1 lieue = 2.000 toises = 4 kilomètres (environ).

1 toise = 6 pieds = 1 m. 949.

1 pied = 12 pouces = 0 m. 324.

intervenir dans sa narration. Notre visiteur arrivera par une « voie publique et commode de 24 pieds », ombragée de chênes plantés à dix pouces les uns des autres pour former en même temps clôture de l'Habitation (1). Il entrera par l'une des quatre portes principales placées au milieu de chacune des faces. S'il arrive par le nord, une forêt le garantira pendant trois cents toises de sa route des « aquilons dangereux ». Cette forêt sera composée sur 100 toises de profondeur de 40.000 pieds de chêne, suivis de 40.000 pieds de noyer, tandis que les 200 toises suivantes seront plantées de 90.000 pieds de châtaigniers. Tous ces arbres seront distants, en moyenne, de 2 toises les uns des autres et formeront ainsi une importante forêt. Chappuis est un partisan convaincu de l'utilité du reboisement. En effet, outre cette forêt de la face Nord, qui occupera une superficie de 240.000 toises carrées pour les chênes et les noyers et de 360.000 toises carrées pour les châtaigniers (soit en tout 600.000 toises carrées), il prévoit d'importantes plantations d'arbres fruitiers et de châtaigniers qui couvriront la quasi-totalité du domaine de l'Habitation. Le décompte du total de la superficie boisée peut alors se faire de la manière suivante :

En premier lieu, la forêt de la face Nord couvrira, comme nous l'avons vu, 600.000 toises carrées.

En second lieu, les membres de l'Habitation aménageront en vergers 150 carreaux (2) d'arbres divers, soit une superficie de 1.500.000 toises carrées, « plantée de 375.000 pieds d'arbres de toutes espèces ».

Enfin, 114 carreaux (soit 1.140.000 toises carrées) seront encore consacrés à la culture de 70.000 pieds de châtaigniers entre lesquels seront intercalés 70.000 pieds d'arbres fruitiers.

La superficie boisée totale sera donc de 3.240.000 toises carrées (ou 324 carreaux). Chappuis, ayant fait le même calcul, déclare que cette superficie sera de 3.460.000

(1) Chappuis ne nous explique pas comment croîtront des chênes plantés à moins de trente centimètres les uns des autres.

(2) Un carreau (ou quarré) est une superficie carrée (comme son nom l'indique) de 100 toises de côté.

toises carrées. Il fait une erreur de 220.000 toises carrées (ou 22 carreaux), qui ne peut s'expliquer que par des double-emplois dans les calculs confus auxquels il se livre pour déterminer la superficie de la forêt de la face nord (1).

Quoi qu'il en soit, ce ne sera pas une forêt inculte qui se présentera aux yeux de notre visiteur étranger. En effet, non seulement les arbres seront plantés bien régulièrement, mais encore le terrain qu'ils recouvriront sera affecté pour partie à des pâturages (1.950.000 toises carrées), pour partie à des cultures de pommes de terre (1.500.000 toises carrées) et, enfin, à de minuscules pièces d'eau (10.000 toises carrées). Chappuis décrit avec soin ces pièces d'eau : elles auront de 2 pieds et demi à 3 pieds de large sur 4 de profondeur et serviront à « tenir chaque espèce de poisson à part et tout le terrain abreuvé convenablement ». Chappuis avait sans doute calculé prudemment les dimensions de ces mares afin qu'elles ne pussent donner asile à des poissons voraces ou méchants, qu'on imagine mal domestiqués dans un espace d'un mètre sur un mètre cinquante.

La crainte des animaux féroces semble, en effet, le hanter. Elle se retrouve dans ses projets de compartimentation hermétique en cantons de 300 toises sur 50 de « tout le sol de ces plantations d'arbres ». Ainsi, « on tiendra séparées toutes les espèces de brutes qui sont à craindre, ou bien on les apprivoisera plus facilement, enfin on empêchera que les animaux ne gâtent les pâturages en les parcourant de tous côtés en même temps ».

Chappuis tient particulièrement à cette « séparation des espèces qui est dans le plan de la Nature pour leur donner la paix et une existence tranquille, favorisant la multiplication ». Oiseaux, volailles, bêtes à cornes et autres brutes devront donc être cantonnés dans ces enclos de 300 toises sur 50 où l'on aura eu soin de leur préparer un abri et un abreuvoir. « Il n'y a pas jus-

(1) Un simple coup d'œil sur le plan ci-joint permettra d'imaginer sans peine les double-emplois que Chappuis n'a pu manquer de faire.

qu'aux loups qu'il faille cantonner et faire vivre avec des entrailles de la viande du cheval, de l'âne, du chien et autres animaux qui sans cela infecteraient l'air et qu'il faudrait avoir la peine d'enterrer ». Par bonheur pour Chappuis, la France n'est pas en Afrique...

L'organisation de ces 3.460.000 toises carrées (ou 3.240.000 selon nos calculs) une fois terminée, il restera un espace vide au milieu du domaine. Cet espace devrait être de 760.000 toises carrées d'après nos calculs, ou de 540.000 selon ceux de Chappuis. Mais celui-ci déclare brusquement que « le terrain de 600 toises sur 700 resté libre au milieu de l'encadrement sera pour la bâtisse de l'Habitation et pour toutes les dépendances d'utilité et d'agrément » ; cela ne réserve plus, au centre du domaine, qu'une superficie de 420.000 toises carrées. Cette nouvelle différence de chiffres s'explique mal. On peut penser que Chappuis se réserve une marge pour les voies de communications et certaines clôtures. Toujours est-il que notre étranger terminera sa longue promenade sylvestre en débouchant dans une vaste clairière au centre de laquelle s'offrira à ses yeux éblouis la maison d'habitation proprement dite.

§ II. — *Les dépendances immédiates de la maison d'habitation.*

« L'utilité et l'agrément » se marieront harmonieusement dans la demeure modèle imaginée par Chappuis.

Avant de parvenir au bâtiment principal, l'étranger traversera un « très grand potager et un vaste parterre », à moins qu'il ne choisisse d'arriver par la face réservée aux communs. Par un retour à l'antique simplicité, fort à la mode à cette époque, Chappuis décrète en effet que tous les habitants de la maison veilleront sur un important troupeau cantonné à proximité de leur demeure. Ce troupeau comprendra 1.200 bêtes à cornes et plus de 10.000 moutons, parqués dans des étables dont Chappuis fixe minutieusement les dimensions (1) ;

(1) La vérification de la vraisemblance de ces dimensions relève plutôt de spécialistes agronomes.

il pourra être considérablement augmenté par la suite. En outre « poules, dindons, oyes, canards et perdrix » habiteront de nombreux « volaillers » également décrits avec un grand luxe de détails. Nous ne nous attarderons pas à discuter les dimensions de ces volaillers. Nous supposerons seulement l'étonnement et surtout l'admiration qui saisiront le noble étranger lorsqu'il verra, entre autres, que nos nouveaux colons auront réussi à faire tenir 5.000 perdrix dans un volailler de 6 toises sur 10 (12 m. sur 20 environ).

Les émerveillements de notre visiteur ne font toutefois que commencer. Que ne ressentira-t-il pas devant l'énorme bâtisse carrée, « exhaussée de 2 pieds au dessus du niveau général du sol » et destinée à abriter les membres de l'Association Naturelle ?

§ III. — *La maison d'habitation*

Les associés devant vivre dans une communauté de tous les instants, il est naturel qu'ils habitent une sorte de caserne. A la différence de la plupart des utopistes, Chappuis repousse vigoureusement l'idée de cité-jardin et, entraîné par son esprit autoritaire, il exige que tous habitent dans une maison commune où l'orthodoxie de leur existence puisse à chaque instant être surveillée par les autres membres de la communauté.

Cette notion de caserne, si étrangère aux utopistes contemporains de Chappuis, vient probablement du séjour que celui-ci avait fait dans les hôpitaux, tant comme malade que comme réformateur. Les hospices publics faisaient, selon lui « frémir et détourner la vue », mais ils ont dû l'influencer inconsciemment dans ses projets.

Ce sera pour notre visiteur un long et impressionnant voyage que de parcourir un bâtiment de 84 toises de côté, où nulle cour intérieure ne semble prévue !

Au-dessus de caves « voûtées avec la plus grande solidité » s'élèveront « trois étages couronnés d'une plate-forme entièrement couverte en plomb ».

Le rez-de-chaussée sera consacré aux services indispensables à la vie matérielle d'une aussi grande maison. Sur ce point, Chappuis fait preuve d'un esprit remarquablement pratique et imagine des installations très en avance sur celles que l'on pouvait trouver dans les maisons de l'époque. En particulier, il élabore tout un système de chauffage central par eau chaude et par vapeur combiné avec une distribution d'eau courante chaude et froide. A la base de ce système, se trouvent « deux grandes marmites prolongées jusqu'à moitié du premier étage » et chauffées par les poêles de la cuisine. De ces marmites sortiront des tuyaux qui, joints à une canalisation recueillant « les vapeurs des eaux ainsi que des fourneaux et des viandes rôties », distribueront une douce chaleur dans toute l'habitation. En été, « tous ces tuyaux seront dirigés droit en dehors », sauf ceux qui continueront à distribuer l'eau chaude. Cette description sommaire permet à Chappuis d'ignorer délibérément certains détails techniques qui ne seront résolus qu'un siècle plus tard. Son idée n'en est pas moins nouvelle, de même que son projet de « tout à l'égout » entraînant au moyen des eaux sales les ordures, ménagères ou autres, « dans des rigoles qui aboutissent au loin dans les terres ».

Outre ces deux organisations entièrement nouvelles, Chappuis installe au rez-de-chaussée un « vaste puits, qui sera abreuvé par des tuyaux attenants aux pièces d'eau les plus proches ». Ce puits intérieur est indispensable aux systèmes précédents, mais on peut se demander quelle sera la qualité et, en été, la quantité de l'eau fournie par les mares voisines... Heureusement, un appoint sérieux sera fourni par deux réservoirs en plomb, placés au dernier étage. Le premier recueillera les eaux de pluie, qui s'écouleront de la terrasse supérieure, judicieusement construite selon une pente insensibile ; le second en filtrera une partie au moyen « d'un tamis ». La position élevée de ces citernes permettra la distribution de l'eau dans toute l'habitation.

Ayant admiré ces innovations, notre étranger traversera deux vastes cuisines, « placées de préférence vers le milieu de l'habitation ». Ces cuisines contiendront évidemment tous les ustensiles nécessaires et, de plus, « deux grands poêles d'une forme nouvelle » dont nous connaissons déjà l'utilité et qui seront également employés « tant pour rôtir que pour servir de fourneaux de cuisine ».

Les réfectoires feront suite à ces cuisines, tandis que les extrémités du rez-de-chaussée seront utilisées pour des « ateliers de gros ouvrage », des magasins de bois de chauffage et de tous les autres matériaux, ainsi que pour des garde-manger, des fruitiers et une boucherie.

Ayant examiné dans le détail ces nouvelles et ingénieuses dispositions, notre visiteur arrivera au *premier étage*, où d'autres sujets d'émerveillements s'offriront à lui.

Il y verra en particulier une vaste infirmerie d'au moins 200 lits, larges de 3 pieds, avec « les fauteuils, chaises, tables et autres ustensiles nécessaires ». Ensuite, il pénétrera dans la partie de l'Habitation réservée aux enfants. Celle-ci sera divisée en un certain nombre de salles, selon l'âge des pensionnaires. Les enfants « à la mamelle » bénéficieront d'une salle contenant cent « berceaux doubles », pour les y « coucher séparément et leur donner le plaisir de se voir sous le même berceau ». Chappuis semble ignorer la prodigieuse rapidité avec laquelle se propagent les cris des nouveaux-nés au signal du moindre d'entre eux... Quant aux épidémies, mieux vaut n'en pas parler. Les enfants de 18 mois à 5 ans seront également rassemblés dans une salle de deux cents lits qui leur servira à la fois de salle à manger et de lieu de récréation. Il en sera de même pour les enfants de 5 à 9 ans, ainsi que pour ceux de 9 à 12 ans, et enfin pour ceux de 12 à 16 ans. Afin de laisser suffisamment de place à leurs jeux, les deux cents lits de chaque salle se lèveront par des poulies et contrepoids. Par contre, des salles spéciales seront résér-

vées à l'éducation des enfants « en âge de comprendre ».

Le premier étage contiendra encore deux salles de bains de « 25 cuvettes à deux places ». Le laconisme de Chappuis à cet endroit permet de penser que la propreté lui est aussi étrangère qu'à la plupart de ses contemporains, ce qui étonne, étant donné la qualité de ses autres idées.

Enfin, une place sera réservée pour « quatre cabinets de commodité ayant chacun 50 places », pour une grande salle de lavage « à 4 rangs de tables en pente » et en dernier lieu, pour des magasins de vêtements, armures et autres effets précieux de provision et de relais. Toutefois, les poudres et salpêtres seront mis à l'abri des mains enfantines, sous des « hangars très clos et entourés des cantonnements des brutes les plus féroces ».

Notre visiteur s'attardera moins longuement au *deuxième étage*, entièrement consacré aux dortoirs, et sa curiosité se portera principalement sur les « 1908 (sic) lits à deux places commodes », qu'ils contiendront. Ces lits mesureront 5 pieds et demi sur 6, et leurs supports auront 15 pouces de haut ; le cadre sera en fer et non plus en bois, la sangle remplacée par des peaux de bœuf qui passeront également sur les côtés et surtout en dessous les lits. Ceux-ci sont en effet « élevés avec des poulies, cordages et contrepoids, pour la plus grande propreté pendant le jour ». La peau du dessous servira à ce moment-là de plafond... et aussi peut-être de nids à poussière !

Les dortoirs contiendront également des « chaises, tables, pots à l'eau, cuvettes de jour et de nuit ». Enfin, des armoires à vêtements longeront les murs.

Le troisième étage retiendra beaucoup plus longtemps l'attention de l'étranger. Cette partie de l'Habitation sera en effet consacrée aux arts, aux lettres et aux sciences.

Elle comprendra principalement, outre des salles de jeux et de récréation pour adultes, une importante bibliothèque. Une imprimerie lui sera adjointe, qui aura pour mission de « renouveler » toutes les anciennes pro-

ductions rares et dignes d'être conservées, et aussi de publier toutes les innovations.

Notre visiteur passera ensuite dans d'autres « ateliers des arts ». Les murs de chaque atelier seront couverts de peintures allégoriques, indiquant les principes de l'art qui y est enseigné et les moyens de le perfectionner. On sait le succès qu'à connu par la suite l'idée de l'enseignement par l'image que l'on trouve déjà développée longuement chez Cabot et qui, de nos jours, a pris une extension considérable.

L'agrément et le succès des terrasses remplaçant les toits des immeubles est également prévu par Chappuis, et l'étranger sera invité à admirer l'horizon que l'on découvre du haut de la « plate-forme » en plomb qui couronne l'Habitation. Bordée d'une balustrade de fer, la terrasse sera ornée « d'un cordon de fleurs mises dans des caisses peintes ». Un écusson d'immortelles s'encadrera au milieu des quatre faces de la balustrade et portera trois fleurs de lis sous lesquelles on lira « le numéro et le blason distinctif de l'Habitation ». De plus une cloche, utilisée pour tous les genres de signalisation, occupera un des coins de la terrasse sur laquelle seront installées quelques pièces de canon « qui pourront servir dans les fêtes solennelles à tirer des feux d'artifice d'un nouveau genre ». Chappuis prévoit même que l'on pourra élever temporairement une salle de spectacle sur cette terrasse.

Encore rempli d'admiration pour ces jardins suspendus, notre visiteur redescendra au troisième étage et sera admis à pénétrer dans la « salle du Conseil des délibérations » où il retrouvera alors les membres les plus qualifiés de l'Habitation.

Ceux-ci l'inviteront à suggérer tout « ce qu'il trouvera propre à augmenter la solidité de la maison, ainsi que les jouissances et les commodités de la vie ». Pour cela, on lui expliquera la manière dont la vie matérielle de l'Habitation est organisée afin de procurer à chacun de

ses membres le maximum de ce que l'on pourrait appeler le « confort moderne ».

§ IV. — *Le confort de l'Habitation.*

Chappuis étudie, à propos de l'Habitation, certains services matériels qui relèvent déjà de son fonctionnement proprement dit. La même idée préside toujours à leur disposition : l'égalité la plus absolue doit régner dans la demeure et, de plus, toutes les Habitations doivent être organisées d'une manière rigoureusement identique.

Cette identité est, entre autres, nécessaire pour la *signalisation* qui se fait au moyen de la cloche de la terrasse. Cette cloche semble surtout avoir une utilité militaire et sert à donner l'alarme en cas d'envahissement du pays. Ce procédé, qui tient à la fois de la sirène, du tocsin et surtout du télégraphe, ne manquera pas de retenir l'attention du visiteur. Un code savant permettra, une fois l'alarme donnée « par vingt coups de tintement les plus vifs », de reconnaître l'origine du message, sa signification et surtout le nombre d'hommes et de renforts qu'il faudra acheminer d'urgence vers les points menacés ; de plus, on transmettra ainsi rapidement le message à l'Habitation suivante.

Une certaine uniformité s'obtient encore facilement en ce qui concerne *l'éclairage et le chauffage*. Des lampes fixes, brûlant l'huile des « 40.000 pieds de bois de noyer », illumineront l'Habitation, tandis que « des lampes portatives à pompe, avec la moelle de sureau pour marcher » compléteront cet éclairage. Le chauffage, déjà obtenu en partie grâce aux fourneaux des cuisines et aux canalisations d'eau chaude, sera assuré par « l'emploi de poêles partout où il en faudra ». Les plantations de chênes ainsi que les « ébranchements » donneront une quantité de combustible amplement suffisante pour tout l'hiver.

Enfin, Chappuis organise avec soin *l'habillement* de tous les associés. Poussé par son souci d'égalitarisme, il prévoit des vêtements uniformes et d'un dessin entière-

ment nouveau. Sur ce point, son imagination débordante se donne une fois de plus libre cours et les résultats ne manqueront pas de stupéfier le noble étranger. Celui-ci ne parviendra « à distinguer la femme de l'homme que par la forme de sa cuirasse, arrondie vers la gorge, et par une touffe uniforme de plumes sur le casque ». Il aura quelque peine, d'ailleurs, à se reconnaître lui-même lorsqu'il aura endossé l'habit commun, selon le règlement formel de l'Habitation.

Après avoir revêtu, en guise de chemise, « un long gilet sans boutons, en peau de mouton préparé à l'apprêt des gants de femmes », il enfilera une « culotte-à matelot » du même apprêt qui lui servira de caleçon. (Chacun disposera de six vêtements de rechange de ce genre). Ces sous-vêtements seront recouverts d'une veste et d'une autre longue culotte de peau « plus ou moins fourrée suivant la saison ». Déjà alourdi par cet amoncellement de peaux, l'étranger devra encore endosser « une sorte de juste sur tout le corps », fait de cuir fort et moelleux. Ce dernier vêtement sera composé de deux pièces. Le haut sera « comme un gilet dont les manches descendront sur le poignet et joignant à l'avant-bras par un lacet ; et la taille également jointe au corps par un lacet sera terminée par une espèce de jupe ou falbalas d'un pied de haut, pour cacher la jonction du gilet à la culotte ». Le bas sera formé « d'une sorte de culotte descendant jusque dans les souliers et joignant la cuisse et la jambe au moyen d'un lacet sur le côté extérieur. » A la réflexion, ce vêtement, qui paraît pour le moins bizarre, ressemble d'une manière étrange au costume, formé d'une « cagoule » et d'un « pantalon-fuseau » que portent les skieurs de nos jours.

Ainsi vêtu en alpiniste avant la lettre, notre étranger se verra gratifié de trois autres vêtements de même forme. Le premier sera analogue à celui qu'il aura déjà revêtu, le second sera « de même cuir double et hérissé de grosses pointes », afin de pouvoir « aborder sans crainte les animaux féroces qui lui appartiennent et dor-

mir sans peur au milieu d'eux ». Le troisième enfin, véritable cuirasse, sera entièrement couvert « de lames de fer à l'épreuve des coups de fusils, de la lance et du sabre ». Quatre casques s'ajoutent harmonieusement à cet équipement. Deux seront en cuir, le troisième armé de pointes et le quatrième de lames de fer. Tous ces vêtements seront ornés de peintures uniformes. Un écusson, placé au milieu de la poitrine, (nouvelle ressemblance avec l'équipement du skieur) indiquera le numéro de l'Habitation ainsi que la date de naissance de son porteur ; il sera surmonté des armes de France.

Complétant enfin cet arsenal, chacun disposera « d'une pertuisane, portant une double arme à feu dans la manche, et aussi d'une chaussure couverte de lames de fer, d'une autre couverte de pointes de fer et de deux autres en cuir simple ». On peut se demander si, une fois la pertuisane mise hors d'usage, les chaussures doivent servir d'armes défensives ?... En tout cas, elles ressemblent singulièrement aux chaussures à clous utilisées par les montagnards de nos jours. Chappuis les prévoit inusables, car elles seront faites « de manière qu'il ne faille pas quatre de ces chaussures dans la vie d'un homme ».

Les enfants de plus de 5 ans seront caparaçonnés sans plus de pitié que les adultes. Chappuis n'indique pas comment ils arriveront à se mouvoir sous un poids de vêtements déjà considérable pour un homme fait, et que l'étranger aura peine à supporter dans les débuts.

La peau est, en effet, une matière lourde, et peu appropriée à la fabrication des sous-vêtements, mais Chappuis éprouve pour elle une attirance immodérée. Non content de l'utiliser à des fins vestimentaires, il exige son emploi exclusif pour tout le linge de l'Habitation. Non seulement, on en enveloppera les enfants à la mamelle, non seulement on en vêtira les enfants en dessous de cinq ans (1), mais encore elle sera utilisée pour la confection

(1) Leur costume comprendra « un bonnet de peau, une paire de bas de peau, des souliers et des chaussons fourrés, avec une chemisette de peau et une blouse fourrée ».

de la literie. Les matelas de laine seront couverts par des « peaux de veau passées à un doux apprêt » ; les lits seront faits de plumes et couverts en peaux de mouton lissées et douces, ainsi que les traversins et les oreillers ; couvertures et draps seront en peaux de mouton laineuses et en plumes, mises dans « un quarreau de peaux de mouton du plus doux apprêt ».

Chappuis justifie cet emploi exclusif de la peau en déclarant qu'elle équivaut à « un tissu très serré, très doux, très solide et très susceptible de la propreté et des décorations de la peinture ». En réalité, la propreté de ce tissu sera extrêmement discutable. Ou bien il faudra le laver tous les trois jours, et l'on sait la propriété de la peau et ses facultés de rétrécissement, (bien que Chappuis en prévoie le lavage « à l'eau tiède avec des brosses sur des tables en pente »), ou bien il faudra conserver sur soi un vêtement sale (le lavage ne s'en fera que tous les mois) et malsain, le cuir, imperméable à l'air, interdisant à la transpiration de se faire normalement. Mais Chappuis trouve à l'emploi de la peau des justifications d'un autre ordre : on évite ainsi l'usage de la toile et autres étoffes, dont la fabrication demande des « peines à l'infini et des manufactures occupant en pure perte du sol qui n'est destiné qu'à l'utilité réelle de l'espèce humaine ».

On retrouve ici une des idées principales de Chappuis suivant laquelle « le bonheur de l'homme exige la suppression des peines, fatigues et cultures qui ne sont pas absolument indispensables ». Il va donner une pleine extension à cette idée en traitant *de la nourriture* des membres de l'Habitation.

Dans son système, les aliments seront assurés à l'homme, également sans culture. « Il n'aura qu'à opter et récolter pour en avoir toujours de provision et qu'à les préparer pour les manger suivant son goût ». Ce programme est d'un abord fort séduisant, mais il faudra en examiner les résultats sur l'étranger lorsque celui-ci aura séjourné pendant quelque temps dans l'Habitation.

Un seul repas lui sera servi, vers deux heures de l'après-midi au réfectoire, sauf « dans les trois fêtes annuelles, où l'on servira deux repas de la plus grande somptuosité ». La composition du menu fait une très large place à la viande. Chacun en recevra une livre, accompagnée d'une volaille, ce qui portera la ration journalière à environ quatre livres de viande. Chappuis calcule avec soin le nombre de moutons et de vaches que l'Habitation devra nourrir sur les 1.950.000 toises carrées d'herbages et de prairies, tout en se donnant le moins de peine et de fatigue possibles. Il pense, en outre, que l'on devra plutôt manger les veaux et les moutons qui exigent moins de soins que les bœufs, et réserver les vaches à la production de « plus de lait, beurre et crème qu'on n'en peut consommer ». Il prévoit même la manière dont les animaux de boucherie seront abattus. A son avis, « la sûreté de l'homme et l'humanité indiquent de les suspendre par une bascule et des cordages qui les assujettissent sans les blesser, pour qu'ils périssent par l'ouverture des veines sans douleur. La suffocation par le charbon dans une petite pièce bien close serait encore moins douloureuse, et plus facile pour toutes les espèces ». Mais soudain, saisi de scrupules envers ces manières « peu catholiques » d'abattre les animaux, Chappuis nous explique que le procédé ne sera employé que si « les viandes n'en sont pas altérées ».

Outre la viande, on servira des œufs et une friture de poissons, tirés des viviers de l'Habitation où ils étaient provisoirement « cantonnés ». Ce dernier plat n'apparaîtra sur la table que tous les deux jours, car Chappuis avait calculé que les 10.000 toises carrées de pièces d'eau ne produiraient que 109.800 livres de poisson par an ; il fallait donc les ménager. Des fruits dans « leur état naturel ou secs et confits » compléteront le repas qui, il faut le souligner, sera servi sans légumes (malgré le grand potager prévu) et surtout *sans pain*. Des pommes de terre et, de préférence, des châtaignes cuites au four en tiendront lieu. Ainsi seront remplacés, avec toutes

sortes d'avantages, « les blés, si pénibles à cultiver, sujets à tant d'accidents, à tant de fatigantes préparations, et d'ailleurs si insuffisants que la moitié de la France se nourrit avec d'autres graines très inférieures ». Chappuis oublie seulement de prévoir comment on déshabituera le peuple français de manger du pain; de plus, il ne nous explique pas ce qui remplacera le grain dans la nourriture des volailles.

Pour peu que notre étranger absorbe en outre les « deux bouteilles de pinte (il n'est pourtant nulle part question de la culture de la vigne) avec un verre de liqueur » qui lui seront servis à chaque repas, il est assez probable qu'une attaque d'apoplexie ou quelque autre mécompte interrompra vers la quarantaine une expérience si bien commencée. Ce sera d'autant plus à craindre que des qualités d'autres provisions demeureront à sa disposition dans les garde-manger pour le reste de la journée : « la viande cuite d'au moins vingt moutons, un bœuf et trois veaux, 4 à 500 pièces de volailles plumées, du beurre pour huit jours, de la crème pour deux ou trois jours, des œufs pour une semaine », lui permettront de se confectionner « quelques mets de fantaisie ». Il pourra les arroser, selon le caprice du moment, de boissons délicieuses et nourrissantes, telles que « des jus de pommes, poires, cerises, raisins, coings, citrons, oranges, prunes, pêches, figues, mûres, fraises, framboises, etc.... » Chappuis semble entrevoir, bien avant les Américains, les avantages des différentes espèces de jus de fruits et la vogue considérable qu'ils prendront de nos jours. Cette boisson atténuera peut-être les effets fâcheux que l'absence de légumes et l'ingestion excessive de nourritures trop riches ne manqueront pas de produire sur l'organisme des associés et du noble étranger. Toutefois, si celui-ci ne se sent pas de taille à résister à un tel régime, il pourra heureusement se contenter de la nourriture des jeunes gens de 12 à 16 ans, ou même de celle que l'on attribue aux enfants de 18 mois à 12 ans, auxquels on n'accorde que « les châtaignes, les

pommes de terre, les œufs, la viande, le lait et les boissons douces », en y ajoutant de temps à autre une volaille.

L'étranger une fois mis au courant de toute cette organisation pratique on lui laissera quelque répit pour réfléchir aux innovations qu'il vient d'admirer, afin de pouvoir en conter les merveilles, de retour dans son pays. (C'est ce qu'avait d'ailleurs prévu Chappuis, qui tenait essentiellement à ce que les louanges de son organisation fussent chantées à l'étranger et organisait même une propagande touristique à cet effet). La hardiesse de l'aménagement de la maison, la nouveauté de l'habillement et surtout l'abondance de la nourriture, toutes choses nouvelles pour la plupart des Français, suggéreront à notre visiteur mille réflexions flatteuses, mêlées toutefois de quelques objections. Cela ne fera qu'accroître son désir de demeurer encore au milieu des associés afin de s'initier au fonctionnement de leur société, et de comprendre comment « ils peuvent en user entièrement en commun, selon la divine et bienfaisante loi de la Nature, pour que le bonheur de chacun d'eux soit stable et parfait ».

SECTION II.

La vie communautaire

Chappuis prévoit donc que la vie de l'Association Naturelle des Français se passera « entièrement en commun » et pour le plus grand bonheur de chacun, mais il ne la livre pas pour cela à l'anarchie. Les individus étant incapables d'assurer leur propre bonheur, il n'est pas question de les laisser agir selon leur bon plaisir ; chaque associé est encadré, enrégimenté pourrait-on dire, et tous les actes de sa vie sont soumis à une réglementation rigoureuse.

Cette réglementation, dont on retrouve le principe de

nos jours dans tous les régimes voulant faire le bonheur des peuples par une méthode déterminée, est orientée en vue d'obtenir une égalité parfaite dans la communauté. Tous les gestes de l'associé y sont soumis et, depuis sa naissance jusqu'à la tombe « où il devra s'endormir sans aucune douleur », sa règle de conduite est tracée dans toutes les circonstances sociales, économiques et politiques de la vie. Pendant son séjour, notre étranger devra bien entendu se plier aux mêmes règles, ce qui, nous le verrons, n'ira pas sans changer quelque peu ses habitudes.

§ 1. — *La vie sociale*

Tout d'abord, il s'agira d'attribuer à chaque demeure un certain nombre d'habitants. Ce but sera atteint de deux manières. Dans les débuts, les associés seront affectés à une Habitation par une classification arbitraire. Par la suite, ce seront les naissances qui pourvoieront principalement aux effectifs, sauf à faire ultérieurement quelques échanges entre les Habitations.

La question de *l'état-civil*, indispensable au « bon ordre exigé dans chaque Habitation », est minutieusement réglementée par Chappuis. Dans chaque demeure seront tenus deux registres, « l'un pour inscrire les naissances des mâles ainsi que celles des femelles, et le second pour les décès des deux sexes ». Le registre des naissances retient plus longuement l'attention de Chappuis, qui adopte pour sa tenue le principe de l'enregistrement. On enregistrera donc sur la colonne de gauche tous les hommes destinés à l'Habitation et sur celle de droite toutes « les femelles » ; on y inscrira également par la suite tous les enfants au jour de leur naissance. Il ne sera jamais fait mention sur ce registre du nom de la mère du nouveau-né ; les enfants sont, en effet, la propriété commune de toute l'Habitation et aucune affection particulière autre que celle qui lie tous les membres de l'Association entre eux, ne doit être tolérée.

L'inscription au registre sera faite « dans l'ordre de la date de naissance » et consistera en l'attribution d'un numéro à chaque individu ainsi recensé. Ce numéro sera marqué, lors de l'enregistrement, au milieu des arrières-bras de l'individu « au moyen de noir indélébile ». On y ajoutera les armes de France, le blason distinctif de l'Habitation et la date de naissance de l'associé afin que, ainsi tatoué, « il n'y ait jamais de difficulté à reconnaître celui qui pourrait mourir sans vêtements, ou nier son âge, son numéro ou son Habitation ». Pour les nouveau-nés, on attendra qu'ils aient atteint l'âge de cinq ans pour leur faire subir cette opération. Auparavant, on n'aura inscrit sur leurs arrières-bras que leur date de naissance, de sorte que « les numéros ne seront point apposés aux enregistrements des enfants décédés avant 5 ans ou envoyés dans d'autres Habitations suivant les lois de la répartition de la population ou des échanges à faire pour égaliser le plus possible dans chaque Habitation le nombre des mâles à celui des femelles ».

Ce système ne manquera pas d'étonner l'étranger qui, dans ses précédents voyages en France, n'avait vu marquer aux fleurs de lys que les galériens. L'immatriculation des recrues peut, de nos jours, être comparée à cette institution ; en particulier, chacun sera appelé par son numéro et non point par un nom distinctif, auquel Chappuis ne fait même pas allusion. Ces numéros d'enregistrement, outre leur utilité en matière d'état-civil, serviront à établir « le droit de préséance ou de déférence qui, dans plusieurs cas, peut être établi par l'ancienneté ». Ils serviront en outre à fixer les places respectives de chacun dans l'Habitation et en particulier au dortoir.

Sur ce point, la doctrine de Chappuis prend sa pleine originalité et notre étranger pourra affirmer, en rentrant dans son pays, que jamais pareille chose n'a été rencontrée dans le monde. Seul un livre de Doni (1), rappelant dans une certaine mesure le Banquet de Lucien (2), en-

(1) Doni : *Les Mondes Célestes, Terrestres et Infernaux* (Lyon, 1578).

(2) Lucien : *Traité du Banquet* (Livre V).

trevoit une Société construite selon des hypothèses aussi hardies que celles conçues par Chappuis pour l'organisation d'une vie qu'il serait difficile de qualifier de familiale.

Selon le principe formel de la vie en commun, tous les adultes doivent coucher en dortoirs. Ceux-ci seront divisés par des cloisons en 477 chambres de 4 lits à deux places, soit un total de 1.908 lits, maximum admis pour chaque Habitation. Les chambres seront numérotées de 1 à 477, et les lits dans chaque chambre de 1 à 4. « Pour la première nuit, chaque homme et chaque femme enregistrés et reconnus en bonne santé coucheront dans une des deux places du lit de la chambre qui portera leur numéro d'enregistrement ; les malsains, s'il y en a, coucheront à l'infirmerie jusqu'à leur guérison parfaite. La nuit suivante, chaque femme conservera sa place dans le même lit et chaque homme avancera d'un numéro dans l'ordre des lits qu'il doit occuper ». La troisième nuit on emploiera le système inverse et chaque femme rétrogradera d'un numéro. « Cette marche alternative et opposée continuera toujours de même, en sorte que chacun dormira deux nuits de suite dans le même lit, mais chaque nuit avec une personne différente. Les hommes ou les femmes « sans partenaires désignés par la marche ci-dessus » coucheront seuls dans une chambre.

Pour vérifier le bon fonctionnement de ce système extravagant, Chappuis, qui ne laisse rien au hasard, prévoit une espèce de cadran, formé de trois cercles concentriques; sur lesquels on inscrira respectivement les numéros des hommes, des femmes et des lits, et qui permettra ainsi de « marquer précisément la chambre et le lit où chaque homme et chaque femme doivent coucher ». Ce cadran, ainsi que les registres des naissances et décès, sera tenu par « celui et celle qui approcheront le plus de l'âge de 70 ans », et ceci jusqu'à ce qu'ils aient des successeurs. Ces deux vieillards devront également « faire un relevé des numéros de tous les associés existant dans l'Habitation et des enfants en-dessous de 5 ans, afin de

suivre avec certitude les lois de la population et des échanges et d'en envoyer l'état chaque trimestre à la Cour Nationale ».

La Cour fixera la population de chaque Habitation. Celle-ci pourra varier de 350 hommes et 350 femmes (y compris les vieillards) jusqu'à 3.616 adultes « de dortoirs ». Elle comprendra en outre un minimum de 350 enfants des deux sexes (140 depuis la mamelle jusqu'à 5 ans, et 210 de 5 à 16 ans) (1). En principe, les enfants entreront au dortoir après 15 ans révolus et par rang d'ancienneté, ceci tant que les 1.908 lits ne seront pas occupés. Lorsque l'Habitation sera au complet, leur admission sera « délibérée par les deux sexes après l'âge de 36 ans, mais ne vaudra et ne sera inscrite comme elle doit l'être sur le registre des naissances qu'autant qu'elle sera d'une voix unanime des délibérants ». La même unanimité devra présider à toutes les délibérations portant sur les échanges de population et sur l'hospitalité.

Chappuis attache en effet à *l'hospitalité* une importance extrême. Non seulement elle doit se pratiquer sur une large échelle envers les étrangers (2), ce qui a permis à notre noble visiteur d'étudier à fond les mérites de la vie communautaire, mais encore elle « aura lieu entre tous les habitants de l'Association ». En conséquence, le sixième des hommes et des femmes des dortoirs pourra s'absenter chaque année pendant trois mois, pour aller voir la Cour et les Habitations éloignées, en observant que ce sixième soit composé à tour de rôle d'un tiers de personnes de 16 à 40 ans, d'un tiers de 40 à 60 ans et d'un tiers de personnes au-dessus de 60 ans ». Les enfants ne pourront donc pas voyager.

Afin que nul n'échappe à la surveillance établie pour son propre bonheur, Chappuis précise que chaque voyageur devra être muni d'une « permission des anciens de son Habitation », qui ne pourra d'ailleurs être refusée

(1) Le nombre important d'enfants correspond aux théories de Chappuis sur la progression de la natalité.

(2) La question sera étudiée ultérieurement à propos des échanges internationaux.

que dans des cas exceptionnels. Cette permission devra contenir « un certificat de santé », faute de quoi le voyageur ne sera reçu qu'à l'infirmerie. Au contraire, si l'hôte est muni de papiers en règle, il sera « admis à la mutation de lit, comme s'il avait passé la nuit précédente dans le lit suivant le plus immédiatement le dernier de ceux occupés dans le dortoir ». L'hospitalité, véritablement pratiquée dans toute sa largeur, sera également offerte aux étrangers, mais ne pourra l'être à plus de six associés d'une même Habitation, ni pour plus de huit jours consécutifs. Elle peut se comparer à l'accueil que reçoivent encore de nos jours les explorateurs amenés à vivre au milieu de tribus particulièrement primitives.

Mais, à l'époque où vivait Chappuis, de telles conceptions faisaient scandale. Certains auteurs avaient bien préconisé *l'union libre* et Godwin (1) s'en fera quelques années plus tard le champion, mais personne n'avait osé imaginer un pareil communisme. Enthousiasmé par une institution « excluant l'intérêt personnel, la propriété et les successions, la jalousie des inégalités », Chappuis déclare qu'elle remplit « la loi d'égalité et de communauté si généralement prescrite par le vœu même des deux sexes et qui leur vient nécessairement du Créateur ». Il ne s'oppose pas aux autres unions de « prédilection, caprice ou fantaisie », pendant le jour, mais trouve au contraire en elles d'autres arguments pour démontrer l'excellence de sa découverte. En effet, tous les associés seront unis par l'intimité la plus étroite et la communauté entière se trouvera ainsi composée de « Pères et Mères, Frères et Sœurs, d'Enfants et d'Epoux ». Sans être gêné un seul instant par ce que de telles relations auront d'incestueux et de contre nature, Chappuis découvre un dernier mérite à ce régime, car « la vive douleur attachée aujourd'hui à la perte des parents s'évanouira désormais à la vue de la conservation de tant d'autres parents aussi proches, et de tant de semblables jouissances ». Il ne suppose pas davantage que le

(1) Godwin : *An Inquiry concerning Political Justice*, 1793.

visiteur étranger puisse être choqué par de telles mœurs et se refuse à tenir sa place dans le concert général de l'Habitation.

L'horreur d'une pareille situation ne sera, en vérité, pleinement comprise que des premiers associés. Par la suite, les membres de la communauté, façonnés par une *éducation* dirigée dans un sens entièrement nouveau, n'imagineront même pas qu'un problème social de cette nature puisse se poser.

Dès sa naissance, en effet, le jeune associé aura été dirigé et éduqué en vue de devenir un parfait citoyen communautaire. Son instruction commencera dès l'âge de 5 ans. Sur ce point Cabet adoptera les mêmes principes que Chappuis mais, alors que ce dernier exige une éducation donnée entièrement en commun, Cabet laisse à la mère un très grand rôle dans la formation de l'enfant. De plus, 50 pages suffisent à peine à Cabet pour dresser par le menu un programme d'éducation « physique, intellectuelle, morale, industrielle et civique », tandis que Chappuis se borne à énoncer dans un court paragraphe quelques principes généraux.

L'enfant commencera par apprendre la lecture, le calcul et le nom de tout ce qui existe dans l'Habitation. Puis on lui enseignera les principes de l'écriture, du dessin, de la peinture, de la danse et de la musique (Chappuis et Cabet accordent tous deux une grande place à ces derniers arts dont l'agrément est évident). A partir de 9 ans, l'enfant apprendra « les mathématiques, les mécaniques, l'architecture, la sculpture et l'éloquence ». Une fois en possession des rudiments de ces connaissances variées, il les approfondira sous la direction des plus âgés. Chaque semaine, des « compositions d'émulation » auront lieu et des répétitions journalières entreteniront son zèle. Lorsque l'esprit de l'enfant sera suffisamment développé, c'est-à-dire vers l'âge de 12 ans selon Chappuis, on commencera à lui montrer « la forme et les principes de l'association, rapprochés des erreurs des différentes associations antérieures ». Sur ce point encore, Cabet re-

prendra l'idée de Chappuis ; leur désir commun de montrer « les vices de l'ancienne organisation sociale avant la réforme radicale (1) » est profond. Non seulement les bienfaits de l'Association doivent être vantés chaque jour aux enfants et même aux adultes, mais encore ils doivent être exposés dans tous leurs détails aux visiteurs étrangers. Notre noble voyageur, tout comme Lord Carisdall (2), devra entendre chaque jour louer les mérites d'un régime aussi judicieux... ce qui, peut-être, ne laissera pas de le fatiguer à la longue.

Les méthodes éducatives préconisées par Chappuis se rapprochent sensiblement de celles en honneur dans certains pays autoritaires. Cette orientation est d'autant plus curieuse que, pour d'autres questions, il adopte un point de vue que ne désavoueraient pas les démagogues les plus acharnés.

En particulier, Chappuis n'accorde *au travail* aucun mérite. Il n'en reconnaît pas la dignité et s'efforce par tous les moyens, soit de le supprimer, soit de le réduire au minimum indispensable. Comme nous l'avons déjà vu, il ne tolère aucune manufacture et n'admet qu'un minimum de cultures pénibles. Les « services de l'Habitation » devant cependant être assurés, il y affecte d'abord les enfants et, pour les grosses besognes, 24 personnes « de service de quinzaine (12 hommes et 12 femmes) ».

Chappuis n'éprouve aucune affection pour les enfants et ne les considère guère que comme des auxiliaires commodes pour les besognes domestiques. À son idée, les enfants étant « naturellement portés aux exercices les plus actifs », ce sera un excellent dérivatif à leur vitalité débordante que de les faire travailler pour le bien de la communauté. En conséquence, les 24 personnes du service de quinzaine se chargeront « des étables, de la boucherie, de la cuisine, des réfectoires, de l'infirmerie, du lavage et des inhumations ». Mais ce service ne sera ja-

(1) Cabet : *Le voyage en Icarie*. 2^{me} partie, chap. 2.

(2) Lord Carisdall est le « Voyageur en Icarie ».

mais qu'une simple occupation « sans fatigue ni danger », grâce à l'utilisation rationnelle des enfants. Vingt-quatre d'entre eux feront le service journalier de l'infirmier sous les ordres de quatre adultes. Quatorze autres assureront la propreté et le service des enfants à la mamelle sous les ordres de deux adultes de service ; de même dix d'entre eux prendront soin des enfants de 18 mois à 5 ans ; quant aux autres, ils s'occuperont entièrement d'eux-mêmes sous les ordres d'une personne du service de quinzaine. De plus, ces enfants feront aussi, « par forme de récréation », presque toute la récolte de fruits et de pommes de terre à l'aide, toutefois, d'animaux domestiques « pour tout ce qui demanderait de la force et pourrait fatiguer ». Enfin, 50 enfants feront « une fois par semaine le lavage des effets servant de linge », et tous les autres se tiendront constamment à la disposition des adultes de service pour les aider dans les diverses besognes domestiques. A cet endroit, saisi de scrupules d'avoir affecté les enfants à tant de corvées pénibles, Chappuis leur accorde soudain une compensation en décidant que « ils mangeront quatre fois par jour et iront quatre fois à la récréation ». Notre étranger, probablement déjà gêné d'être servi par des enfants, sera fort étonné de constater que la récréation prévue consiste d'abord à « plumer chaque fois une volaille depuis 5 ans jusqu'à 15 ans », ainsi que Chappuis le spécifie expressément.

Le service de l'Habitation étant ainsi assuré de la manière la plus agréable pour les adultes, — ceux-ci ne devant, en effet, être de quinzaine que tous les deux ans environ, — il ne restera plus aux associés qu'une demi-heure par jour de service extraordinaire, d'après Chappuis, le travail ainsi fourni sera suffisant pour « les récoltes, les préparations de peaux, les cantonnements d'animaux, les fabrications des vêtements, des lits, des meubles, des ustensiles de cuisine et de table et les approvisionnementnements de bois de chauffage, de menuiserie et de charpente ». Notre étranger, après avoir participé à ces

travaux indispensables, n'aura donc plus rien à faire de toute la journée qu'à se distraire avec les autres membres de l'Habitation. Chappuis prévoit alors que « les arts d'agrément et d'instruction deviendront nécessaires pour varier les douceurs de la vie ». Ces arts, ainsi cultivés par chaque associé, seront tout naturellement avant 30 ans portés « à un tout autre degré de perfection que celui où nous les voyons à présent ».

Une véritable éclosion d'activités nouvelles, tant artistiques que littéraires et scientifiques, se produira forcément dans un milieu que nul souci matériel ne viendra troubler. Des personnes dans la force de l'âge ne pourront en effet supporter de demeurer désœuvrées. Leur activité se portera donc vers les arts et les sciences, ou bien alors la communauté sombrera dans l'anarchie, l'orgie ou les disputes (1), ceci d'autant que les associés n'auront même pas la ressource de s'occuper d'échanges ou de commerce international.

§ II. — *La vie économique.*

Chappuis, en effet, a trouvé plus simple de supprimer la monnaie et, avec elle, toutes les transactions et prélèvements fiscaux qu'elle permet. Nous avons vu précédemment ses opinions sur l'argent, source de tous les maux et cause de toutes les inégalités. Après avoir hésité sur le sort qu'il fallait lui réserver, et nourri des idées fantaisistes quant à sa circulation, Chappuis finit par prendre un parti extrême et, dans sa dernière rédaction du « Plan Social », supprime définitivement la monnaie. Toutefois, comme certaines nécessités du pays ne lui échappent pas, il prévoit un habile moyen de tout concilier. Favorisant la venue de voyageurs étrangers, il leur vante les merveilles touristiques qu'ils rencontreront au cours de leur visite de l'Association Naturelle des Français, et en profite en même temps pour tirer d'eux les

(1) Ce fut plus tard le sort réservé aux communautés fondées par Cabot aux Etats-Unis et en particulier à New-Icaria.

« devises étrangères » qui demeurent indispensables au Gouvernement.

En effet, il faudra bien acheter à l'extérieur les « métaux, pierreries et autres objets dont la préparation serait difficile, pénible ou dangereuse ». Notre noble étranger sera donc arrêté à son entrée en France et se verra frappé d'une contribution de six livres, à charge toutefois « d'être conduit, nourri et ramené sans autre paiement ». S'il veut s'affilier à une Habitation et demeurer dans le pays, on exigera de lui une somme un peu plus élevée.

Les devises ainsi obtenues ne pourront « causer aucun désordre dans l'intérieur, dès lors qu'aucun associé ne pourra en user à son profit particulier et que tout ce qui existera, quelque part que ce soit dans l'Habitation, sera appartenant à tous et à chacun en commun ».

Chappuis semble avoir pressenti dans ses grandes lignes ce que serait de nos jours l'institution du contrôle des changes. A l'intérieur de l'Association Naturelle, la vie économique presque inexistante sera réglée par des transactions en nature ou par d'autres moyens analogues ; au contraire, l'or et les bonnes monnaies seront rigoureusement réservés aux nécessités du commerce international. Chappuis, nous l'avons vu, compte bien se procurer à l'extérieur les denrées dont il ne voudra pas demander la production au travail des associés. Il se servira de l'or à cet effet, mais il oublie de prévoir la situation dans laquelle la France se trouvera lorsque tous les autres peuples se seront affiliés à l'Association Naturelle. Ceux-ci pratiqueront alors le même genre de vie, ne travailleront que la terre, et encore bien peu, de sorte que tout le monde finira par se trouver dans un cruel embarras.

La brièveté et la naïveté des idées de Chappuis en matière économique fait transparaître sa visible ignorance de ces questions. Elles montrent de plus le peu d'importance qu'il y attache et la petite place qu'il leur accorde dans l'avenir. Ses conceptions, d'une géniale hardiesse par ailleurs, sont complètement en défaut sur

ce point, ce qui est peut-être dû à l'échec de ses projets préparatoires en la matière. Quoi qu'il en soit, son manque d'originalité est d'autant plus surprenant que sa fantaisie se donne à nouveau libre cours lorsqu'il organise la vie politique de l'Association Naturelle.

§ III. — *La vie politique.*

La devise « Liberté, Egalité, Fraternité », bien que Chappuis ne la mentionne pas dans son œuvre, résumerait fort bien ses idées politiques.

Ayant à les exposer à notre étranger, Chappuis pourrait les lui définir brièvement ainsi : chaque Habitation gouvernée, lorsqu'il en est besoin, par un Conseil des Anciens, est soumise à la haute direction de la Cour Nationale. Celle-ci veille, en entretenant une importante armée, à la protection de l'Association Naturelle dont les membres ne s'occupent point de politique intérieure et fort peu de politique étrangère. Il est inutile d'entretenir des relations internationales complexes, car « tel sera l'effet certain de l'Association Française, que les autres puissances s'empresseront infailliblement de l'adopter ou que leurs sujets accourront en France pour être reçus dans l'Association qui sera très intéressée de les admettre, afin d'accélérer le complément de sa population qu'on portera facilement à 150 millions ». Ainsi donc, hormis la question de forte natalité et de peuplement, Chappuis ne s'occupe que de la guerre et de l'organisation du gouvernement, étant bien entendu qu'une égalité complète demeure à la base « de la constitution nationale ».

La mort étant « infiniment moins pénible que les malheurs de la servitude », la « prudence » veut que la France puisse, sur ses frontières, empêcher les entreprises auxquelles les puissances rivales pourraient se porter, « malgré qu'il leur fût infiniment préférable de suivre sur leur sol la trace du bonheur attaché à notre Association Naturelle ». En conséquence, ladite Association entretiendra une forte *armée*.

D'après les calculs de Chappuis, cette armée se composera en permanence de 400.000 soldats, à raison de 5 hommes et de 5 femmes « pris tour à tour dans l'âge de 18 à 59 ans » et fournis également par chaque Habitation. Notre étranger ne sera pas exempt de ce service militaire si son séjour se prolonge et son étonnement sera profond d'avoir à monter la garde « sur des sièges commodes, à l'abri du chaud et du froid, et avec un homme et une femme dans le même poste ». Chappuis prend en effet grand soin du bien-être des soldats et ne laisse rien au hasard en ce qui concerne leur équipement. C'est à cette fin qu'étaient prévues les armures de fer et les pertuisanes, allouées à chaque associé lors de son entrée dans la communauté. Par ailleurs, la nourriture de ces militaires sera plus abondante qu'ailleurs, « attendu que chaque lieue autour des forteresses ou redoutes n'aura que 100 personnes et point d'enfants à nourrir ». Bref ce service, si l'on en excepte la présence obligatoire et l'interdiction des voyages, conservera « comme il est bien juste », aux défenseurs de la Patrie « tous les agréments de la société et du repos ».

Cette importante armée sera cantonnée sur les frontières dans des forteresses disposées de six lieues en six lieues et reliées les unes aux autres par des redoutes. Chaque forteresse aura une garnison de 1.500 hommes et chaque redoute une de 2.500, « afin qu'on prolongeât beaucoup les redoutes » (? sic). Quoi qu'il en soit, Chappuis calcule que l'on devra construire environ 100 forteresses et 100 redoutes le long des limites de l'Association, et les munir de toute l'artillerie nécessaire.

Notre étranger, s'il remplit ses obligations militaires, pourra constater que les soldats ne sont pas malheureux et qu'ils sont traités selon tous les principes égalitaires qu'ils ont à défendre. En effet, le numéro de tous les associés, hommes et femmes, appelés au contingent, sera porté tous les 1^{er} mai sur un rôle, et ceci par ordre de naissance. La Cour répartira entre les forteresses les effectifs fournis par chaque Habitation. Une fois la troupe au

complet, le premier inscrit dans l'ouvrage, c'est-à-dire le plus âgé, deviendra le Commandant Général de la Place et le second inscrit tiendra ce rôle « pendant que le premier fera son service de simple soldat ». Le troisième inscrit sera Lieutenant Général et, au cas de scindement de la troupe, le plus âgé du détachement sera sous-lieutenant. Notre visiteur pourra ainsi constater que le système du rôle permet de maintenir entre tous les militaires une égalité absolue et que personne ne sera plus, dans aucun grade, « sujet au dédain ni à l'injustice, parce qu'il sera généralement fait le même service par tous les membres de l'Habitation et le tour n'en arrivera jamais deux fois dans la vie, quand bien même il ne serait jamais supprimé ». Il pourra, par contre, éprouver quelques inquiétudes sur la valeur militaire d'un commandement ainsi choisi, et cela à juste raison (1).

Il est vrai que l'excellente organisation des « alarmes » sera faite pour le rassurer.

Chappuis prévoit en effet une agression inopinée des peuples voisins, « jaloux de la tranquillité de l'Association et de sa richesse ». Dans ce cas, l'alarme sera immédiatement donnée par les cloches des Habitations dont nous avons déjà vu l'utilité. Au moyen de leurs « tintements », les associés seront prévenus du numéro de la forteresse vers laquelle il faudra marcher. Chaque Habitation préparera immédiatement 8 voitures à 10 places, toutes attelées et à deux chevaux « pour accélérer d'une Habitation à l'autre la marche des soldats, qui arriveront sans fatigue et à temps et qui, après le calme rétabli, reviendront par le même moyen ». L'étranger pourra constater à ce moment les « mouvements héroïques du vrai Patriotisme » des associés qui, abandonnant tout, se porteront immédiatement au secours de l'armée régulière attaquée. Chappuis compte que plusieurs millions

(1) Cabet lui-même, dont les idées égalitaires sont pourtant bien ancrées, n'ose pas laisser jouer une simple règle d'ancienneté pour la nomination des officiers, mais soumet leur choix à l'élection. Cabet : *Le Voyage en Icarie*, 2^e partie, chap. X : Progrès de la Démocratie et de l'Egalité.

de combattants pourront être rendus rapidement à la frontière et prévoit ainsi un véritable système de mobilisation générale et de nation armée. En effet, il n'oublie pas de préciser que « les exercices si réitérés dans les troupes actuelles entreront surabondamment dans l'éducation des enfants » et qu'ainsi chaque associé n'aura qu'à s'armer de sa pertuisane pour se transformer en un soldat aguerri.

Le visiteur étranger, mêlé ou non à la vie de cette armée, constatera rapidement qu'un patriotisme profond anime tous les associés et que « la plus nombreuse population, la plus forte constitution individuelle et nationale et les ressources infinies qu'un peuple lumineux sait trouver sur le sol natal », rendront l'Association Naturelle invincible.

Ces sentiments élevés sont tout naturels chez un peuple heureux (1) et bien gouverné. Ils devraient, d'après Chappuis, se trouver déjà ancrés au cœur des gouvernants de la France actuelle. Le patriotisme éclairé de Louis XVI et de son « Auguste Compagne » fera que, dès la lecture du Plan Social, les souverains ne manqueront pas de transformer le pays en une « Association Naturelle Française ». C'est pourquoi, en reconnaissance du bienfait dont ils auront ainsi gratifié le peuple, celui-ci leur conservera, malgré le principe d'égalité absolue, base du nouveau régime, une « *Cour Nationale* ».

A vrai dire, cette Cour Nationale ne ressemblera en rien à celles que l'on rencontrait en général en Europe. Chappuis déclare bien qu'elle « réunira dans tous les genres ce que les arts, portés à la perfection, pourront jamais produire de plus éclatant, de plus merveilleux et de plus propre à l'illustration et aux plus exquises jouissances », mais ensuite il l'organise à sa manière.

Tout d'abord, il affecte à l'Habitation de la Cour un terrain carré de 8.000 toises sur chaque face, afin d'y construire le palais de la famille royale, les hôtels des

(1) Tous les auteurs d'Utopies présument le même enthousiasme chez les habitants du pays idéal qu'ils décrivent (Voir en particulier Cabet et Morus).

grands officiers de la couronne et toutes les dépendances convenables. Les habitants de la Cour auront le droit de conserver « la mode française pour les vêtements, les aliments. » Il est probable au contraire que les courtisans « a lieu de croire que le costume général de l'Association Naturelle sera préféré comme le plus commode, le plus salubre et le plus susceptible d'exprimer la perfection, même de conserver la fraîcheur des grâces les plus séduisantes du sexe, et d'accompagner la couronne de tout l'éclat de l'or, des pierreries et de tous les autres ornements ». Il est probable au contraire que les courtisans s'empresseront de conserver leurs habitudes et que la Cour, objet certain de l'admiration du visiteur étranger, sera le sujet non moins certain de la jalousie des simples associés. Ceci d'autant que les membres de la Cour seront, à l'origine, choisis arbitrairement par le Roi, la Reine et le Dauphin. Elle se composera en effet de plusieurs catégories de courtisans.

En premier lieu, 50 princes et 50 princesses « qualifiés souverains », partageront entièrement la vie de la famille royale à l'intérieur du palais. Il n'y aura d'exception à cette règle que pour le dortoir, au roulement duquel ne participeront pas les souverains. Un prince et une princesse porteront, chaque jour et à tour de rôle, deux « couronnes nationales », moins importantes que celles de leurs Majestés, (celles du Roi et de la Reine seront triples, celle du Dauphin double, ceci en récompense de leurs « concours illustre et glorieux » à l'Association Naturelle).

En second lieu, 50 autres princes et princesses habiteront dans un autre palais. Et en troisième lieu, cent « Grands Officiers » et cent « Grandes Officières » jouiront également d'un réfectoire et d'un dortoir particuliers.

Enfin, 300 enfants des deux sexes compléteront la population de la Cour. Nés des princesses et des grandes officières, ils seront appelés à remplacer les membres de la Cour Nationale décédés. Ces enfants seront choisis d'abord parmi ceux des princesses, puis, en cas de besoin,

parmi ceux des grandes officières; le surplus subirait le sort commun des simples associés.

Le service de la Cour, autre exception à la règle de l'égalité absolue, sera assuré par des « députés » envoyés par chaque Habitation. Chappuis les répartit minutieusement selon le rang des personnages qu'ils auront à servir (16 pour le roi, 12 pour le dauphin, 20 pour les princes couronnés, etc...). Il en affecte de plus un certain nombre aux cuisines et aux palais. Plus de 200 autres personnes prendront soin des enfants et, enfin, plus de 2.000 seront affectées aux travaux de culture, tandis que 4.200 autres suffiront à peine aux travaux exigés par la magnificence de la Cour. En résumé, les services de la Cour Nationale occuperont environ 20.000 personnes, alors que les Habitations en auront mis 38.000 environ (1 par Habitation), à la disposition des souverains. En conséquence les « députés vaquants (par rôle), qui tous seront artistes, déclamateurs et grands musiciens, donneront à 200 personnes par jour, et sans se fatiguer, un concert continu et grand spectacle, matin et soir, au palais souverain ». La Cour jouira ainsi « avec dignité » des délices dont les Français « ne cesseront jamais de lui présenter l'hommage ». Le seul travail que certains de ses membres (dont Chappuis ne précise d'ailleurs ni la qualité ni le nombre), auront à fournir, sera de recevoir chaque trimestre « l'état des habitants de chaque Habitation » et d'effectuer ensuite les répartitions de population nécessaires. En outre, au cas d'attaque, la Cour devra députer aux frontières « un, deux ou trois princes et princesses souverains pour y commander en chef ». Elle passera donc le reste de son temps dans les loisirs les plus exquis.

Toute cette magnificence ne manquera pas de surprendre fortement le noble étranger, habitué à la simplicité spartiate de rigueur dans les Habitations. Chappuis voit cependant à ces fastes une raison d'être : celle d'éblouir les visiteurs et de leur faire paraître le séjour dans l'Association Naturelle encore plus merveilleux. Déjà, la stabilité du gouvernement, le bonheur de la Na-

tion et « l'exécution infaillible de ses heureuses et invariables lois » les auront favorablement impressionnés. Rentrés chez eux, les visiteurs étrangers qui, comme le nôtre, auront séjourné longtemps dans le pays, ne manqueront pas de faire, en faveur de sa constitution actuelle, la plus efficace des propagandes. Chappuis compte beaucoup sur cette propagande ainsi que sur le bonheur éclatant du pays tout entier pour convertir les autres peuples à ses conceptions et amener « tous ceux qui se présenteront à s'affilier à l'Association Naturelle des Français ». Sa croyance à l'accord inévitable des autres pays ressemble étonnamment à celle dont est imbuë la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, union à laquelle sont toujours libres de venir adhérer de nouveaux pays.

Jusqu'à la dernière ligne de son Plan Social, Chappuis demeure donc convaincu de l'excellence de ses idées et ne doute pas un seul instant de leur force de persuasion. Comme tous les révolutionnaires politiques ou religieux, il donne une place de plus en plus grande aux mesures ayant pour but la conversion de nouveaux adhérents, cela souvent au détriment de l'étude de problèmes plus pressants.

C'est en grande partie pour de telles raisons que ses idées manquent de clarté sur de nombreux points. Elles n'en présentent pas moins une originalité certaine et leur force demeure indéniable. Que valent-elles réellement, quel est le sort qui leur a été réservé par la suite, c'est ce qu'il faut maintenant essayer de dégager.

CONCLUSION

L'ŒUVRE DE CHAPPUIS ORIGINE ET DESTIN DE SES PRINCIPALES IDÉES

Prêter la folie aux constructeurs d'utopies audacieuses est un procédé assez habituel. Pour Chappuis, c'est même « la phrase technique des anciens mouchards envers toute personne qui répand la lumière sur leurs pièges et leurs repaires ». Bien que son imagination soit certainement dérégulée — et son style où les injures « anti-aristocratico-barboniques » abondent en est une preuve suffisante, — il serait excessif de le tenir pour complètement « fol ».

En vérité son dérèglement d'imagination semble plutôt dû à une surabondance d'idées. Celles-ci foisonnent dans sa cervelle, s'entremêlent et s'embrouillent sous sa plume qui n'est pas assez rapide pour les noter clairement au passage. Lâchant souvent la proie pour l'ombre, il passe sans raison d'un sujet à l'autre, puis revient au premier et finit par rédiger des projets incompréhensibles, au milieu desquels scintille toujours quelque trouvaille de génie.

Son esprit, véritable creuset, assimile en effet les principales idées ambiantes de l'époque, les fond, les retourne, leur adjoint ses propres préoccupations et finit par créer une doctrine étonnamment originale et très en avance sur les pensées du temps.

Cependant, Chappuis reste encore assez éloigné des socialistes du XIX^e siècle. En effet, son communisme romanesque et naïf, sa foi en la bonté foncière de l'huma-

nité et ses constructions échafaudées sur les rêves les plus nébuleux, en font le dernier des utopistes tels qu'ils existaient au XVIII^e siècle et antérieurement.

Pour avoir une opinion exacte de sa position dans la littérature utopiste, il faut donc examiner en quoi il se rattache aux auteurs du XVIII^e siècle et en quoi il les dépasse. L'étude des sources de Chappuis d'une part, de la vie et de la destinée des idées-force qu'il a émises d'autre part, permet de le situer assez exactement dans son milieu.

I. — Origines possibles des idées de Chappuis

Chappuis, nous le savons, ne prenait jamais de note d'une lecture; aucun de ses manuscrits ne porte de référence à un ouvrage quelconque. Lisait-il même, nous l'ignorons. Un esprit aussi curieux et inquiet que le sien devait pourtant se documenter de toutes les manières possibles sur les moyens déjà envisagés pour améliorer le sort du peuple. De plus, il avait fait, dans sa jeunesse, de solides études et en avait sans doute conservé un certain goût pour la lecture. Il est donc infiniment probable qu'il lisait et même qu'il dévorait sans ordre ni méthode tout ce qui lui tombait sous les yeux.

Quoi qu'il en soit, l'origine de ses idées pose un double problème. En premier lieu, de quelles lectures était-il nourri ? En second lieu, quelles étaient, à l'époque, les idées ambiantes les plus susceptibles de l'avoir influencé, en dehors de toute lecture ?

§ I. — *Les principales utopies antérieures à Chappuis et d'une inspiration analogue à la sienne.*

Le XVIII^e siècle a vu fleurir les récits d'imagination et les descriptions romancées de pays inconnus, mais la légende des mondes imaginaires remonte bien plus loin dans le passé.

Certains auteurs prétendent qu'il faut rechercher les

sources des premières utopies chez les classiques grecs, en particulier chez Platon et Lucien. Il est probable que Chappuis, fidèle défenseur du peuple, avait lu la *République*, où se trouvent développés des principes d'égalité civique absolue. Mais ses pensées semblent davantage en accord avec celles du Banquet de Lucien, en particulier en ce qui concerne la communauté des femmes.

S'il est à peu près certain que Chappuis avait lu ses classiques, il est plus douteux qu'il ait connu Thomas Morus et Bacon dont les écrits, quoique fort célèbres, étaient encore peu répandus en France au XVIII^e siècle. Les mondes que ces derniers avaient imaginés étaient d'ailleurs bien moins fantaisistes que la plus ordinaire des descriptions de Chappuis qui, sous ce rapport, avait beaucoup plus de traits communs avec un autre utopiste du XVI^e siècle : Campanella. Peut-être Chappuis avait-il une traduction de *La Cité du Soleil* dont les idées étaient fort à la mode à l'époque. Le public avait, en effet, pris goût aux descriptions extravagantes du moine italien. Chacun trouvait tout naturel de vanter les bienfaits de la vie en commun, les avantages de l'union libre et l'inutilité de tout travail de manufacture. En tout cas, l'œuvre de Campanella ressemble par bien des points à celle de Chappuis, qui ne s'y est pourtant jamais référé. Mais il est curieux de constater que l'auteur dont Chappuis se rapproche le plus est l'un de ceux qu'il n'a probablement pas lus.

Exhumée à propos de Fourier (1), l'utopie de Francesco Doni fait preuve d'une originalité dépassant parfois celle à laquelle Chappuis nous avait accoutumés. Ce Florentin à l'imagination débordante écrivit *Les Mondes Célestes, Terrestres et Infernaux* qui, coïncidence amusante, furent traduits par un tourangeau du nom de Gabriel Chappuys. Cet ouvrage, auprès duquel le Plan Social est un modèle de clarté, contient bon nombre d'idées qui réapparaissent chez Chappuis. Un visiteur étranger

(1) Puech : *Un précurseur de Fourier au XVI^e siècle*. Revue d'Histoire économique et sociale (Paris, 1923).

y figure sous le nom de « Joyeux Académique Passager » et se dédouble même en « Fol Académique » et « Sage Académique ». A la suite de ce dernier, on pénètre dans des habitations où les hommes sont rigoureusement égaux. Des costumes uniformes leur sont même imposés et « les accoutrements estoyent tous égaux ». Dans cette société, la surabondance de produits supprime le vol, le communisme familial supprime le besoin de monnaie et la mort est simplement le dernier acte de la vie, qui termine normalement la vieillesse passée dans les hôpitaux. De plus, « on ne fait point de deuil de sa femme, de parens, de père, de mère, ny d'enfans, au moyen de quoy on n'y devoit point plorer ». En effet, comme dans le Plan Social, « il y avoit une rüe ou deux de femmes, et estoit le tout en commun ». Le Sage Académique prévoyait ainsi, comme Chappuis, la disparition de l'amour, car « celui-ci consiste en la privation de la chose aymée ».

Seule différence — mais combien notable, — avec Chappuis, Doni ne prend pas au sérieux son œuvre, « vision monstrée de Jupiter et de Mome, en forme de pèlerins ». Il termine brusquement son livre par une piroquette, en déclarant que « cela lui vient tout à point, car il est las de parler, les fols n'étant tenus de faire autre que porter leur bijarre cerveau et fantaisie ».

Doni se déclare « fol »; Chappuis au contraire éclate de rage lorsqu'il entend seulement prononcer cette épithète. Le plus sage des deux est bien probablement Doni, qui se rendait compte de l'invraisemblance de ses inventions, mais on ne saurait pour cela tenir rigueur à Chappuis de son ambition et de ses certitudes. L'agitation perpétuelle dans laquelle il vivait ainsi que les contradictions flagrantes des grands courants d'idées de la fin du XVIII^e siècle auraient suffi à déranger une cervelle mieux équilibrée que la sienne.

§ II. — *Les idées ambiantes à l'époque de Chappuis*

Dédaignant de les citer, sans doute par crainte de

paraître moins original, Chappuis est cependant imbu de toutes les opinions contemporaines. Il a recueilli et adopté indistinctement les idées les plus contradictoires, en particulier celles des Physiocrates et celles des disciples de Rousseau. Les amalgamant avec ses propres opinions, il finit par en faire une bizarre synthèse où se reconnaissent deux influences principales.

En premier lieu, Chappuis est au plus haut point confiant dans la bonté de la Nature. Il vante partout son excellence et pousse bien plus loin encore que les Physiocrates l'éloge de la vie agricole et pastorale. Empruntant à ces derniers leurs principales idées économiques, il adopte la théorie de la terre, source de toute richesse. Mais, alors que les Physiocrates admettent l'ordre social existant, considèrent la propriété comme un droit primitif et sacré de l'homme, antérieur à toute convention et supérieur aux lois de l'Etat lui-même, Chappuis refuse de les suivre dans cette voie.

Subissant une seconde influence, il proclame en effet la nécessité pour l'homme de vivre en association et communauté. Il prend pour exemple les « bons sauvages » particulièrement en vogue à l'époque, et s'appuie sur les descriptions plus ou moins fantaisistes de Morelly, Restif de la Bretonne, Gueudeville, de Foigny, Veiras d'Alais et de bien d'autres pour déclarer que « la communauté naturelle des dons du Créateur doit être établie ». S'appuyant également sur Rousseau et probablement sur Brissot de Warville, il affirme en outre la nécessité d'un contrat social.

Ayant extrait des Physiocrates et de Rousseau ce qu'il en juge exact, il se tourne d'un troisième côté et construit d'une manière véritablement hégélienne une théorie qui lui est propre : l'inégalité devant fatalement résulter de tout partage intervenu à la suite d'un contrat social et, d'autre part, la Providence ayant voulu le bonheur de tous les associés, il faut nécessairement vivre dans un communisme intégral. La pernicieuse erreur du partage sera ainsi évitée et l'existence, adaptée au communisme

de l'Association Naturelle, fera le bonheur de tous (1).

Il est probable qu'un tel mode de vie aurait fait en particulier le bonheur de Chappuis, dont les préoccupations retentissent visiblement sur les opinions et qui, criblé de dettes, aurait bien voulu voir celles-ci passer à la charge de la communauté.

A cette époque, la communauté française avait d'autres soucis. Les cahiers de 1789 demandaient au Roi de combattre les abus les plus criants et le gouvernement n'avait guère le temps de s'occuper des rêveries philosophiques de Chappuis. Les premières mesures portant atteinte à la propriété, telles que la confiscation des biens du Clergé, se firent au nom de la propriété individuelle et n'exprimaient aucune velléité socialiste. Seuls, quelques hommes avaient essayé de parler au nom d'un socialisme constructif, mais l'échec de la conspiration de Babeuf les discrédita complètement. Le socialisme de la Révolution fut donc bien plutôt un produit spontané des événements que le résultat des efforts concertés des utopistes de la fin du siècle, mais il prépara admirablement le terrain pour les auteurs de l'époque suivante.

Une place à part doit être faite à Chappuis qui avait réussi à dégager de ses rêves quelques formules saisissantes, dépassant de beaucoup les mièvres imaginations de ses contemporains utopistes et toutes prêtes à être reprises par les socialistes plus matérialistes du XIX^e siècle.

C'est le sort réservé à ces idées et à ces quelques formules que nous nous proposons d'étudier.

(1) Selon la méthode de Hegel, on obtient en effet le tableau suivant :

Thèse : Excellence de la Nature
et propriété individuelle des
terres, sources de toute ri-
chesses (Physiocrates).

Antithèse : Nécessité d'un con-
trat Social. (Rousseau).

Synthèse :

Le communisme intégral du
Plan Social

II. — Vie et destin des idées-force défendues par Chappuis

C'est peut-être moins par la supériorité du talent que pour avoir écrit au bon moment que les grands doctinaires du XIX^e siècle sont devenus célèbres, alors que leurs prédécesseurs restèrent dans l'ombre. Chappuis pourtant méritait quelque attention, et le qualificatif de précurseur s'applique particulièrement bien à lui.

Supérieur en cela à ses contemporains, il n'est déjà plus un voyageur de rêve. Il est le premier à essayer de construire dans le présent et à jeter les bases pratiques d'une société nouvelle. C'est pourquoi ses vues ont conservé un surprenant caractère d'actualité.

De même que la lecture des grands théoriciens du XIX^e siècle offre un intérêt toujours renouvelé et que l'examen des faits présents à la lumière de leurs idées en éclaire la signification, de même l'étude des théories de Chappuis de ce double point de vue jette un jour nouveau sur les principes qu'il défendait.

§ I. — Réapparition des théories de Chappuis dans la doctrine du XIX^e siècle.

Bien que Chappuis n'ait certainement pas été connu des principaux économistes du XIX^e siècle, ses idées n'en réapparaissent pas moins fréquemment sous la plume des plus célèbres d'entre eux. La pression des événements avait fait spontanément renaître des préoccupations dont Chappuis, par un curieux pressentiment, avait souffert trente ans auparavant. Les grands problèmes posés par les auteurs du XIX^e siècle, problèmes qui n'ont d'ailleurs plus beaucoup varié dans leur essence, ont été abordés tant par les théoriciens les plus précis que par les utopistes les plus convaincus.

C'est ainsi que, sous la plume de Malthus, surgissent les formules mathématiques d'accroissement de la population et de raréfaction relative des subsistances, catastrophes auxquelles Chappuis essayait de parer en préco-

nisant un mode d'existence mieux adapté aux nécessités de la vie. Quelques années plus tard, Proudhon, reprenant inconsciemment les termes mêmes de Chappuis, vitupère la propriété et les injustices effroyables qui en découlent. Plus tard encore, Karl Marx et son école proclament le droit au bonheur de chaque individu et voient dans la mise en commun de toutes les richesses le moyen le plus sûr de supprimer les inégalités.

Tandis que ces thèses hardies étaient soutenues par leurs auteurs au moyen d'arguments souvent aussi pittoresques que ceux de Chappuis et avec une exaltation qui n'avait rien à envier à la sienne, Fourier et Cabet imaginaient des utopies où se retrouvaient de nombreux traits distinctifs du Plan Social.

Le phalanstère, où Fourier se fait le champion du collectivisme associationniste, recherche en effet la solution du problème social dans le groupement volontaire des individus. Comme Chappuis, Fourier est persuadé qu'après avoir été instruit des « beautés du plan divin » et du « renversement de l'ordre naturel qui existe dans les industries civilisées », le peuple ne voudra plus d'autres lois que celles de la fraternité et de l'égalité réalisées dans le phalanstère. L'organisation de ce phalanstère peut se comparer trait pour trait à celle de l'Habitation, mais la manière dont le peuple passera de son état actuel au régime nouveau diffère de celle qu'avait conçue Chappuis. Celui-ci, en effet, confiant dans le bon sens du peuple, se contentait de prévoir que chacun adhérerait de suite à son plan. Au contraire, Fourier, homme du siècle, suggère la constitution de sociétés par actions en vue d'établir les premiers phalanstères et garde un lien solide avec les réalités immédiates.

Il en est de même pour Cabet qui, quelques années plus tard, reprendra les théories socialistes sur l'association volontaire et fondera, au moyen des souscriptions d'admirateurs enthousiastes, les premières colonies communistes.

Ce sont les efforts de ces utopistes qui vont nous per-

mettre, tout autant que les écrits des tenants du socialisme classique, d'examiner l'évolution qu'ont subie certaines des idées-force défendues par Chappuis auxquelles nos contemporains ont pris l'habitude de se référer pour justifier d'invraisemblables innovations.

§ II. — *Mise en pratique et évolution
de quelques idées défendues par Chappuis*

Une constatation s'impose dès l'abord : les essais de réalisation totale, de quelque nature qu'ils soient, — plans sociaux, phalanstères ou icaries, — ont tous échoué lamentablement. Les raisons de ces échecs sont faciles à saisir et s'expliquent par la simple lecture des plans d'organisation de ces utopies. Phalanstères et icaries étaient destinés inévitablement à sombrer sous le ridicule. Plus près de nous, l'évolution rapide des régimes fondés sur un communisme véritable a démontré une fois de plus que la préoccupation de faire régner l'égalité aboutit à la suppression de la liberté et provoque alors la révolte du peuple dont on veut faire le bonheur malgré lui.

Au contraire, dégagées du contexte où elles se noient, certaines idées de Chappuis manifestent une vitalité tenace et réapparaissent même après un siècle d'oubli complet. Politiques, économiques ou sociales, ses suggestions reprennent très fréquemment une indéniable actualité.

C'est ainsi que, du point de vue *politique*, les premières années qui suivirent la rédaction du Plan Social virent s'ouvrir à l'Assemblée Nationale des débats acharnés, concernant l'injustice des décisions prises par une majorité et non l'unanimité. De nos jours, le problème des minorités reste encore l'une des questions les plus irritantes qui se soient posées dans certaines parties de l'Europe et les discours s'y référant rappellent étrangement l'argumentation que Chappuis consacrait à ce problème un siècle plus tôt.

Quant à la conscription, bientôt adoptée par la Révolution, puis dans le reste du monde, on la voit aujourd'hui s'étendre à des catégories de citoyens auxquelles Chappuis seul avait osé faire porter les armes. Les femmes, en effet, sont de nos jours mobilisées comme les hommes. Qui aurait rêvé cela en 1800 ?

D'un point de vue plus sectaire, Chappuis prononce des paroles que n'eussent pas désavouées les communistes les plus révolutionnaires de 1936. Ces derniers n'avaient pas assez de sarcasmes contre les « 200 familles » qui, à l'examen, s'apparentent étrangement à celles dont Chappuis flétrit les « titres pompeux à l'œil de la crédulité » et la détention de « la presque totalité des places utiles et honorables »(1). Nos communistes avaient également la haine de la religion et de ses représentants que Chappuis traite, on s'en souvient, de « conspirateurs aristocratico-barboniques ».

Politique plus personnelle enfin, Chappuis exige dans ses pamphlets le remplacement périodique des fonctionnaires en place afin que leur influence ne s'étende pas immodérément. Sans doute pensait-il obtenir à la faveur de ces mutations la situation stable qui aurait mis fin à sa misère. Il est assez probable que le raisonnement des politiciens américains, révoquant tous les fonctionnaires à la suite d'une élection présidentielle renversant la majorité, ne doit pas être très différente de celui de notre auteur.

Faisant preuve d'une grande perspicacité, Chappuis avait donc entrevu les ambitions aussi peu désintéressées qu'immuables dont la satisfaction est à la base de toute politique. Il avait également compris les motifs cachés de bien des mesures *économiques*. Les procédés les plus modernes de conversion forcée n'ont en effet rien à envier à son système d'exonération d'impôts. Il ne craint pas, nous l'avons vu, de diminuer officiellement la valeur nominale des billets de banque en circulation, inaugurant ainsi un système de « monnaie fondante » dont les der-

(1) *Plan Social*. Fascicule IV.

nières années ont vu la réapparition plus ou moins dissimulée et la consécration éclatante. (1)

Bien que s'intéressant à quantité de problèmes techniques de cet ordre, Chappuis ne perd pas de vue la direction générale de l'économie et préconise des mesures d'une sagesse parfois surprenante. Dès 1789, il vante les bienfaits du « retour à la terre », bienfaits dont on essaye aujourd'hui en vain de démontrer l'excellence aux populations des villes.

Il prévoit également la nécessité de rationaliser le travail des manufactures et surtout de le rendre attrayant. Actuellement, l'importance toujours croissante de l'organisation des loisirs ouvriers vient confirmer une fois de plus la justesse et surtout le caractère prophétique des vues de Chappuis.

Ce caractère s'accroît encore lorsqu'il traite de questions *sociales*. Se préoccupant de problèmes que n'avait pas même effleuré le gouvernement révolutionnaire, pourtant soucieux du bien-être de la population, il avait le premier saisi la nécessité d'établir une législation ouvrière. C'est ainsi qu'il entrevoit le procédé parant aux conséquences pécuniaires des accidents du travail et qu'il souhaite le repos des vieux travailleurs. Les lois présentes concernant les maladies et les accidents professionnels ainsi que les retraites ouvrières pourraient avoir, comme exposé des motifs, quelques pages écrites par Chappuis dans le fascicule IV du Plan Social ou dans l'Offre Patriotique.

De plus, il s'intéresse au logement de travailleurs et recommande, dans ses nombreux mémoires sur la réforme des hôpitaux, un système d'habitations à bon marché qui serait encore fort acceptable de nos jours et dont l'organisation de l'Habitation n'est que la quintessence. Prenant soin, par ailleurs, non seulement du bien-être matériel du peuple, mais encore de sa santé morale, il est le premier à exiger l'éducation gratuite pour tous.

(1) Voir Louis Baudin : *La Monnaie et la Formation des Prix*, page 287 et suiv.

Il est vrai que cette instruction devait principalement servir à dénoncer les complots aristocratiques et les pernicieuses erreurs des principes en vigueur. Il n'en reste pas moins que Chappuis, dont Cabet reprendra les propres termes, est le premier à avoir réclamé la mise en pratique d'idées alors peu accessibles aux pouvoirs publics eux-mêmes.

Chappuis enfin, ne laissant rien au hasard, étudie à fond la question du costume qui doit être porté par les Français. Vantant l'influence égalitaire du port de vêtements uniformes, il l'impose aux futurs associés. De nos jours, ne cherche-t-on pas à supprimer la différence apparente entre les classes sociales et, au moyen de l'uniforme, à faire disparaître ces vêtements somptueux, véritable « pomme de discorde » entre citoyens plus ou moins aisés ?

Considérant les nombreuses théories de Chappuis traitant des sujets les plus divers, on ne peut manquer de remarquer l'excellence de quantité d'entre elles. Le fait qu'elles aient été mélangées avec d'innombrables et filandreuses considérations les ont empêchées d'être sérieusement prises en considération par les gouvernements successifs auxquels leur auteur les soumettait en vain. Chappuis était pourtant un véritable précurseur au sens le plus absolu de ce terme, mais il fallut à ses idées plus d'un siècle pour se dégager de leur gangue verbeuse et renaître vigoureusement à l'actualité.

Gardons nous cependant de suivre Chappuis à l'extrême. Il est difficile de penser avec lui que, son Plan Social une fois adopté, ce serait « pour lors que l'illustre Empire des Français serait réellement cette mère commune, cette heureuse Patrie dont le nom seul tient déjà lieu de tout à ses bons mais trop confiants citoyens qui, faute de demander à la voir de près, croient de bonne foi l'adorer et la servir en s'immolant, en s'enchaînant eux-mêmes dans leurs continuelles offrandes vers une ombre

ingrate et gloutonne, mystérieusement exposée aux reflets d'un faux jour par les cupides soins d'une ténébreuse politique ».

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
BAUDIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

DOCUMENT ANNEXE N° 1

PROJET QUI DISPENSERA PAR SON EXECUTION DE LA CREATION DE TOUT NOUVEL IMPOT POUR LA LIQUIDATION DES DETTES DE L'ETAT

Le Roi fera, tous les trois mois, une création de 25 millions de billets d'Etat de différentes sommes suivant le modèle ci-joint. Ils devront nécessairement passer par 69 endosseurs avant de revenir à la Banque Royale pour être acquittés avec une somme moindre de moitié que celle de leur première valeur. Chaque endosseur, comme l'on voit par le modèle des billets, perdra un centième ; en sorte qu'un billet de 1.000 livres se trouvera réduit à 500 par cette circulation et que l'Etat gagnera moitié sur chaque billet.

La forme des billets indiquera, sur chaque billet, la valeur de ce billet pour chacun des 69 endosseurs et la perte que chaque endosseur doit supporter, afin d'obvier aux contestations qui pourraient s'élever dans la circulation de ces billets.

Le déclin de ce papier sera principalement supporté par le commerce, par les gens à portefeuille et par l'Etranger, qui ne payent que très peu d'impôts et qui embrassent plus de la moitié de la fortune de l'Etat ; il ne sera point onéreux pour les propriétaires d'immeubles qu'on ne cesse de surcharger à raison de la facilité que l'on trouve à répartir sur eux les augmentations.

Ce déclin des billets est si minutiel qu'il ne fatiguera

ni le commerçant ni le consommateur ; l'un sera indemnisé par la plus légère augmentation du prix des marchandises et cette très faible augmentation deviendra comme imperceptible aux yeux du consommateur.

Les gens à portefeuille ne seront pas non plus lésés, parce que l'escompte à 1,5 % leur produira un bénéfice de 20 à 30 % dans l'année.

Ces billets l'Etat, vu l'événement du système de Law, seront probablement mal regardés d'abord, en France et à l'Etranger, mais ces billets ne peuvent avoir un mauvais sort, parce que les signatures de quatre Commissaires et du Président des Finances à chaque billet, et celle des endosseurs à chaque case des billets, écarteront toute contrefaçon et que, d'ailleurs la circulation des billets de chaque création ne subsistera dans le public que pour un terme très court de trois ou quatre mois fixé par l'Etat.

L'Edit de création portera le nombre des billets de chaque différente somme depuis 200 jusqu'à 4.000 livres. Ces billets seront donnés en paiement des dettes et pensions de l'Etat ; de manière qu'il ne sortira pas d'espèces du Trésor pour l'acquit de ces objets. On pourra dans la suite porter au double chacune de ces créations de billets dans le cas où les paiements à faire par le Trésor pourraient l'exiger ; et quand les dettes de l'Etat seront enfin acquittées, comme ce nouveau moyen est le moins onéreux possible et qu'il présente même de la sûreté et de la facilité dans le commerce, on le fera servir encore pour un temps, pour alléger le poids des impositions dont les immeubles sont accablés.

Ces billets seront faits doubles, désignés par cote 1^{re} et 2^e et par des remarques et des filigranes particuliers. Les billets de cote 1^{re} resteront enregistrés avec le nom de celui à qui ils auront été donnés en paiement et chacun des billets de la cote 2^e portera le même numéro que celui resté en registre et sera séparé et découpé de celui-ci pour être délivré en paiement et passé en circulation.

Quand les gens à portefeuille fermeraient leur bourse dans le commencement de cette création, la circulation des billets n'en serait pas moins certaine, au moyen de ce que l'Edit créera, dans chaque élection du Royaume, des Caisses d'escompte où ces billets seront escomptés pour la facilité de ceux qui n'auront pas l'occasion de les placer. Le taux de l'escompte sera fixé à 1,5 % et l'Edit annoncera que les Caisses d'escompte du Royaume ont à l'avance la somme entière des billets créés.

Ces Caisses, en escomptant les billets, perdront 1 % comme tout autre particulier ; mais le 1/2 % qu'elles auront de net fera encore un bénéfice considérable à chaque création. Si les caissiers d'escompte ne trouvaient pas à remettre sur le champ les billets dans le commerce, ils les renverraient au Trésor qui les remettrait en paiement et qui ferait inscrire sur les billets pareils restés en registre, dans semblable case que celle où le paiement sera énoncé sur le billet de circulation, les noms de ceux auxquels le Trésor donnera ce billet de nouveau en paiement.

D'après ces précautions, les banquiers et tous autres remarqueront aisément la sûreté et la facilité de ces billets et les escompteront eux-mêmes avec empressement ; mais alors l'Edit d'une création suivante réduira, pour l'intérêt public, le taux de l'escompte à 1/4 % dans toutes les Caisses d'escompte du Royaume qui devront toujours subsister pour inspirer la confiance. Ce 1/4 % net produira encore 12 à 15 % par année, sans encourir aucun des inconvénients dont les autres papiers sont susceptibles, et cette sûreté infaillible fera préférer dans le commerce des billets d'Etat pour éviter les dangers de la perte totale des autres effets de commerce.

Ce projet ne change rien à la perception actuelle des impôts et n'exige aucune sortie d'espèces du Trésor pour l'escompte et l'acquit de ces effets ou billets d'Etat. Il suffira d'ordonner aux Receveurs en exercice dans chaque élection, de conserver en caisse le dixième de leur recette de chaque mois, et quand ce dixième n'aura pas

été à beaucoup près employé aux escomptes et acquittements de ces billets, le contrôleur préposé à la vérification des Caisses d'escompte, aura soin de faire envoyer les recettes entières des mois suivants, afin que les deniers royaux ne restent jamais oisifs dans ces caisses et la perception de 1/2 ou de 1/4 % sera plus que suffisante pour les frais de régie de cette affaire.

Ces billets d'Etat ne seront point donnés en paiement pour les impôts ou droits royaux, ni pour les affaires forcées de la société, parce que les Caisses d'escompte présentent la facilité d'avoir des espèces dans tous les cas où le public peut en avoir besoin et assurent aussi la confiance et la circulation des billets d'Etat, dont les mutations doivent être complètes dans le terme fixé et court de leur rentrée au Trésor, que l'Edit annoncera pour chaque création.

Pour ne laisser jamais d'incertitude sur la quantité de ces billets répandus dans le Royaume, les billets de chaque création auront fait leur circulation et devront être rapportés et acquittés au Trésor au plus tard dans l'année de leur création. La forme de l'Edit pourvoiera à tout.

Les soussignés, qui sont Français d'origine et de cœur, s'empressent de mettre sous les yeux du Gouvernement ce Précis qui leur paraît embrasser le double point de vue de faire face, d'un moment à l'autre, aux charges actuelles de l'Etat et d'en acquitter successivement les dettes, sans porter sur aucune classe particulière des citoyens ni sur les propriétaires d'immeubles qui sont déjà surchargés. Les soussignés sont prêts à lever toutes les objections et à donner tous les soins et les détails qu'ils ont prévus nécessaires pour l'exécution de ce projet, fait à Paris le 27 juillet 1787.

DE ROCHEFORT

CHAPPUIS

*Ancien négociant de Clermont-
Ferrand, de présent à Paris,
hôtel du Saint-Esprit, rue de
l'Hirondelle.*

Ancien Officier municipal.

DOCUMENT ANNEXE N° 2

APERÇU SUR LA PROGRESSION NATURELLE DE LA POPULATION QUI PROUVE LA NÉCESSITÉ D'EMPLOYER UN PRINCIPE INFALLIBLE POUR RÉGLER ET FIXER CETTE PROGRESSION AU POINT LE PLUS CONVENABLE A L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE LA PAIX, DE LA SALUBRITÉ ET DE LA SUPPRESSION DE TOUS LES ACCOUCHE- MENTS SUPERFLUS ET NUISIBLES.

Comme sur 12 millions de personnes du sexe qui existent en France, il y en a toujours le tiers en âge de fécondité, et que ce tiers monte à 4 millions de femmes, chacune desquelles se trouve faire en trente années tant par elle que par ses filles, une augmentation de population de 58 soit enfants, soit petits-enfants, moitié de chaque sexe, suivant le calcul ci-dessus où, sur les 4 millions de femmes fécondes, on en compte le tiers faisant elles, ainsi que leurs filles chacune 9 garçons et 9 filles. Un tiers faisant de même par elles et par leurs filles, chacune 6 filles et 6 garçons et l'autre tiers faisant de même, tant elles que leurs filles, 3 filles et 3 garçons, il résulte du calcul que, en trente années, il doit y avoir en France au moins 232 millions de couches dont 116 millions de filles et autant de garçons et, quand on supposerait que chaque femme féconde ne donnerait en général que 3 filles et 3 garçons, chacune malgré qu'elle puisse faire jusqu'à

plus de 30 couches, il se trouverait encore qu'en 30 années, les 4 millions de femmes fécondes donneraient tant par elles que par leurs filles, 24 enfants chacune, ce qui formerait un total de 96 millions de couches au lieu des 8 millions de couches qui pourraient suffire à une population de 24 millions d'habitants.

Si l'indigence, la fatigue, les inquiétudes, les privations, les maltraitements, les maladies et la guerre, qui n'existent tous que faute de l'emploi des facilités que nous avons de nous en garantir entièrement, n'abrègent point la vie des hommes, ils ne vivraient pas moins de 90 à 120 ans chacun et chaque personne verrait trois ou quatre fois la progression successive de la population en 30 années ; comme la deuxième progression serait neuf fois plus considérable que la première et la deuxième et la troisième proportionnellement, ainsi la première progression de trente années à raison de 3 filles et 3 garçons par femme féconde étant de 96 millions, la première progression jointe à la seconde formerait, en 60 ans, 960 millions de personnes en augmentation de la population. C'en est déjà assez pour faire concevoir la nécessité absolue d'employer un principe infaillible pour régler et fixer la progression de la population, attendu que la progression naturelle augmenterait le nombre des individus de l'espèce humaine au point que, manquant de subsistance malgré toute l'abondance des produits alimentaires qui nous sont fournis dans les deux règnes de la Nature, ils seraient bientôt réduits à s'entretuer pour que les survivants trouvassent suffisamment d'aliments. Les anciens ont employé autrefois les moyens barbares de l'avortement forcé et du sacrifice des enfants pour régler la population ; malgré toute la barbarie du sacrifice des enfants, comme il pouvait avoir lieu avant le développement de toute sensation par l'effet du charbon qui suffoque sans causer aucune douleur, il était préférable encore aux moyens de guerre, maladie, prison et fatigues qui s'emploient à détruire de nos jours des frères tous élevés dans un siècle de lumière où l'imprimerie

et la profondeur des calculs nous sont devenus des guides infaillibles, infiniment préférables sans doute aux traditions suspectes verbales qui dirigeaient les Anciens. Mais il existe des moyens pour fixer la population à tel point qu'il le faudra car, sans règle de population, la guerre est inévitable ; l'abondance ajouterait encore un véhicule à la population, de sorte que les femmes resteraient accablées du travail pénible et dangereux des innombrables couches qu'elles éprouveraient en France parce qu'il n'a pas plu à ces Anciens barbares de permettre qu'on songeât à porter le fer sur tous les autres animaux qui ne sauraient régler leur population parce qu'il leur serait inutile d'en avoir la faculté puisqu'ils sont tous à la discrétion de la Société des hommes. Les décès, aussi multipliés que les naissances, chargent encore l'air d'une putréfaction nuisible à la salubrité.

DOCUMENT ANNEXE N° 3

OFFRE PATRIOTIQUE

De prouver à la Nation française, soit sous les yeux de ses représentants soit, de leur agrément, dans une assemblée de toutes les classes des habitants d'un district de Paris, spécialement convoqués à cet effet, que le Créateur a sensiblement destiné et indiqué à l'espèce humaine un régime social qui, par des lois simples, justes et bien-faisantes, conciliant à perpétuité des intérêts opposés, assurera nécessairement en France et par imitation dans tout l'univers :

1° La suppression absolue de tous les maux (excepté le décès et quelques indispositions) notamment des inquiétudes, chagrins, instabilités, fatigues, ennuis, haines, divisions, rivalités, procès, ambitions, guerres, servitudes, crimes, prison et autres calamités qui dévorent le genre humain ;

2° La connaissance générale avant dix années de tous nos moyens actuels de perfectionner les arts utiles et agréables et, toujours sans correction ni gêne, ni fatigue, ni pour les enfants ni pour qui que ce soit.

3° Pour la Cour, des sortes de palais enchantés : c'est-à-dire une augmentation inexprimable dans la stabilité, l'éclat, la gloire, le repos, la sécurité et les jouissances du Roi, de la Reine, de la famille Royale et des Grands.

4° Pour tous les membres du Clergé et de la Noblesse, un sort infiniment supérieur à celui qu'ils envient.

5° A tous les Français sans exception, le bonheur le plus parfait ou la faculté de jouir chaque jour sans incertitude, ni trouble, ni peine, ni remords, non seulement de toute l'abondance et de la suavité désirables dans les aliments et tous les avantages de propreté, d'ornement, de parfums et de salubrité dont les vêtements et logements sont susceptibles, mais encore de tout ce que la gaieté, l'union et la volupté présentent de plus délicieux ainsi que de tous les agréments attachés à la connaissance et à l'usage de chacun des arts.

6° Une réduction du travail nécessaire à quelques heures d'occupation sans fatigue, pour ceux de nos contemporains qui contribueront journellement au maintien du nouvel ordre social après son établissement formé et à moins d'une heure par jour pour la postérité, en dispensant même de toutes espèces de travaux et services des personnes habituées présentement à l'oisiveté, les infirmes, les malades et les sexagénaires.

7° L'extension de la population française à plus du quadruple ou à sa fixation à tel point que l'on voudra, même à son point actuel.

8° Un accroissement de force, de santé, de fraîcheur et de jouissance, avec leur prolongation pour l'âge du retour et pour la vieillesse elle-même qui, désormais riante et affable, doit en général être surprise par le dernier sommeil comme par celui de tous les jours et descendre au tombeau sans jamais avoir éprouvé ni crainte, ni ennui, ni remords, ni douleur.

9° Une immortalité de gloire au Roi et aux Etats Français pour avoir régénéré l'espèce humaine en donnant le choix du réel bonheur à la Patrie et à toutes les Nations de l'univers.

La sublimité d'une doctrine si inattendue, si importante et si tardive peut bien inspirer d'abord certaines défiances sur tant d'inappréciables effets attestés infaillibles; mais comme leur certitude et leur notoriété de-

viennent pour chacun de nous et pour le genre humain beaucoup plus intéressantes que l'existence même de plusieurs Nations et de toutes leurs merveilles, il n'est point de sages défiances qui ne doivent aboutir au souhait le plus pressant d'entendre et de juger les preuves offertes par le soussigné citoyen, quadragénaire honorablement né, intact et lumineux, qui a cultivé son éducation par l'étude des lettres et du droit, par l'usage de la finance et de la comptabilité, et des formes judiciaires par la gestion d'un office municipal, et par les travaux d'un bureau ministériel et qui, enfin, connaissant la Ville, la Campagne, la Cour, la Politique et les ressorts des Gouvernements, vit à Paris depuis de longues années dans la liberté la plus pure et dans un état de retraite et de frugalité volontaires et philosophiques. Ainsi le doute persévérant ou affecté qui, sous prétexte d'improbabilité rejetterait de telles offres pour éluder des preuves follement redoutées par la ligue aristocratique, ne serait aux yeux des bons citoyens qu'une folle ou criminelle obstination, presque aussi ridicule et pernicieuse que celle qu'il y aurait à ne pas adopter cet important régime d'association après avoir vérifié que, sans lésions ni exclusions pour personne, il dût effectivement combler tous les vœux possibles, tant du citoyen que de la Patrie, et surpasser infiniment l'espérance de toutes les Nations.

L'auteur de ce système du bonheur général et de l'abolition de tous les maux démontrera que ces sublimes avantages sont incompatibles avec les erronés principes d'association que les siècles barbares ont introduits par ignorance et que nous suivons encore par habitude, ou par irréflexion, ou faute de savoir comment faire mieux ; malgré que ces antiques erreurs, présentement réputées légales, ne puissent, tant qu'elles subsisteront, avoir d'autre résultat que celui de perpétuer parmi nous une dévorante circulation de pertes, de fraudes, d'ambitions, de rivalités, de fatigues, de pleurs, de vanités, de procès, de supplices et de guerres intestines et extérieures : principes qui, dès lors, au lieu de former des titres respec-

tables et obligatoires, deviennent odieux et nuls à la première réclamation parce qu'ils violent évidemment les lois divines et bienfaisantes de la nature, ainsi que la convention primitive qui fait l'unique lien social des hommes libres et parce qu'ils s'évanouissent dans l'allégation frivole devant le suprême tribunal de la saine Raison ou de l'auguste volonté nationale dont tous les vrais décrets s'accordent, nécessairement et sans pouvoir s'en dispenser, à ordonner que chaque associé remplisse fidèlement la primitive convention qu'il a faite ou dû faire en s'associant pour sa sûreté ou son bien-être avec des hommes égaux en droit sous l'obligation fondamentale de concourir chacun réciproquement de tout son pouvoir à empêcher qu'il ne fut jamais porté le moindre préjudice à aucun des associés : obligations que la justice et la bonté suprêmes rendent indispensables à l'homme au point que, sans elles, il ne serait formé d'heureuse ni de réelle association et que, loin de pouvoir en éluder l'exécution utilement pour lui, il ne l'a jamais éludée ni ne le fera jamais sans se nuire infiniment à lui-même ; attendu que le Créateur a voulu qu'elles assurent à chaque associé non seulement la garantie de tous maux, mais encore beaucoup plus de jouissance qu'il n'en pourrait trouver dans la domination la plus absolue sur tous les peuples de la terre. Chappuis, ancien officier municipal de Franche-Comté, domicilié à Paris où il a ouvert depuis quatre ou cinq mois une motion de la plus grande importance, constituée en deux points : l'un d'établir dans chaque district de Paris (pour modèle à toutes les villes et communautés du Royaume) un rôle de tous ses habitants qui appellera suivant les cours de ce rôle chacun des citoyens en âge de maturité et capable de lire, écrire et calculer, pour remplacer une ou deux fois par semaine tous leurs députés, administrateurs municipaux et chaque jours tous les commandants des corps de garde de la troupe nationale soldée et non soldée faisant le service du district ; le second point de former à l'Hôtel-de-Ville jusqu'à ce que les lumières deviennent généralement

suffisantes, un comité de 60 citoyens éclairés (un député par district) lesquels, à l'instar des avocats généraux n'ayant aucune voix délibérative, pourront sans aucun inconvénient demeurer longtemps attachés aux honorables fonctions de représenter les avantages et les désavantages concernant tous les points à juger par la municipalité. Cette motion, entre autres objets très importants, réunit, d'une part, celui d'écarter non seulement l'usage toujours frauduleux des nominations électives qui, tant qu'elles auront lieu, seront une source inépuisable de subornations, de cabales, de spoliations, d'injustices et de vaines préventions, mais encore la crainte même de toutes les trahisons qui, depuis tant de siècles, frappent et menacent toujours la Patrie ainsi que la vie même du citoyen le mieux intentionné et qui deviendront absolument impraticables en alternant et réduisant de telle sorte la séance la plus longue du même individu dans les fonctions d'officier municipal et de commandant d'un corps de garde afin que personne n'ait le temps de former et d'exécuter des complots, d'autre part, le but d'assurer à chaque citoyen, sans diminuer la somme des lumières nécessaires à l'administration, l'exercice social du droit personnel d'être à son tour dès qu'il en est capable et directeur du pouvoir municipal et commandant d'une garde nationale et fusilier même non soldé quand il y en a. Droit d'un prix infini puisque, en ne l'exerçant pas soi-même, l'homme n'est plus qu'une machine servile suivant les funestes principes actuels des intérêts opposés entre associés et qu'au contraire, quand il n'y aurait que le dixième des citoyens qui l'exerçassent, il en résulterait néanmoins pour tous une sauvegarde, la seule irrésistible, tant contre les trahisons et les introductions de lois arbitraires que contre les atteintes portées de tous temps à la liberté et au bonheur des Français.

Or si, pour continuer les nominations électives qui sont la base considérable de toutes les escroqueries aristocratiques et le principe d'une infinité de maux, on rejetait le remplacement fréquent à tour de rôle des officiers

municipaux et militaires, quel serait le Patriote qui ne fut pas vivement indigné de voir dérisionner audacieusement la Nation par l'illusion frauduleuse de tant de proclamations de vœux pour le bonheur et la liberté des Français ? Et qui pourrait ne pas remarquer le but odieux de tous les soudoiements connus et cachés répandus sans cesse par la ligue anticitoyenne dans la vue de retenir la Nation en servitude et même de ne laisser aux soudoyés que la plus faible portion possible des jouissances parfaites que l'Eternel leur a destinées ? Bref, la Divinité, comme on en offre la preuve, ayant mis dans la nature de quoi satisfaire à tous les besoins des désirs qu'elle attache à l'argile de chacun des hommes, et dans la loyauté de leur association la sûreté absolue de toutes les jouissances désirables, c'est évidemment la fraude palpable du régime social qui entraîne sur les peuples toutes les calamités connues et mille privations, dangers et incertitudes continuelles sur leurs frauduleux administrateurs. Aussi quelle opposition aurait-on lieu de craindre à la réforme de ces antiques et misérables erreurs également funestes à tous ceux pour qui ou contre lesquels on les commettait ?

Elle tiendrait de la folie, de l'aveuglement et de la barbarie, et sûrement les Français du XVIII^e siècle sont au-dessus de pareils écarts. Ils sentiront aisément que chaque associé doit participer aux avantages et aux désavantages de la Société en proportion de la mise qu'il y fait et que, les mises de chacun des hommes étant imprescriptiblement toujours égales, il ne peut exister entre eux d'association loyale ou réelle qui n'ait pour objet de conserver, de multiplier et d'assurer des jouissances égales et paisibles pour chaque associé ; ils sentiront que leur fictive association actuelle n'est qu'une lueur totalement dépourvue de loyauté et de bonne foi puisque, au lieu d'étendre et d'assurer les jouissances du citoyen, elle établit ou maintient au contraire de prétendues lois qui, au moyen de certaines formes, permettent d'exclure chaque associé

des jouissances nécessaires à sa subsistance et à son bonheur, pour en revêtir d'autres associés ou même des étrangers ; ils sentiront que la rivalité, la concurrence, l'opposition d'intérêts et les lois pénales ne sont nullement des traits de fraternité et d'association ; ils sentiront qu'une Patrie, une mère commune, dont on frappe si soigneusement l'oreille patriotique du Français, ne sont rien moins que cette administration prétendue sociale, qui condamne aux dangers des guerres, des peines capitales, des travaux pénibles et de l'indigence des dix-neuf vingtièmes des associés et les autres au malheur de l'incertitude ; enfin, ils sentiront que toutes les calamités humaines viennent surtout de la duperie qu'il y a de laisser à la filouterie des nominations-élections la faculté d'attribuer à quelques associés la gestion des intérêts communs, malgré que l'opposition des intérêts et la rivalité de chaque associé fassent bien prévoir que les élus tâcheront de régir à leur profit particulier et auront l'applaudissement de leurs vérificateurs et successeurs, toujours jaloux de paraître disposés à gérer de même pour leur utilité personnelle et conformément aux vues des chefs de la filouterie élective. Toutes ces réflexions judicieuses feront conclure sagement que, dans l'absurde et frauduleux régime des associations actuelles où tous les citoyens sont en rivalité, en opposition d'intérêts, en inimitié et en guerre continuelles, personne ne pouvant sans imbécillité confier ses droits à un autre citoyen, il n'y a nulle apparence que l'administration du pouvoir municipal et militaire tende jamais au bonheur et à la liberté de tous les associés qu'autant qu'elle sera dirigée par l'effet salubre et incorruptible du remplacement fréquent à tour de rôle et par tous les citoyens qui, réunissant la maturité de l'âge à la capacité de lire, écrire et calculer, se trouveront en état de concourir ; ce tour de rôle une fois adopté dans toutes les villes et communautés du Royaume, il y formera bientôt le précieux régime social que la divinité bienfaisante ne cesse d'indiquer à l'espèce humaine pour lui assurer impertur-

blement le bonheur parfait et l'exclusion de tous les maux; c'est pour lors que l'illustre Empire des Français sera réellement cette mère commune, cette heureuse Patrie dont le nom seul tient lieu de tout à ses bons mais trop confiants citoyens qui, faute de demander à la voir de près, croient de bonne foi l'adorer et la servir en s'immolant ou s'enchaînant eux-mêmes dans leurs continues offrandes vers une ombre ingrate et gloutonne, mystérieusement exposée au reflet d'un faux jour par les cupides soins d'une ténébreuse politique. En un mot, puisque les nominations électives sont comme un infâme souterrain où le pouvoir arbitraire rallie et recrute tous ses conjurés, les dresse aux politiques évolutions de l'aristocratie et jette au sort à qui d'entre eux tombera la gloire équivoque d'être déifié par des gravures et des acclamations toujours grandement payées et multipliées, pour mieux inspirer une docilité confiante aux innombrables et crédules citoyens qu'on se propose de plier aux malheurs de la servitude, puisqu'au contraire le remplacement fréquent à tour de rôle, grand par la clarté, la simplicité et ses heureux effets, présente à tous les nationaux la certitude de la liberté et du bonheur, comment les voix citoyennes balanceraient-elles à proscrire les élections pour consacrer le tutélaire usage du tour de rôle ?

DOCUMENT ANNEXE N° 4

OBSERVATIONS, MOTION ET SOUMISSION INFINIMENT IMPORTANTES

9.000 hommes de pied, dont 2.880 faisant de trois jours l'un le service pendant 24 heures, assureront facilement le bon ordre dans Paris. Ces 9.000 militaires soldés formeront chaque jour, dans les 60 districts, 180 corps de garde, composés chacun de 14 fusiliers et de 2 officiers soldés et de 2 citoyens du district non soldés, tous lesquels citoyens qui commanderont chacun 24 heures à tour de rôle et y apporteront l'ordre donné journellement par les officiers municipaux auxquels appartient le commandement de cette troupe destinée au maintien du bon ordre et de la liberté dans la capitale. Chaque corps de garde aura 6 habits uniformes de 3 différentes grosseurs et grandeurs pour les 2 citoyens qui doivent y commander 24 heures à tour de rôle et qui seront libres de n'avoir à eux que les guêtres, la culotte, la veste et le chapeau uniforme. Chaque fusilier deviendra officier par ancienneté à tour de rôle.

Il y aura, par chaque corps de garde, un factionnaire

à la porte et un second factionnaire à une encoignure de la rue où sera placé le corps de garde. La garde durera une heure ou deux au choix du fusilier. Tout factionnaire aura une guérite. Il sera libre d'y être assis ainsi que de se poser sur ses armes quand il est arrêté, soit près de sa guérite, soit en patrouille.

Il sortira de chaque corps de garde, à tout heure de jour et de nuit, une patrouille de quatre fusiliers, commandée ou par le plus ancien d'entre eux âgé au moins de 25 ans ou, le plus ordinairement, par un des deux officiers soldés quand les sur-officiers le jugeront utile.

Pour que la solde de ces militaires soit plus favorable, il n'y aura ni caporaux, ni sergents, ni capitaines, ni officiers majors, ni cavalerie ; ce sont des inventions de l'ancien jeu du despotisme qui coûteraient des frais énormes dont on doit soigneusement épargner la contribution aux citoyens et qui seraient tout à la fois dangereux à l'autorité légale des officiers-majors, molestant pour les fusiliers et officiers de garde et encore parfaitement superflus au moyen du service journalier de 3.240 hommes de garde dont le nombre pourra même à toute heure être doublé ou triplé par les 9.000 hommes soldés et, qui plus est, soutenu par une infinité de citoyens armés chez eux, toujours libres de concourir au maintien du bon-ordre. Il est même certain que 6.000 hommes soldés suffiraient au besoin en faisant 24 heures de service de 3 jours l'un dans 120 corps de garde par jour. Les soldes de ces 9.000 militaires pourraient être portées, savoir dans un corps de garde de 16 hommes, celles des 14 fusiliers à 15 sols chacun par jour, faisant pour l'année 3.843 livres, celle du premier officier à 1.200 livres par an, celle du deuxième officier à 1.000 livres aussi par année. Cette solde annuelle pour un corps de garde de 16 militaires monterait à 6.043 livres et comme il y a 540 corps de garde de 16 hommes dans ces 8.640 hommes soldés, leur solde totale, pour l'année, s'élèverait, y compris les 360 sur-numéraires à 15 sols par jour (98.820 livres), à 3.362.040 livres.

Les armes, poudre, plomb, habits et complet à fournir tous les deux ans et les six habits par corps de garde pour les sur-officiers, le tout évalué à 100 livres pour chacun des 9.000 hommes soldés et par chaque année montent annuellement à....	900.000	»
Pour 30 casernes contenant chacune 36 chambres d'officiers et 18 chambres de 14 à 15 lits, chacune à 8.000 frs de location par caserne, c'est par an	240.000	»
Pour 150 corps de garde à 1.000 livres par an, guérite comprise, c'est....	150.000	»
Pour bois et chandelles aux casernes et corps de garde par an.....	40.000	»
Pour 9.000 lits composés, pour les officiers, d'un bois de lit et de deux matelas et pour le fusilier, d'un lit de sangle et d'un matelas et, pour les uns et les autres, de deux paires de draps, d'un coussin, de deux couvertures, avec chaise, coffre, pot à eau, cuvette et ustensiles de cuisine, le tout évalué à 100 livres par lit, faisant un capital de 900.000 livres dont le dépérissement annuel est du 1/10 ^e montant à	90.000	»
Pour l'infirmerie de 30 casernes à 3.000 livres par an, par caserne, y compris médecins, chirurgiens, apothicaires et médicaments.....	90.000	»
Gratification annuelle et dépenses extraordinaires	127.960	»
<i>Total de la dépense annuelle des 9.000 militaires soldés</i>	5.000.000	»

On pensera sans doute qu'il vaut mieux traiter des hommes très favorablement que de nourrir des chevaux toujours embarrassants et dangereux dans une ville déjà trop surchargée de voitures.

Cet établissement paraîtra sûrement très économique et tout à la fois très avantageux au fusilier qui doit être favorisé quand il est irréprochable, puisque c'est lui qui fait le service. Surtout si les 6.000 gardes françaises et gardes suisses coûtaient ci-devant 6 millions comme on l'assure, quoique le fusilier n'ait que 2/3 de la solde ci-dessus. Pour satisfaire de plus en plus le fusillier, il parviendra par ancienneté à tour de rôle au grade d'officier.

Il résultera de cet ordre militaire non seulement l'importante conservation du droit des bourgeois de Paris d'être s'ils le veulent en qualité de citoyen, soit admis fusilier dans le service soldé, soit commandant à tour de rôle dans un corps de garde, mais encore la salubre suppression de cet uniforme artificieux qui semble avoir été jeté comme une pomme de discorde parmi les bourgeois dans la vue de donner de la jalousie et même l'exclusion du service et du port d'arme à la plupart des citoyens dont aucun cependant ne saurait être ni exclu ni forcé à cet habillement ; parce que ce n'est ni à l'habit ni à la richesse, mais au suprême titre de citoyen qu'est attaché le droit de servir au maintien de la liberté et de la sûreté publique et parce que, en cherchant à dépouiller quoi que ce soit de ce droit inviolablement impersonnel, ce serait entreprendre un acte de despotisme d'autant plus ridicule et plus infructueux qu'il est formellement contraire au vœu national pour la régénération du civisme et de la liberté et qu'il entraînerait des divisions et des schismes entre les bourgeois au moment que leur force et leurs armes, actuellement levées, doivent se réunir contre l'aristocratie des nobles, du haut-clergé, des riches propriétaires et des financiers.

Ces 9.000 militaires, bien suffisants au maintien de la liberté et du bon ordre, étant ainsi levés par les bour-

geois contre les aristocrates qui viennent de tenter la ruine et l'esclavage de la Nation, il est frappant que jusqu'à ce que la régénération du citoyen soit complètement opérée et jusqu'à ce que les aristocrates aient abandonné totalement leurs odieuses prétentions sur le corps national ou sur les citoyens laborieux, il apparaît, disons-nous, qu'il serait de la plus haute imprudence ou de la dernière inconséquence de laisser à des partisans de l'aristocratie le commandement de la troupe bourgeoise ni dans les corps de garde ni dans l'Hôtel-de-Ville. L'on ne sait même comment on pourrait défendre des soupçons ceux des aristocrates ou des privilégiés qui, se disant sincèrement réconciliés avec le corps national, ont persuadé et obtenu imprudemment quelque part du commandement des armes bourgeoises, commandement extrêmement délicat et dangereux sous des yeux qui doivent être en garde contre ces prétendus réconciliés dans la circonstance surtout où le bourgeois veut ramener les aristocrates à une presque égalité, tandis que ces derniers insistent au moins lourdement à leur ancienne prétention de dominer, d'opprimer et de spolier les citoyens laborieux, prétention directement opposée à l'association d'un peuple libre et nécessairement exclusive du titre loyal de citoyen français.

Quoi qu'il en soit de la sincérité et du dévouement miraculeux des nouveaux convertis, il serait sûrement à désirer qu'il n'y eût jusqu'après la réconciliation générale aucun aristocrate ni privilégié de nommés, soit pour commander dans les corps de garde, soit pour juger à l'Hôtel-de-Ville. Mais les nominations électives, que l'ignorance adopte depuis tant de siècles, comportent des moyens de fraudes et de trahisons dont la Patrie et les citoyens ne se garantiront jamais qu'en supprimant ces absurdes nominations. En effet, chaque Français ayant, en qualité de citoyen, un droit égal aux places, l'aristocratie emploie ordinairement en secret les brigues, les sollicitations et l'argent pour assurer à ses affidés des voix dont la pluralité opère ces étranges nominations. On

ne s'aperçoit pas que, le droit personnel des citoyens à toutes les places étant la plus importante de leurs propriétés, qui que ce soit ne peut sans crime disposer de ce droit des autres citoyens. Ce serait les dépouiller d'un droit infiniment précieux, d'où dépendent la liberté et le bonheur ; la spoliation ne saurait en être permise parce que le premier principe de toute honnête association est de conserver à chaque associé ce qui lui appartient. On ne s'aperçoit pas que ces citoyens, qui peuvent avoir sourdement reçu un très grand prix de leur portion des droits aux places ou avoir quelque intérêt de faire leur cour à un citoyen, n'acquièrent, en leur donnant leur voix ou leur position, aucune faculté de déterminer en sa faveur l'abandon gratuit des autres portions du même droit appartenant à d'autres citoyens qui ne peuvent en disposer ; on ne s'aperçoit pas qu'un citoyen, qui aurait obtenu gratuitement ou acheté de 100 citoyens leur portion de droit aux places, ne devient pas pour cela ni propriétaire ni usufruitier de toutes les portions du même droit appartenant à d'autres citoyens qui ne les lui ont pas cédées ; on ne s'aperçoit pas que, chacun étant libre de donner ou de retenir à soi ce qui lui appartient, ces nominations à la pluralité des voix présentent le même ridicule qu'on trouverait à un citoyen qui, sur sa notification d'un nombre de donations ou acquisitions de maisons supérieur à celui que tous les citoyens du district pourraient personnellement représenter, prétendrait qu'il doit être envoyé en jouissance de toutes les autres maisons du district ; on lui répondrait sûrement qu'il doit être satisfait de jouir des maisons dont il rapporte les titres. Par la même raison, tout citoyen qui n'a pas nommé et qui ne veut pas exposer son droit particulier aux fraudes des nominations peut répondre qu'il consent, si l'on veut, que chacun jouisse du droit de tous ceux dont il a reçu les voix ou les droits, mais qu'il ne doit point consentir parce que ce serait une fraude ou spoliation à ce que celui qui a eu le plus de voix jouisse du droit de ceux qui ne lui ont pas donné leurs voix ou qui

les ont données à d'autres et qu'il se réserve au contraire de jouir personnellement à son tour de son droit particulier aux places de juge ou de sur-officier ou autrement de son droit de diriger à tour de rôle, et comme juge et comme sur-officier tant le pouvoir judiciaire que le pouvoir armé de la Société parce que l'exercice de ce droit est le seul moyen d'assurer aux citoyens la conservation de tous leurs autres droits soit à la justice et à la liberté, soit au bonheur qui est le résultat certain de la justice et de la liberté sociale, c'est-à-dire du pouvoir judiciaire et du pouvoir armé dirigés de concert vers le bien général. On en juge par les classes laborieuses et citoyennes des ouvriers, des journaliers, des domestiques, des militaires, des artistes, des marchands et des négociants qui, en général privés de l'exercice de ce droit personnel de diriger à tour de rôle le pouvoir judiciaire et le pouvoir armé, ont enfin, en général, tous souffert ou tous étaient exposés à souffrir les malheurs de l'indigence, de la misère, du besoin, de l'humiliation, du mépris, des injures, des maltraitements, des supplices, des condamnations malgré l'égalité originare et sociale de leurs droits à la justice, à la liberté et au bonheur ; et ceci tandis que ceux qui, aux lieu et place des citoyens des classes laborieuses, dirigeaient le pouvoir armé ou judiciaire n'ont presque pas éprouvé aucun de ces malheurs. La réserve de l'exercice de ce droit sans lequel un citoyen n'est plus qu'une machine servile permet d'autant moins de réplique que ces nominations électives sont infiniment éloignées de soutenir l'épreuve irréfragable, irrévocable et infaillible de cette maxime fondamentale de la liberté sociale, qui déclare ou erreurs ou fraudes ou complots aristocrati-despotiques, tous usages ou lois dont l'offre ne serait pas favorable ou à la totalité ou au moins à la pluralité des citoyens. Car, dans ces élections, mille perdent et perdent tout pour un qui pourrait y gagner mais qui, réellement, y perd aussi, parce que la prolongation de ses fonctions ne lui cause que de l'embarras de plus

sans rien ajouter ni aux jouissances ni à la sûreté ni au bonheur que lui assureraient les fonctions les plus passagères à tour de rôle, par la certitude de la bonne foi de leur direction vers le bien général.

Avec de telles nominations, c'est toujours par hasard que d'honnêtes citoyens, qui ne se permettent pas d'intriguer, viennent à être élus ; et alors le petit nombre de leurs voix se perd dans celles des citoyens nommés par cabales, pour servir l'aristocratie ; aussi, quoique les bourgeois aient eu évidemment le plus grand intérêt de ne nommer aucun partisan de l'aristocratie pour commander dans les corps de garde ou à l'Hôtel-de-Ville, rien d'étonnant quand le principe extravagant et frauduleux des nominations n'aurait élu que des aristocrates et des privilégiés pour diriger contre l'aristocratie et le pouvoir armé et le pouvoir judiciaire. On s'est bien permis encore une décision du plus inconcevable arbitraire qui exclut des assemblées où se font les nominations électives plus de moitié des citoyens tenant aux classes les plus malheureuses ; exclusion dont la proposition seule serait odieuse et criminelle, puisqu'elle tendrait à priver les citoyens d'un droit personnel de la plus grande importance et à donner à la cabale beaucoup plus de facilité d'envahir ou d'escamoter dans l'assemblée tant les justes citoyens présents que, sur leur absence, leur portion si précieuse aux places. Il y a plus, c'est qu'il deviendrait insuffisant que les nommés eussent été tous bourgeois et tous bien intentionnés au moment de leur nomination, parce que leurs longues séances dans les fonctions de juges et de sur-officiers leur donneraient, toujours, au gré des aristocrates, le temps, l'intérêt et la faculté de trahir et de mal juger et même avec impunité. C'est ainsi que la Patrie et le peuple Français, bercés depuis tant de siècles par les promesses, les phrases, les discours les plus séduisants et par l'espoir trompeur du secours de ces têtes uniquement savantes et dévouées, ne cessent d'être sacrifiés avec certitude à l'antique usage des élections folles et anti-sociales et que la presque to-

talité des Français, dépouillés à leur insu par ce frauduleux artifice du droit attaché à leur personne de diriger à tour de rôle et le pouvoir judiciaire et le pouvoir armé, perdent en même temps toute la sûreté de leurs autres droits à la justice, à la liberté et au bonheur sans qu'il n'en résulte que des peines, des malheurs, des dangers de plus pour leurs usurpateurs.

Rien n'est donc plus instant que de supprimer ces nominations-élections ; elles sont frauduleuses, puisque l'argent, les sollicitations et les brigues peuvent y dépouiller et y dépouillent en effet les citoyens de la plus importante de leur propriété ; elles sont défavorables à la pluralité et à la presque totalité, puisqu'il n'y a pas un élu sur 100 citoyens ; elles sont iniques et anti-sociales, puisque toute honnête société doit conserver à chaque associé ses droits aux places importantes et qu'au contraire les élections extorquent leurs droits à presque tous les citoyens et les donnent à quelque-uns d'entre eux comme pour en faciliter la subornation aux aristocrates ; elles sont dangereuses, puisqu'elles confèrent des fonctions assez prolongées pour donner le temps, l'intérêt et la faculté de trahir la Patrie et de mal juger les citoyens comme l'expérience de tous les siècles l'a toujours démontré ; enfin, elles sont inutiles autant que pernicieuses puisque, en formant dans chaque district de Paris (et de même dans les villes, bourgs et communautés du Royaume) un rôle de tous les citoyens de districts et en leur laissant à chacun à tour de rôle l'inviolable faculté qui leur appartient de remplacer personnellement, savoir les juges à l'Hôtel-de-ville tous les lundis et jeudis matin et les sur-officiers ou commandants des corps de garde tous les jours, on remplit le devoir social de conserver à chaque associé son droit important aux places dont les fonctions lui assurent la régénération de son titre suprême de citoyen et la conservation de tous ses autres droits à la justice, à la liberté et au bonheur ; on l'affranchit irrévocablement de l'iniquité des lois arbitraires et en

même temps on exclut à jamais tous les dangers des trahisons et des injustices.

Or, libres que nous sommes de nous préserver de nos maux par l'usage et l'emploi si simple et si juste du tour de rôle, quel serait le citoyen assez audacieusement pervers pour insister à jouir de l'effet des dernières nominations électives qui, faites par un petit nombre en l'absence et à l'exclusion du plus grand nombre des citoyens, sont nécessairement nulles et plus vicieuses que celles qui, de tous temps, ont causé nos malheurs publics et particuliers ? Qui de nous donnerait dans le piège en réclamant quelque titre pour cet uniforme dont on voulait faire une pomme de discorde entre les bourgeois, croit-on que nous serons assez dupes pour approuver et solder ces antiques manifestations du pouvoir arbitraire, ces caporaux, ces sergents, ces lieutenants, ces capitaines, ces officiers dont les frais seraient énormes, et l'existence infiniment dangereuse ; enfin, y aurait-il un seul Français dans cette capitale et ce Royaume entier qui ne sente toute l'importance d'exercer personnellement à tour de rôle les fonctions éminentes et salutaires de juge municipal et de commandant de la force armée, puisque c'est l'unique moyen infaillible qu'il ait d'assurer la restauration et la conservation de tous ses droits à la justice, à la liberté et au bonheur ?

Ce développement attaché à la personne du citoyen démontre parfaitement que la loi ne saurait être forcée que par le consentement du peuple, c'est-à-dire du citoyen et que, ni veto, ni sanction, ni pouvoir exécutif ne peuvent s'attribuer à qui que ce soit contre le vœu de la pluralité dans la Nation Française, parce qu'ils sont tous incompatibles avec la liberté qui doit essentiellement couronner la constitution et encore parce que, selon l'arrêté national du 17 juillet 1789, tous les pouvoirs qui existent dans la Nation étant émanés de la Nation, il n'en est aucun qu'on puisse opposer à la Nation. Lesquels pouvoirs ou droits de la Nation sont tous inaliénables, parce que les hommes qui se sont réunis en

Nation n'y ont certainement conféré leurs portions personnelles desdits pouvoirs ou droits qu'à condition d'en assurer la conservation à chacun d'eux et à leurs successeurs. Chaque citoyen né et à naître peut exiger que la Nation le réintègre dans les pouvoirs ou droits qu'il a reçus de la Nature ou qui ont été déposés dans l'Association Française pour qu'il y soit assuré de leur conservation ; conservation qui est très possible et qui, seule, peut rendre les hommes parfaitement heureux comme on le verra par le plan social ci-après annoncé.

DOCUMENT ANNEXE N° 5

FEUILLE TROUVÉE EN APPENDICE A L'OFFRE PATRIOTIQUE

Quelle difficulté voyons-nous à empêcher la guerre ? Donnons aux soldats et à tous les citoyens une armure à l'épreuve du coup de fusil, pour les garantir au moins du côté faisant face à l'ennemi. Le poids de cette armure ne serait pas moins de 30 livres ; bordons la frontière de troupes et d'une artillerie nombreuse, légère et soutenue, de lieu en lieu dans l'intérieur de deux rangs de forteresses couvertes d'une artillerie de place-forte en place-forte ; la dépense est-elle plus à craindre que le massacre des Français ? N'y a-t-il pas d'autres moyens de régler la population, ou doit-il être préféré parce que sa comptabilité permet aux administrateurs d'y pêcher en eau trouble et de sacrifier ceux qu'on pensait vouloir favoriser en les plaçant après avancement sous un feu continu ? Enfin, mettons surtout à prix tous les officiers de la troupe ennemie et condamnons-les d'avance d'être brûlés vifs pendant 15 jours de suite ; on ne pense pas qu'il y ait alors beaucoup d'officiers prêts d'encourir ce supplice affreux. Ne serait-il pas fondé contre des ennemis, beaucoup plus que les lois de mort que nous avons faites contre des associés que nous devons toujours protéger ? A la manière dont on fait serrer les rangs aux

soldats et se tenir à découvert, ne dirait-on pas que les balles ennemies fussent des faisans rôtis dont il fallut empêcher la chute dans la poussière ? Quelle perfide cupidité ou quelle stupide ignorance de la part des administrateurs aristocrates et quelle aveugle duperie du côté du peuple français de concourir à donner au gré de l'aristocratie dans le piège des guerres, des métiers ou des travaux pénibles, des commerces de la domesticité, de la mendicité, des procès, des lois pénales et des nominations électives dont le tyrannique usage maintenu par la conjuration des gouvernements n'entre absolument pour rien dans le régime social où l'Eternel indique de tous temps aux hommes le bonheur parfait et l'exclusion de tous les maux.

Dit-on jamais assez quand on parle à fond pour le salut de la Patrie au gré des bons citoyens ?

DOCUMENT ANNEXE N° 6

LA PROPRIÉTÉ

La propriété est onéreuse aux propriétaires mêmes, parce qu'ils sont personnellement tenus de la cultiver, d'en tirer le plus de produits possible et d'assurer leur conservation, ce qu'ils font toujours si imparfaitement qu'ils semblent s'opposer même à l'abondance naturelle.

Obligés qu'ils sont de surveiller les fruits pendants par crainte, de même que ceux réunis dans leurs granges, tout cela leur devient à la plupart d'une impossibilité palpable dans l'état de leurs procédés ordinaires. Malgré que les non-propriétaires ne soient nullement tenus aux travaux qu'exige la propriété, ce sont pourtant eux qui les font presque tous parce qu'ils ignorent que les propriétaires seraient réduits à abandonner les propriétés lorsqu'ils ne pourraient les cultiver. Les propriétaires auraient donc évidemment intérêt à chercher les moyens de se débarrasser des peines infinies de la culture qui tombent à leur charge ainsi que des soins nécessaires à l'amélioration et à la conservation des produits du sol ; ils seront d'autant plus satisfaits des moyens que j'ai à leur proposer qu'ils ajouteront beaucoup aux jouissances dont ils avaient la libre disposition par la propriété. Ils y trouveront en outre et des produits inépuisables et, qui plus est, l'avantage infini d'une stabilité inébranlable dans leurs jouissances personnelles et dans celles de leurs héritiers, comme aussi une garantie certaine contre tous les dangers de perte ac-

cidentelle, de vols, de contestations, de perfidies, de poison, d'assassinat et de guerre, auxquels ils sont exposés, à peu près comme les non-propriétaires dans toutes les Nations où la propriété est en usage, soit par l'effet d'une ignorance crasse et respectueuse envers La Divinité, soit par des complots imbéciles et perfides dont il est ridicule d'attendre plus de fruits que des vues de la droiture et de la bonne foi sociale.

Ainsi les propriétaires, après l'énumération des moyens que j'ai à leur détailler, diront nécessairement : Nous n'avons plus aucun intérêt à jouir selon les anciens usages plutôt que par ceux proposés aujourd'hui. puisque ceux-ci ajouteront beaucoup aux jouissances que les anciens moyens laissaient à notre disposition.

Au contraire, les classes nombreuses des enfants, des commerçants, des artistes, des ouvriers et des domestiques, par droit de sûreté, à laquelle nous ne saurions nous dispenser de concourir pour notre propre avantage, ont le plus pressant intérêt de désavouer d'anciens usages erronés que restreignaient nos jouissances, excluaient les leurs et réduisaient tous les membres de la Patrie aux fatigues et dangers les plus graves dont nous serons à l'abri par les moyens présentement indiqués, moyens qui sont les seuls conciliables avec les droits de la Nature, avec l'esprit et le but de la Société et avec tous les principes de la saine Raison. Ni le droit, ni la force, ni l'intérêt des propriétaires ou de leurs héritiers n'ont plus aucun obstacle à opposer aux nouveaux moyens proposés à la place de l'ancienne propriété qui n'était que la fatale erreur et une réelle violation des droits d'égalité, d'union, de paix, de surabondance, de liberté et de sûreté, dont les propriétaires eux-mêmes sont obligés d'assurer la conservation aux non-propriétaires. D'autant plus que la Divinité porte le soin de la bienfaisance et de la justice jusqu'à incorporer de nombreuses privations et de terribles et inévitables perspectives de fatigues, d'incertitudes et de danger dans l'usage spoliateur et toujours erroné de cette odieuse propriété qui viole tous les droits natu-

rels et sociaux et encore jusqu'à arracher en faveur des propriétaires à loi naturelle un usufruit qui ne blesse aucun de leurs intérêts et qui s'accorde en tout avec les lois naturelles. Au contraire, il existe un recouvrement certain de toutes les jouissances qui manquaient à la satisfaction complète de leurs désirs et à l'affranchissement entier des innombrables fatigues, incertitudes et dangers dont l'imbécile et perfide propriété ne cessait de les frapper, de même que les non-propriétaires. Sans doute pour leur faire sentir qu'une puissance et une bonté sans bornes n'a pu laisser à la perfidie ni à la spoliation des effets plus heureux qu'à l'exécution des lois naturelles de la bonne foi sociale.

DOCUMENT ANNEXE N° 7

FEUILLE TROUVÉE EN APPENDICE AU « PLAN SOCIAL »

Mais, quand le bonheur de la Nation devrait en être différé, on ne saurait se dispenser d'obéir à la Raison. Cette trace divine montre à la vérité que le Créateur, en ôtant toute tranquillité, toute sûreté à l'opprimeur, permet que les opprimés anéantissent ce monstrueux ennemi de l'espèce humaine ; mais elle prescrit aussi de l'admettre à l'Association, sitôt que son propre intérêt ou sa soumission à l'ordre de la Divinité le feront librement renoncer à l'oppression de ses égaux. Car les opprimés sont autant coupables que les oppresseurs, puisqu'ils ont également adopté, contre la volonté Divine, les principes erronés de partage des propriétés et des successions qui ont, dès lors, iniquement privé la plupart des hommes de leur droit imprescriptible et divin aux éléments et à toutes leurs productions et puisque, jugeant mal, les uns comme les autres, de la bienfaisance et de la justice divine, ils ont unanimement pensé que la terre était, pour l'espèce humaine, comme un immense marais de calamités, dans lequel, nécessairement, il fallait être enfoncé jusqu'au menton ou jusqu'au nez, sauf dans un très petit nombre de places où l'on n'y entrait que jusqu'à la ceinture. Dans cette générale persuasion que

l'homme ne pouvait éviter ce marais, les Grands qui, en y entrant, se sont privés de la partie la plus essentielle du bonheur, ne doivent point strictement passer pour oppresseurs sous prétexte qu'ils y étaient aux places les moins malheureuses, auxquelles l'ignorance attachait l'idée du bonheur ; le Tiers-Etat non plus, quoique malheureux à l'extrême, ne saurait être regardé comme opprimé pour y avoir été enfoncé jusqu'au menton ou jusqu'au nez, parce que l'erreur qui a causé tous les maux leur était entièrement commune, quoique moins onéreuse pour les Grands et le Clergé que pour le Tiers-Etat. Celui-ci, comme le plus nombreux, avait plus d'intérêt et de facilité que les oppresseurs à remarquer la violation faite à la loi divine ; en sorte que les prétendus oppresseurs ne doivent être considérés comme tels ou comme coupables que pour autant qu'ils oseraient sciemment résister à la loi du Créateur pour perpétuer les calamités de leurs égaux. Encore serait-il alors sans nécessité d'employer la force pour ramener ces oppresseurs à leur devoir, parce qu'ils se joindront d'eux-mêmes à la Nation, dès qu'on cessera de rien faire pour leur service et parce que les propriétés du Tiers-Etat suffisent à plus de 50 millions d'hommes, au lieu de 24 millions de Français qu'on en compte. D'ailleurs, les lois usitées, qui autorisent à rembourser suivant l'estimation des experts les propriétés qu'on veut faire servir à l'intérêt public, seraient sans réplique applicable contre le motif du bonheur général ; on en serait quitte pour acheter les propriétés qui conviendraient à l'Association.

DOCUMENT ANNEXE N° 8

PLAN SOCIAL

FASCICULE 1

Le soussigné, ancien Officier Municipal, annonce avec empressement la découverte la plus précieuse à l'espèce humaine ; celle des moyens infaillibles et convaincants pour exclure la guerre, la famine, la disette et tous les maux, vices et calamités qui accablent les Nations et particulièrement la France, au point que le bonheur actuel du Roi, de la Reine, de la famille Royale, des Princes, des Grands et de chacun des membres du Clergé en sera beaucoup augmenté, exempt même de toute instabilité, et que le sort du Tiers-Etat en deviendra parfaitement heureux.

L'Auteur de la Nature, dont les ouvrages démontrent la toute puissance et forcent à l'admiration, aurait évidemment blessé sa justice et sa bienfaisance s'il eût tiré du néant l'espèce humaine pour que les trois quarts des hommes fussent aussi malheureux qu'ils le sont en France. La seule idée d'une telle injustice de la part du Créateur, aurait dû frapper d'étonnement tous nos prédécesseurs Philosophes et autres Savants capables d'une sage et profonde réflexion. Les méditations sur ce point essentiel leur auraient découverts, d'un côté dans la Na-

ture, qui est l'organe de la Divinité, la trace du bonheur parfait pour lequel chaque homme naît avec la faculté d'en jouir toute la vie ; d'un autre côté, dans des principes sortis de la main des hommes, la pernicieuse erreur qui livre depuis si longtemps l'humanité à tous les maux qu'on lui voit souffrir.

Pour donner à ces découvertes toute la conviction qu'on a le droit d'exiger sur des vérités de cette importance, nous allons :

1° relire dans la Nature ce que le Créateur a fait pour l'homme et pour le conduire au bonheur qu'il lui a destiné ;

2° remonter aux principes erronés qui forment la base actuelle des associations nationales et qui, comme l'événement en justifie, ont dû traîner à leur suite tant de calamités répandues sur la terre ;

3° reconnaître enfin dans le plan ci-après donné le genre de conduite et la forme d'Association tracés à l'homme par l'Etre Suprême, ainsi que le bonheur parfait qui s'y trouve attaché pour chaque associé jusqu'au dernier sommeil.

Tout dans la Nature révèle la Volonté positive du Créateur de pourvoir au bonheur de l'espèce humaine et son expression générale, qui est incontestablement divine, doit sûrement prévaloir sur ces lois civiles, criminelles et canoniques qui causent à l'homme des privations et des souffrances et qui, comme on le verra bientôt, ne sont en effet que les fruits de l'erreur et de la crédulité.

La terre et les autres éléments semblent d'abord avoir été donnés en commun à tous les animaux des espèces différentes ; mais ces espèces ont été diversement douées d'une portion plus ou moins forte de moyens individuels, tels que l'intelligence, la dextérité, la force, le courage, etc..., qui donnent à certaines espèces de la supériorité sur d'autres espèces. Les espèces supérieures ont un droit écrit dans la Nature de faire servir à leur bonheur et à leur subsistance même toutes les espèces inférieures. C'est ainsi que l'espèce humaine, douée au plus haut

degré des plus précieux moyens individuels qui soient donnés à toutes les espèces et qui réunit seule les facultés éminentes de la main, de la parole, de la mémoire et de la Raison, se trouve très supérieure à toutes les autres espèces et conséquemment revêtue du droit inhérent à la supériorité de faire servir à sa subsistance et à son bonheur tous et chacun des animaux des autres espèces, de même que toutes les productions de la terre et des autres éléments. En sorte que ces animaux et ces productions, ainsi donnés en commun à l'espèce humaine, n'ont été évidemment créés que pour la subsistance et le bonheur de tous et de chacun des hommes.

On remarque aussi que l'Auteur de la Nature, qui constitue des hommes plus forts et plus adroits les uns que les autres, loin de vouloir donner aux forts et aux adroits de la supériorité sur les moins forts et les moins adroits les assujettit au contraire, forts comme faibles, tous indifféremment les uns envers les autres et chacun par l'intérêt irrésistible de sa propre conservation, à une dépendance absolue et réciproque :

1° En mettant les forts mêmes à la discrétion des faibles réunis en nombre suffisant ;

2° En asservissant l'homme à un sommeil pendant lequel sa vie est journellement dans les mains de quiconque veille à portée de lui ;

3° En faisant dépendre la conservation de l'homme naissant des soins et services dont il a besoin pendant plusieurs années de la part des hommes en force et santé ;

4° En prescrivant aux hommes en force et santé de prendre soin des enfants pour en retirer à la suite les services utiles et agréables à la Société, notamment ceux capables de prolonger l'existence dans les cas de maladie, d'infirmité et du grand âge où, faute de secours, on périrait infailliblement.

Le Créateur, qui a donné en commun aux hommes pour leur subsistance et leur bonheur tous les animaux et toutes les productions des éléments, a donc voulu

encore, pour mieux affermir la communauté, l'égalité et l'union entre tous les individus de l'espèce humaine que chacun fût déterminé et même forcé par le motif impérieux de sa conservation et de son bonheur de mettre en commun ses facultés ou moyens individuels. N'en résulte-t-il pas évidemment que l'homme doit vivre en association et en communauté ? et que, comme les facultés individuelles de l'homme mises en commun forment la colonne et le ressort de l'association désignée par le Créateur et appartiennent en portion égale, ainsi que les animaux et les autres productions des éléments à chacun des associés, elles doivent conséquemment selon les vœux, les droits, et l'intérêt de chaque associé, opérer avec égalité son bonheur et sa conservation, au point que le malheur ou seulement l'incertitude du bonheur d'un seul suffirait pour prouver la violation des lois de l'Association destinée à l'espèce humaine, lois de bienfaisance, de justice et d'égalité qui sont aussi tracées par le Créateur dans toute la Nature et qui, comme on s'en convaincra dans le plan de l'Association, offrent avec égalité à chaque associé la subsistance la plus heureuse, la plus commode, la plus infaillible, toutes les douceurs imaginables dans la vie et toute la sûreté, la stabilité possibles dans les moyens de subsistance et de bonheur. Balancerait-on d'opter pour ce genre d'association en voyant dans toutes les Sociétés Nationales qu'il n'y a pas le trentième des associés qui jouisse d'une vie à peu près commode et heureuse, pas un seul d'entre eux qui n'éprouve de l'incertitude, des inquiétudes et des travers dans ses demi-jouissances, ni pas même de tête couronnée qui n'ait à désirer le sort fixe et heureux de l'Association Naturelle. Tant il est vrai que les formes d'association présentement envisagées sont absolument contraires au bonheur parfait préparé à l'homme par l'Auteur de la Nature, dont la justice et la bonté n'ont pu, en effet, le tirer du néant que pour le rendre heureux.

Les formes des associations existantes, qui privent du bonheur attaché à la vraie loi de la Divinité plus des

sept huitièmes des associés ou nationaux, privent également leur législateurs et leurs Rois d'une très grande partie de ce bonheur et de la certitude entière de conserver ce qu'elles leur en laissent, certitude sans laquelle le bonheur même devient encore une source de plus de réelles inquiétudes. Aussi ces lois, ces formes si généralement adoptées, si souvent même exaltées, toutes vicieuses, toutes barbares, toutes criminelles qu'elles sont, peuvent-elles d'autant moins balancer l'autorité divine de la Nature qu'elles ne sont qu'une suite de l'erreur, de l'irréflexion des hommes qui ont cru de bonne foi inévitables pour l'espèce humaine tant de maux introduits par les vues seules des principes de leurs associations. Elles sont toutes, ce semble, calquées sur la société versatile des autres animaux qui, dans la dépendance où ils sont asservis en faveur de l'homme, ne sauraient être que comme campés et qui, dans l'inquiétude sur leur conservation faute de trouver ni retraite ni subsistance, éprouvent ordinairement cette fureur, cet état de guerre où nous les voyons, tant entre les espèces différentes qu'entre les individus d'une même espèce. En effet, tous les traits de la férocité des brutes, qui n'existe que par moment et pour la propagation et qui n'est qu'une position de pèlerinage, d'incertitude et de guerre sourde se produisant à peu près dans toutes les Associations Nationales. Comme si l'homme, qui est supérieur à tous ici-bas, qui n'a aucun trouble à craindre, aucune difficulté, aucun obstacle qu'il ne puisse surmonter, n'était pas fait pour un tout autre sort que pour celui des animaux. Au surplus quand la société des brutes n'aurait point servi de modèle à l'association des hommes, il n'en serait pas moins évident que partout les principes, les formes, les lois de ces associations réduisent l'homme à un état d'incertitude, de guerre sourde et forcée et que ces principes erronés, non seulement privent l'homme du bonheur qui lui est présenté par la Nature et conséquemment par le Créateur, mais encore entraînent seules toutes les calamités qui désolent les peuples. Il en résulte même, com-

me on le verra plus évidemment par la suite, qu'on ne saurait en vouloir aux chefs et aux gouvernements qui tous ont successivement suivi sans mauvaise volonté la trace de l'erreur où leurs prédécesseurs avaient toujours marché, dans la persuasion qu'il n'y avait pas moyen que l'homme fût plus heureux qu'il ne l'était et qu'on ne pouvait pas le garantir de son état actuel de guerre et d'incertitude, où rien alors ne serait plus conséquent ni plus indispensable que l'emploi victorieux de la ruse, de la persuasion et de la force occulte, ni que les souffrances, la misère et l'abaissement pour la faiblesse, la crédulité et la naïveté, ni enfin que les désirs et les efforts faits par chacun afin d'être le moins malheureux possible ou afin d'accroître de son mieux la somme de ce bonheur imparfait qui n'est même jamais permis qu'avec incertitude de le conserver.

Tout le mal vient de l'erreur des principes qui sont le partage, la propriété, les successions et la subdivision des terres, établis par nos premiers prédécesseurs d'un commun accord et réellement regardés comme nécessaires et même comme un avantage pour chacun d'eux. Ces principes anti-naturels sont le fléau de l'espèce humaine, parce qu'ils causent nécessairement l'inégalité, l'intérêt personnel et la rivalité; ils violent la loi du Créateur, qui prescrit à l'homme une association de paix, d'union, d'égalité et d'un bonheur parfait. Quelque égal que le partage ait pu se faire, il a tacitement donné le signal de la guerre sur l'objet des aliments et des agréments de la vie, et ces objets, qui sont de première nécessité, ont rendu la guerre indispensable.

En effet, le partage le plus égal ne peut manquer de produire l'inégalité par ses résultats toujours inégaux :

1° En ce que l'homme dans l'enfance, la vieillesse, les maladies, les infirmités ne peut tirer parti des terres et court le risque de manquer des forces et services qui lui sont nécessaires ;

2° En ce que le produit des terres a dû varier sui-

vant le plus ou moins de force, de santé et d'intelligence du cultivateur ;

3° En ce que les succès, les revers et les subdivisions des successions ont dû former aussi des résultats ou produits inégaux et successivement introduire entre les nationaux toutes sortes d'inégalités ainsi que des lois et des travaux contraires au bonheur de tous et même vexatoires pour la plupart d'entre eux.

Pour abrégér, bornons-nous à suivre les conséquences de l'inégalité dans trois points principaux : les plus forts, les médiocres et les plus bas produits. Les plus forts ont fait les riches, les médiocres ont donné l'honnête nécessaire et les plus bas produits ont fait les pauvres ; mais la population a réduit, par la subdivision des successions, les riches à un très petit nombre, les médiocres à la pauvreté et les petits à l'extrême indigence.

La réflexion et l'instruction ont dû, en général, être dans la proportion des produits ou de l'aisance ; il en résulte que les riches qui, seuls, avaient le temps de méditer et de se reposer, ont été chargés des soins de l'Association et qu'ils ont même pu se faire un mérite de leur désintéressement, en prenant d'abord ces soins sans rétribution. Quand les riches ont senti la nécessité de trouver pour l'indigence un nouveau moyen de vie, comme ils n'ont jugé ni de leur devoir ni de leur intérêt de se priver des fruits de leurs précédents travaux et succès, ils ont pu proposer de créer une monnaie et de la partager afin que l'indigent s'en servît à acheter ce qui lui manquait. Cette monnaie, avec le temps, a sûrement encore tourné à l'avantage des riches. On aura aussi proposé une loi et des formes qui ont autorisé à céder la propriété des terrains pour un prix d'argent avec lequel l'indigent put satisfaire à l'urgence de ses besoins par l'achat des denrées qui lui sont nécessaires ; ils auront aussi proposé un prix de journée pour qui voudrait les servir ou travailler leurs terres, et ces différentes propositions n'ont pu qu'être bien accueillies par la classe nombreuse et ignorante des pauvres et indigents qui,

sans apercevoir l'introduction de leur servitude et de leur avilissement, se croyaient trop heureux de trouver dans ces innovations des moyens actuels de pourvoir à leur subsistance. Ces nouvelles lois ont également dû ramener, tôt ou tard, les terres avec l'argent au pouvoir des riches; pour lors ils se seront ennuyés d'être affligés journellement de tant d'indigents et journaliers à faire vivre. Ils auront pu proposer des concessions en contre-partie des charges honorifiques et serviles, et toujours l'ignorance et le besoin de vivre auront reçu la proposition comme un bienfait; de là, les titres et les distinctions des principaux riches ainsi que l'humiliation servile des indigents; de là, par succession de temps, l'ordre de la Noblesse séparée et dominant le peuple, pauvre, ignorant, serf et crédule. De là, la hauteur et le dédain des Nobles et en même temps le malheur avec ses accessoires pour l'indigent. De là, enfin, ce dédale de lois civiles et criminelles et, à leur appui, ces lois de persuasion prétendues divines, mais réelles filles du monstrueux clergé qui les a fabriquées :

1° pour affermir les usurpations de tous genres faites sur le peuple ignorant, crédule et méprisé, mais toujours redouté et respectable par le nombre ;

2° pour faire admettre les levées d'impôts et toutes les vexations établies ou à établir ;

3° pour se placer modestement à la tête lui-même des deux ordres et de l'Etat ;

4° enfin, pour filouter les biens immenses dont il jouit, et tout cela sans autre moyen secret qu'une sorte de magie ridicule, soutenue de quelques citations controuvées et sur l'épouvantail de l'Enfer et du Purgatoire et sur une promesse d'indemnité dans le Ciel de tous les maux éprouvés sur la Terre.

Mais, comme on l'a déjà remarqué, toutes ces fraudes, toutes ces fourberies, toutes ces subtilités, tous ces malheurs publics et particuliers ne peuvent être attribués qu'à l'erreur funeste des principes de l'Association et à l'état de guerre qui est une suite nécessaire de ces mons-

trueux principes. On ne saurait même se dissimuler que le Gouvernement, les Grands et le Clergé ont diminué le mal autant qu'ils ont trouvé possible sans se préjudicier. La preuve en est dans cette loi de persuasion qui dit aux riches que tout ce qu'ils ont au-delà du nécessaire appartient à l'indigent et qu'ils sont obligés de le lui porter dans son réduit. Cette loi si précieuse, qui indemnisait un peu le pauvre peuple, la voilà totalement tombée en désuétude et il ne reste plus à l'indigent aucune certitude d'être soulagé dans sa misère.

Ainsi, quels qu'aient été les événements, on doit sentir que l'état de guerre qui paraissait inévitable justifie toutes les entreprises possibles des uns sur les autres. Le Gouvernement, la Noblesse, le Clergé, riches rusés, pénétrants, clairvoyants, puissants même parce qu'ils se réunissent à leur gré sous un prétexte louable, ont pu, comme ils l'ont fait, mettre à leur discrétion le peuple indigent, crédule et, quoique prépondérant par le nombre, toujours faible parce qu'il est désuni. Aussi les riches adroits se font-ils approprier tous les avantages attachés à leur association et n'ont-ils laissé aux pauvres crédules que les peines, les fatigues, les fureurs, les veilles, le froid, le chaud, la faim, la soif, les inquiétudes, les haillons, la misère, le désespoir, la servitude, le mépris, la honte, la bassesse, les crimes, les remords, les chaînes, les cachots, les tortures, l'infâmie, en un mot, que l'extrême malheur pour partage et le tombeau pour ressource ; encore ne faut-il pas en être étonné, tout cela est dans l'ordre de la guerre. De leur côté, les vainqueurs, toujours inquiets parce que leurs succès n'étaient fondés que sur le mensonge et la crédulité, n'ont jamais su trouver une position tranquille et stable ; ils n'ignoraient pas que le peuple eût le pouvoir et le droit irrésistible de les mettre à ses genoux et qu'il s'empresserait de les punir ou d'user de ce pouvoir sitôt qu'il en aurait connaissance.

En effet, si le Tiers-Etat se fût généralement aperçu de son pouvoir et de son droit, verrions-nous encore le

Journalier, l'Ouvrier, l'Artisan, l'Artiste, le Laboureur céder presque tous les fruits de leurs fatigues, de leur labeur et de leurs veilles à ces prétendus propriétaires, dont les titres factices portent un caractère vorace, foudroyant pour l'espèce humaine et injurieux à la Nature, cette loi divine qui n'exprime que la volonté du Créateur et qui donne à chacun des hommes, pour en jouir en commun, et toute la Terre et tous les animaux et toutes les autres productions des éléments et jusqu'aux services quelconques dont chaque homme est capable ? Verrions-nous encore ces domestiques si nombreux qui, de nuit et de jour, préparent tous les aliments, toutes les commodités de la vie, se contentent du peu, de l'insuffisance même, que des maîtres dédaigneux veulent bien leur laisser comme par grâce au fort de leur service, mais toujours avec la perspective hideuse de passer leurs maladies, leur vieillesse et leurs derniers jours dans ces hospices publics qui font frémir et détourner la vue ? Verrions-nous encore le soldat borné dans son service aux aliments, vêtements et logements de stricte nécessité et réduit, après sa retraite, à l'incertitude de son existence, exposer nuit et jour dans toutes les saisons ses membres, sa vie, sa santé, pour garantir aux grands et aux riches des jouissances de somptuosité qu'ils lui permettent à peine d'envisager, malgré qu'il ait reçu de la Nature le droit incontestable et imprescriptible d'user de tout en commun ? Enfin, verrions-nous encore l'exécution de ces lois versatiles, qui ne sont que les volontés des deux ordres filous, déchirer sans cesse le Tiers-Etat ; celui-ci, cent fois plus nombreux que les deux autres, subir ces lois, applaudir même aux chaînes, aux cachots et aux tortures qui, rachetables par l'or, ne sont à craindre que pour lui seul et n'ont d'autre but, d'autre effet, que d'affermir les usurpateurs.

Il est donc bien démontré que tous les maux, toutes les calamités dérivent de l'ignorance des peuples et de l'erreur des principes des Associations existantes. Voyons à présent, dans la forme de l'Association Naturelle et

dans l'immensité du bonheur qui en résulte, combien grande est la privation que l'ancienne erreur du sort des Riches, des Grands, du Clergé, des Rois même et de leurs Ministres dont le genre de bonheur si vivement envié n'est que fort en dessous de celui d'un membre de l'Association Naturelle. Cette forme d'association, jusqu'ici méconnue, prouverait, s'il en était besoin, par son évidence, que tous les Dieux factices dont on berne les Nations ne sont qu'un leurre, puisque aucun de ces Dieux annoncés si puissants, si bienfaisants, n'a su montrer à l'homme la trace que l'Etre Suprême lui marque de toutes parts pour le conduire à un bonheur parfait et aussi durable que son existence. Cette trace, c'est l'égalité. Elle est présente dans toute la Nature. Nous avons, en effet, reconnu d'abord que les éléments, les brutes et toutes les autres productions des éléments sont donnés en commun à l'espèce humaine. Nous avons ensuite remarqué que chacun des hommes a été assujetti par l'intérêt de son bonheur et de sa conservation à mettre en commun ses facultés individuelles. C'est-à-dire que non seulement les propriétaires, mais encore l'égoïste, qui ne confie pas dans la Société toutes ses facultés individuelles, est félon à la loi Divine, l'ennemi de l'espèce humaine et qu'elle doit le traiter comme tel. En faut-il davantage pour convaincre l'homme que son bonheur dépend absolument de vivre en Association sans propriété, sans partage entre les associés ni quant aux animaux, ni quant aux éléments ou à leurs productions, ni quant aux facultés individuelles. Voilà l'ordre du Créateur et les moyens d'un bonheur parfait, égal et stable pour chaque associé pendant toute sa vie et jusqu'à son dernier sommeil. A coup sûr, il ne restera pas le moindre doute, quand on aura vu ci-après le plan de conduite à suivre par les associés pour assurer leur bonheur et pour exclure les calamités, les fatigues, les maladies, jusqu'aux moindres inquiétudes et jusqu'à la douleur même attachée au décès inévitable des pères, des mères, des époux, des enfants les plus chéris.

FASCICULE II

La France passe pour avoir 20 millions d'habitants. Elle a plus de 9 degrés de longitude et plus de 7 de latitude, conséquemment plus de 220 lieues de longueur sur 180 de largeur. C'est-à-dire au moins 39.600 lieues carrées et 505 habitants par chaque lieue.

L'Association Naturelle réunira parfaitement tous les avantages dont elle est susceptible en élevant une habitation par chaque carré de terrain de 2.000 toises. Dans le principe, c'est assez de 1.050 habitants par chaque habitation, malgré qu'à la suite il puisse y en avoir 3 à 4 mille et jusqu'à 6 mille dans les sols favorables. Ceci à supposer seulement 40.000 habitations quoiqu'il doive y en avoir davantage en France. Ces 1.050 habitants formeraient déjà 42 millions de personnes au lieu de 20 qu'on en compte aujourd'hui et sa population pourrait aisément monter à la suite à plus de 160 millions.

Chaque terrain carré de 2.000 toises sera séparé d'un autre sur toutes les faces par une voie publique et commode de 24 pieds et s'encadrera par des pieds de chênes plantés au cordeau à 10 pouces l'un de l'autre pour former clôture, par une porte principale au milieu de chaque face et par quelques barrières intermédiaires.

Pour garantir des aquilons dangereux, il y aura sur toute la face du Nord et sur 500 toises en retour du côté d'Orient et d'Occident et sur une profondeur de 100 toises, une bordure composée d'abord de 40.000 pieds de chênes et autres bois de chauffage, de menuiserie ou de construction, espacés de 10 pieds l'un de l'autre et de suite de 40.000 pieds de noyers, espacés de 2 toises d'un pied à l'autre.

En suite de cette bordure, il y aura sur 200 toises de profondeur et sur toute la largeur de la face du Nord, 90.000 pieds de châtaigniers, espacés de 2 toises.

Il y aura encore 114 carreaux de 100 toises chacun, tant en longueur qu'en largeur, marqués par des points

simples sur le plan, et qui seront plantés de plus de 70.000 pieds de châtaigniers, déduction faite du cadre en chênes planté. Ces châtaigniers seront espacés chacun de 4 toises et auront intermédiairement 70.000 pieds d'arbres fruitiers qui réduiront l'espace à 2 toises.

Il y aura en outre 375.000 pieds d'arbres fruitiers de toutes espèces, qui seront plantés en 150 carreaux de 100 toises carrées, chaque espèce réunie ensemble dans l'exposition la plus convenable à sa nature.

Tout le terrain où sont plantés ces arbres, qui consiste en 346 carreaux de 100 toises de long et de 100 toises de large ou de 10.000 toises carrées chacun et faisant ensemble 3.460.000 toises carrées sera destiné savoir :

1° 10.000 toises carrées à des pièces d'eau de 2 pieds 1/2 ou 3 pieds sur plus de 4 de profondeur, pour tenir chaque espèce de poisson à part et tout le terrain abreuvé convenablement.

2° 1.500.000 toises carrées aux pommes de terre qui, à deux boisseaux par toise, en donneront annuellement 3 millions de boisseaux.

3° et les autres 1.950.000 toises seront pour les pâturages des bêtes à cornes et à laine, et des autres animaux domestiques.

Tout le sol de ces plantations d'arbres sera par la suite divisé en cantons de 300 toises sur 50 toises, formés par des pieds d'arbres joints et ébranchés et par des barrières. Les cantons tiendront séparées toutes les espèces de brutes qui sont à craindre ; d'autres, afin de les apprivoiser et d'en jouir plus facilement ; les autres serviront à empêcher que les animaux ne gâtent les pâturages en les parcourant de tous côtés en même temps.

Le terrain de 600 toises sur 700 toises resté libre au milieu de l'encadrement sera pour la bâtisse de l'habitation qui sera vers le centre et pour toutes les dépendances d'utilité et d'agrément.

Il y aura des étables pour 1.200 bêtes à cornes de 8 pieds sur 5 de place, pour lesquelles il faudra 50 toises sur 30.

Plus 10 mille places de 3 pieds sur 3 pieds dans des bergeries de moutons qui devront avoir 50 toises sur 60.

On se laissera des facilités d'étendre les étables et les bergeries à mesure que la population augmentera.

Ce sera assez de 400 tant qu'il n'y aura que 1.000 personnes dans l'habitation.

20 enfants, aux ordres de 4 personnes du service de quinzaine, traîtront, depuis 9 ans à 16 ans à tour de rôle, les vaches 2 et 3 fois par jour.

Ils conduiront enfin les bêtes à laine et à cornes dans leurs cantonnements.

Le volailler des poules aura 12 toises sur 10 pour contenir 6.000 poules.

Le volailler des dindons sera de 24 toises sur 12 pour contenir 4 à 5.000 dindons.

Celui des oyes aura 12 sur 10 toises, ainsi que celui des canards et contiendra 4 à 5.000 volailles.

Celui des perdrix sera de 6 toises sur 10 et contiendra 5.000 perdrix.

Et pour les autres espèces, l'étendue du volailler sera proportionnée au nombre de volailles qu'on voudra y tenir chaque année.

Ce sera 12 enfants de 9 à 16 ans qui prépareront et donneront chaque jour à manger à toutes les volailles et autres animaux sous l'inspection nécessaire et convenable.

On aura soin d'avoir les volaillers près de l'habitation et très rapprochés les uns des autres et même à portée des étables et bergeries pour la facilité de leur donner à manger.

Il y aura un très grand potager et un vaste parterre qui régnera sur trois faces de l'habitation.

Pour la facilité de la communication la plus prompte à toutes les extrémités du terrain encadré, on plantera l'habitation vers le milieu en observant, afin qu'elle soit salubre et bien aérée, d'en élever le sol de 2 pieds au-dessus du niveau général et de l'exhausser dès la dis-

tance de 40 toises de la bâtisse pour former une pente insensible.

L'habitation aura 84 toises sur toutes faces. Elle portera sur des piliers et sur des berceaux des caves de la meilleure fondation, voûtées avec la plus grande solidité.

Le *rez-de-chaussée* sera pour des pressoirs, des ateliers de gros ouvrage, pour deux très grandes cuisines, les garde-manger, les fruitiers, la boucherie, le réfectoire, pour des magasins de bois de chauffage (ceux de menuiserie et de construction seront sous des hangars séparés) et de tous autres matériaux, meubles et effets de provision ou de relais, ainsi que pour deux grands réservoirs, l'un d'eau sale, l'autre de matière fécale, disposés de manière que l'un soit nettoyé par l'autre et que les matières soient entraînées par l'eau dans des rigoles qui aboutissent au loin dans les terres.

Il y aura aussi un vaste puits qui sera abreuvé par des tuyaux attenants aux pièces d'eau les plus voisines.

Les deux vastes cuisines, placées de préférence vers le milieu de l'habitation, contiendront chacune, outre les tables et ustensiles nécessaires, deux grands fours à cuire les châtaignes, les pommes de terre et des viandes avec deux grands poêles d'une forme nouvelle tant pour rôtir que pour servir de fourneaux de cuisine. Ces poêles supporteront deux grandes marmites prolongées jusqu'à moitié du premier étage pour y distribuer de l'eau chaude par des conduites et robinets : ces tuyaux traverseront et chaufferont en hiver toutes les pièces qu'on voudra dans tous les étages, et les vapeurs, tant des eaux des chaudières que des fourneaux et viandes rôties seront aussi conduites par d'autres tuyaux qui donneront aussi de la chaleur. Mais en été tous ces tuyaux seront dirigés droit en dehors.

Les réfectoires auront autant de plans doubles qu'il y aura de lits doubles dans les dortoirs et seront numérotés de même. Tous les ustensiles nécessaires pour les repas seront réunis dans chaque place double et on y aura chaque jour moitié de la place double portant le numéro

du lit où l'on aura couché la veille. En général, on ne servira au réfectoire qu'un repas par jour vers les deux heures de l'après-midi, sauf dans les trois fêtes annuelles où l'on servira deux repas de la plus grande somptuosité. Les repas ordinaires consisteront en châtaignes et en pommes de terre cuites au four pour servir de pain, en une livre de viande et une volaille, des œufs, une friture de poissons, des fruits dans leur état naturel ou secs et confits, une bouteille de pinte et même deux avec un verre de liqueur ; chaque service sera pour deux personnes. Outre ce repas, on trouvera toujours dans le garde-manger des viandes cuites, des châtaignes et pommes de terre avec de la boisson courante que l'on relèvera suivant son goût d'une saveur quelconque en y mêlant quelques gouttes des liqueurs préparées à cet effet. On sera également libre de faire chacun pour soi, hors le repas, quelques mets de fantaisie et les provisions seront toujours en conséquence plus que suffisantes avec la précaution toutefois d'avoir soin qu'il n'y ait rien de perdu mal à propos.

Le *premier étage* sera :

1° pour l'infirmerie, où il y aura 4 à 500 lits de 3 pieds avec les fauteuils, chaises, tables et autres ustensiles nécessaires.

Les lits de l'infirmerie ne s'élèveront pas par des poulies ; ils seront posés et fixés comme ceux des dortoirs (?) Jusqu'à ce que la population soit fort augmentée, il y aura assez de 200 lits.

Son service journalier sera fait suivant le nombre des malades de 2, 4 ou 8 personnes d'un service de quinzaine, ayant à leurs ordres 6 ou 12 enfants de 12 à 16 ans et 6 ou 12 enfants de 9 à 12 ans. Les malades et tous ceux qui y seront de service mangeront à l'infirmerie.

2° pour les salles du coucher, du manger et de la récréation des enfants ; la salle des enfants à la mamelle aura 100 berceaux qui auront chacun deux nichées de front pour y coucher deux enfants séparément et leur donner le plaisir de se voir sous le même berceau, leurs

paillasses seront en peau, dans un nouveau genre qui en faciliteront la propreté.

On les enveloppera de peaux douces et laineuses, de manière qu'ils auront toujours très chaud en toutes saisons ; la salle des enfants de 18 mois à 5 ans sera aussi de 200 lits et servira en même temps de salle à manger. Il faudra lui donner assez d'étendue pour qu'on ne dérange point les lits et qu'il reste libre au moins moitié de la salle pour les repas et les récréations. Les salles des enfants de 5 à 9, de 9 à 12 et de 12 à 16 ans seront également de 200 lits chacune et serviront de salle à manger et de récréation, au moyen de ce que les lits se lèveront par des poulies et contrepoids. Les lits des enfants seront tous d'un lit de plumes, d'un matelas, traversin en plumes, draps et couvertures tels qu'on le décrira à l'article des dortoirs. Tous les vêtements des enfants en-dessous de cinq ans seront en commun dans des armoires et consisteront en un bonnet de peau, une paire de bas de peau, des souliers et des chaussons fourrés, avec une chemisette de peau et une blouse plus ou moins fourrée ; les enfants au-dessus de 5 ans auront dans leur salle à manger chacun une case d'armoire sous leur numéro d'enregistrement où ils mettront tous leurs vêtements qui seront décrits à l'article général des vêtements.

Le service des enfants à la mamelle se fera par deux personnes du service de quinzaine, par 8 enfants de 5 à 9 ans, par 4 enfants de 9 à 12 ans et par 2 enfants de 12 à 16 ans.

Le service des enfants de 18 mois à 5 ans se fera par une personne du service de quinzaine, par 8 enfants de 7 à 12 ans et par 2 enfants de 12 à 16 ans.

Le service des enfants de 5 à 12 ans se fera par 2 personnes du service de quinzaine, par 2 enfants de 12 à 16 ans et par les enfants de ces 2 salles.

Le service des enfants de 12 à 16 ans se fera par six d'entre eux, aux ordres d'une personne du service de quinzaine. Les enfants, ainsi que ceux qui les serviront, mangeront dans les salles où ils devront être. Les enfants

mangeront 4 fois par jour et iront 4 fois à la récréation, mais avant d'y aller, ils plumeront chaque fois une volaille depuis 5 ans jusqu'à 16 ans.

Ils feront une fois par semaine le lavage des effets servant de linge.

3° Pour des salles d'éducation des enfants des quatre différents âges, qui, ainsi que celles des couchers, porteront une tapisserie en cuir où seront peintes toutes les leçons les plus instructives sur tout ce qui intéresse l'association et sur la culture des arts d'utilité et d'agrément. La salle de 18 mois à 5 ans indiquera par exemple la lecture, le calcul et les noms mis à côté des choses représentées en petit de tout ce qui existe dans une habitation. La salle de 5 à 9 ans indiquera les principes de l'écriture, du dessin, de la peinture, de la danse et de la musique; celle de 9 à 12 ans, les mathématiques, les mécaniques, l'architecture, la sculpture, l'éloquence; celle de 12 à 16, la forme et les principes de l'association, rapprochés des erreurs des différentes associations antérieures, la chimie, l'astronomie, etc... Les plus âgés feront faire aux plus jeunes enfants une répétition journalière des leçons de leurs tableaux et il y aura chaque semaine une composition d'émulation pour les objets qui s'exécutent par le dessin, la sculpture et l'écriture, et une répétition de musique, de danse, de déclamation, de gestes.

4° Pour deux salles de bains, de 25 cuvettes à deux places par salle.

5° Pour une grande salle de lavage à quatre rangs de tables en pente, avec un cylindre par 12 pieds de table pour faire sortir l'eau de tout ce qu'on lavera.

6° Pour des magasins de vêtements, armures et autres effets précieux, de provision ou de relais (les poudres et salpêtres seront sous des hangars très clos et entourés des cantonnements des brutes les plus féroces).

7° Et enfin, pour quatre grands cabinets de commodité ayant chacun 50 places.

Le second étage sera pour les dortoirs qui contiendront 1.908 lits à deux places commodes, avec les accessoires et

meubles nécessaires, tels que chaises, tables, verres, pots à l'eau, cuvettes de nuit et de jour. Ils contiendront aussi une case d'armoire fixe et séparée pour chacun des hommes et des femmes du dortoir, que l'on marquera de son numéro d'enregistrement et où l'on serrera tous ses vêtements et armures, même l'armure de fer et la pertuisane qu'on doit avoir.

Les lits seront tous pareils, de 5 pieds 1/2 sur 6 pieds, en fond sanglé, le bois remplacé par du fer et la sangle par des peaux de bœuf, ils auront des pieds de la hauteur de 15 pouces et seront recouverts par des peaux par dessous et sur les côtés, afin que ces peaux servent de plafond quand les lits seront tous, comme ils doivent l'être, élevés avec des poulies, cordages et contrepoids, pour la plus grande propreté pendant le jour.

Les matelas seront également en laine couverts, au lieu de toiles, par des peaux de veau passées à un doux apprêt, les lits de plumes couverts en peaux de mouton lissées et douces ainsi que les traversins et oreillers ; les couvertures seront en peau de mouton laineuse et en plumes mises dans un carreau de peaux de mouton du plus doux apprêt.

Les draps et oreillers seront faits de semblables peaux.

Chaque lit aura deux maletas en laine et deux en plumes, un traversin, deux oreillers, trois couvertures, dont une en plumes, quatre paires de draps et de taies d'oreillers.

Le lavage des draps, oreillers, couvertures et de tous les vêtements en peau se fera avec de l'eau tiède et des brosses sur des tables en pente dans la salle à ce destinée.

Il y aura chaque mois un service de 50 enfants de 7 à 16 ans pour faire ce lavage sous inspection convenable.

Le *troisième étage* sera :

1° pour les différentes salles de tous les ateliers des arts qui ne peuvent fatiguer les bâtiments. Chaque atelier sera décoré d'une sorte de tableau indicatif des principes de son art et des moyens de le perfectionner.

Lesquels tableaux auront rapport et résumeront un traité détaillé qu'il y aura sur chaque art particulier.

2° Pour une bibliothèque, une salle de Conseil des délibérations et une imprimerie où se renouvelleront au nombre nécessaire toutes les anciennes productions rares et dignes d'être conservées, de même que toutes les innovations qui devront toujours être envoyées à chacune des autres habitations quand le Conseil l'aura ordonné.

3° Pour des salles de jeu et de récréation où l'on réunira par gradation tous les amusements et toutes les curiosités qu'on pourra imaginer.

4° Enfin, pour un immense réservoir en plomb pour l'eau de la pluie, de la grêle et de la neige et encore un autre réservoir qui ne recevra que de l'eau pure et clarifiée au tamis en sortant du premier réservoir ; des conduites et robinets communiqueront l'eau pure et clarifiée dans toute l'habitation et l'eau non clarifiée dans la cuve d'eau sale destinée à laver la cuve des matières fécales.

L'habitation sera couronnée d'une plate-forme entièrement couverte en plomb, en y observant une pente insensible qui détermine l'écoulement des eaux du ciel dans le réservoir à ce destiné ; une balustrade de fer bordera et décorera sur 4 faces, au milieu de chacune desquelles il y aura un grand écusson formé par des immortelles portant trois fleurs de lys et au-dessous le numéro et le blason distinctif de l'habitation. En été, la balustrade sera généralement ornée d'un cordon de fleurs mises dans des caisses peintes. Il y aura aussi sur la plate-forme une cloche suspendue et couverte dont le battant répondra à une corde descendant jusqu'au rez-de-chaussée pour faire des tintements vifs ou lents à volonté, selon ce que l'on voudra annoncer aux habitations voisines. On pourra aussi y avoir trois ou quatre pièces de canon qui pourront servir dans les fêtes solennelles à élever des feux d'artifices d'un nouveau genre et on y élèvera de même momentanément une salle de spectacle.

On pourra ajouter à l'habitation tout ce qu'on trouvera

propre à augmenter sa solidité ainsi que les jouissances et commodités de la vie.

Les vêtements seront tous uniformes, la chemise sera un long gilet sans boutons en peau de mouton préparée à l'apprêt des gants de femme. Ce gilet descendra dans une culotte à matelot en peau de mouton d'un apprêt moelleux ; dessus ce gilet et cette culotte ou caleçon, on mettra une veste et une autre longue culotte en peau plus ou moins fourrée suivant la saison et, en troisième lieu, on aura une sorte de juste sur tout le corps. Ce juste sera fait en cuir fort et moelleux et en deux parties séparées. La partie inférieure sera une sorte de culotte descendant jusque dans le soulier et joignant la cuisse et la jambe au moyen d'un lacet sur le côté extérieur. La partie supérieure sera comme un gilet dont les manches descendront sur le poignet et joignant à l'avant-bras par un lacet et dont la taille, également jointe au corps par un lacet, sera terminée par une espèce de jupe ou falbalas d'un pied de haut pour cacher la jonction du gilet à la culotte.

Chacun aura deux de ces justes ou cuirasses en cuir fort et moelleux, plus un autre de même cuir, double et hérissé de grosses pointes pour aborder sans crainte les animaux féroces et encore une quatrième juste ou plutôt cuirasse de même cuir, entièrement couverte de lames de fer à l'épreuve des coups de fusil, de la lance et du sabre et sans gêne pour la flexion des articulations.

Chacun aura aussi quatre casques : deux en cuir, un armé de pointes et le quatrième en lames de fer à l'épreuve de la balle, du sabre et de la pertuisane. Chacun aura également une pertuisane portant une double arme à feu dans le manche, et aussi une chaussure couverte de lames de fer, une autre couverte de pointes de fer et deux autres en cuir simple. Les semelles de ces chaussures, quoique de cuir, seront faites de manière qu'il ne faudra pas même ces quatre chaussures pour la vie de l'homme.

Toutes ces armures et cuirasses différentes seront or-

nées de peintures uniformes et d'un écusson au-dessous de la poitrine formé par des immortelles portant au haut de l'écu les armes de France, de suite le blason de l'habitation et au-dessous le numéro et la date de naissance de la personne qui porte la cuirasse. De sorte que la femme ne sera distinguée de l'homme que par la forme de sa cuirasse arrondie vers la gorge et par une touffe uniforme de plumes sur le casque qui, comme la chaussure, sera toujours orné de peintures et auquel on ajoutera tel ornement qu'on voudra pourvu qu'il soit commode, facile et le même pour chacun.

Chaque personne des dortoirs sera, un jour par trimestre, 6 heures de service pour la construction et la réparation des cuirasses, vêtements et autres effets.

Chaque personne de dortoir aura au moins six chemisettes ou gilets sans boutons et six caleçons, six vestes et six culottes longues plus ou moins fourrées.

Les enfants de 5 ans à 12 auront tous trois chemises et caleçons et trois vestes et culottes plus ou moins fourrées, deux armures de cuir avec écusson, deux casques et deux chaussures de cuir ornées de peintures.

Les enfants de 12 à 16 ans auront de plus l'armure de pointes de fer et le casque pareil ornés de peintures et d'écussons. Les vêtements des enfants au-dessous de cinq ans sont indiqués à l'article de leurs salles à coucher.

Il y aura généralement des lampes fixes dans toute l'habitation, des lampes portatives à pompe avec la moelle de sureau pour marcher. Le service en est plus qu'assuré par les 40.000 pieds de bois de noyer dont l'huile servira tant à cet objet qu'aux fritures et à l'épeaussage des veaux.

Le chauffage est plus assuré encore par 40.000 pieds de bois de chêne, par les cantonnements et pieds d'arbres, par 600.000 pieds et autres arbres fruitiers qui doivent garnir les dépendances d'une habitation. On emploiera des poêles partout où il en faudra et les ébranchements seuls y suffiront et même à toutes les cuissons généralement quelconques; de sorte que les troncs d'ar-

bres resteront pour la charpente et pour les planches dont on aura besoin.

A l'égard de la nourriture, elle est également assurée à l'homme sans culture. Il n'a qu'à opter et la récolter pour en avoir toujours de provision et qu'à la préparer pour la manger suivant son goût.

On ne saurait se dissimuler que le bonheur de l'homme exige la suppression de toutes les peines et fatigues et cultures qui ne sont pas absolument indispensables et, par conséquent, la suppression de toutes les manufactures si multipliées et si pénibles qui peuvent se suppléer sans aucune fatigue par les peaux qui équivalent à un tissu très serré, très doux, très solide et très susceptible de la propreté et des décorations de la peinture, et sont à tous égards préférables aux toiles et autres étoffes quelconques qui sont bien moins chaudes, bien moins douces, bien moins solides, qui demandent des peines à l'infini et qui occupent en pure perte du sol qui n'est destiné qu'à l'utilité réelle de l'espèce humaine.

Tous les animaux lui appartiennent. Il peut, avec son armure de fer, dormir sans crainte au milieu de l'espèce la plus féroce et, par son industrie, réunir chaque espèce dans un canton fermé par des clôtures et barrières insurmontables pour les y tenir séparées.

Cette séparation des espèces, qui est dans le plan de la Nature pour leur donner la paix et une existence tranquille favorisant la multiplication, fournira tant que l'on voudra à nos aliments pourvu que l'on proportionne l'étendue des cantonnements de chaque espèce au nombre d'animaux nécessaires aux aliments de l'habitation. Il faut donc cantonner tous les animaux, poissons, volailles et autres. C'est le moyen de les apprivoiser et de les conduire à son but.

Chaque cantonnement d'une espèce qui n'aura pas d'autre retraite doit contenir un abri où elles puissent se mettre à couvert pendant la nuit, des grandes chaleurs, du froid et du mauvais temps, et un abreuvoir par le

moyen des pièces d'eau qui doivent être prolongées le long des cantonnements.

On cantonnera les oiseaux mêmes, par des volières de trois ou quatre toises, maillées assez étroitement pour que de forts oiseaux ne puissent y apporter du trouble en y entrant. Ce sera plutôt un objet d'agrément que de ressource, quoiqu'il ne soit pas absolument sans ressource. Il n'y a pas jusqu'aux loups qu'il ne faille cantonner et faire vivre avec des entrailles et la viande du cheval, de l'âne, du chien et autres animaux, qui sans cela infecteraient l'air ou qu'il faudrait avoir la peine d'enterrer.

Les cantonnements des vaches et des moutons doivent être très multipliés et très étendus parce que ce sont ces animaux qui servent le plus à la nourriture et aux vêtements de l'homme. Ces cantonnements donneront la facilité de ne propager que l'élite des espèces.

Les 10.000 toises carrées de pièces d'eau produiront au moins 300 livres de poissons par jour ou 109.800 livres par année.

Il y aura toujours une provision pour huit jours dans des viviers qui seront abreuvés dans l'habitation par les réservoirs du troisième étage.

On ne servira du poisson que tous les deux jours. Il sera pêché et préparé par les 24 personnes du service de quinzaine.

Ces mêmes personnes tiendront en hiver avec soin au moins 20 moutons dans la boucherie prêts à être employés dans la cuisine, un bœuf et trois veaux tous les deux et trois jours, 4 à 500 pièces de volaille plumées, du beurre pour huit jours, de la crème pour deux ou trois jours et trois bouteilles de boisson par jour pour chaque personne.

La provision des œufs sera en général pour huit jours, à deux par personne et à proportion pour les trois mois d'hiver.

Les 1.950.000 toises carrées d'herbages et prairies nourriront 60.000 moutons et plus de 40.000 vaches, au lieu

des 10.000 moutons et des 4 à 500 bêtes à corne, qui suffisent en commençant et qui donneront ensemble plus d'une livre de viande par personne et plus de lait, beurre et crème qu'on n'en peut consommer. Encore que ces deux espèces seules suffiraient à la nourriture de l'habitation quand il y aura plus de 4.000 personnes.

Que si, par l'expérience, l'on remarquait ne devoir manger ni bœufs, ni vaches, mais seulement les veaux et les moutons pour plus grande facilité, alors l'on ne conserverait que le nombre fixe des taureaux et vaches nécessaires à la fourniture des veaux, lait, crème et beurre dont nous paraissions avoir besoin.

Au lieu d'assommer les bœufs et les vaches, la sûreté de l'homme et l'humanité indiquent de les suspendre par une bascule et des cordages qui les assujettissent sans les blesser pour qu'ils périssent par l'ouverture des veines sans douleur.

La suffocation par le charbon dans une petite pièce bien close serait encore moins douloureuse et plus facile pour toutes les espèces. Si les viandes n'en étaient pas altérées, c'est un essai à faire.

Les autres animaux, gibiers, également cantonnés, donneront bien encore une demi-livre de viande par personne.

Les poules, dindons, canards, oies et autres donneront encore plus de deux livres et le double par personne et par jour.

Les pommes de terre, sans les châtaignes, suffiront à nourrir plus de 6.000 personnes ainsi que les volailles, de sorte que l'habitation peut être, dès la première année, nourrie de pommes de terre et de volailles jusqu'à ce que les châtaigniers soient en plein rapport et alors l'on ne mangera plus que des marrons au lieu des pommes de terre qui resteront pour les animaux et comme un mets extraordinaire pour les hommes.

Ainsi les pommes de terre et les châtaigniers qui permettent le pâturage sur leur sol, qui peuvent être multipliés autant qu'on le voudra, qui ne craignent ni grêle,

ni mauvais temps et qui ne demandent pas de culture, remplacent évidemment, avec toutes sortes d'avantages, les blés si pénibles à cultiver, sujets à tant d'accidents, à tant de fatigantes préparations et d'ailleurs si insuffisants que la moitié de la France se nourrit avec d'autres graines très inférieures.

Il est à observer que ce sera assez de 400 vaches en commençant par mille personnes, attendu qu'on n'aura besoin que de leur lait, crème et beurre, au moyen des moutons et des volailles qui fourniront de la viande autant et plus qu'il n'en faut et qui exigent moins de soins que les vaches.

Les 445.000 pieds d'arbres fruitiers de toutes espèces donneront abondamment tous les fruits crus et cuits nécessaires à l'habitation et des boissons délicieuses et nourrissantes. Car combien ne trouverait-on pas de nouvelles liqueurs et de nouvelles saveurs pour les aliments et les boissons par les différents mélanges des jus de pommes, poires, cerises, raisins, coings, citrons, oranges, prunes, pêches, figues, mûres, fraises, framboises etc...

Il y aura donc le lait maternel pour le jour et celui des vaches pour la nuit pendant un ou deux mois ; après quoi, si l'expérience démontre que les mères ne puissent continuer de nourrir sans se fatiguer essentiellement, on continuera le lait de vache jusqu'à 18 mois. On emploiera ensuite les châtaignes, les pommes de terre, les œufs, la viande, le lait et les boissons douces jusqu'à 12 ans. De 12 ans à 16, on aura de plus de la volaille rôtie et, enfin, de 16 jusqu'au dernier sommeil, tous les gibiers, poissons, jardinages et autres aliments, ainsi que toutes les boissons et liqueurs qui seront d'un usage sain et commode.

C'est ainsi que l'Association Naturelle réunit avec certitude, et surtout après les premiers soins d'établissement et de distribution, sans fatigue ni culture, les logements et les vêtements les plus commodes, les plus sains, les aliments et boissons les plus abondantes, les plus délicieuses, ainsi que la lumière et le chauffage.

Il reste à développer comment les associés peuvent en user entièrement en commun, selon la divine et bienfaisante loi de la Nature pour que le bonheur de chacun d'eux soit stable et parfait.

FASCICULE III.

L'ordre exige dans chaque habitation deux registres. Un pour inscrire les naissances des mâles ainsi que celles des femelles et le second pour les décès des deux sexes.

Le registre des naissances sera à double colonne :

La gauche pour les Hommes,

La droite pour les Femmes.

Sur la colonne de gauche, on inscrira les hommes destinés à l'habitation, chacun dans l'ordre de la date de naissance, laquelle date y sera relatée ; chaque enregistrement d'un homme sera timbré d'un numéro progressif. Le premier enregistrement sera timbré du numéro 1, le second du numéro 2, et ainsi de suite. Chaque homme, au moment de son enregistrement, sera marqué avec du noir indélébile vers le milieu de ses arrières-bras, des armes de France, du blason distinctif de l'habitation, de la date de sa naissance et du numéro de son enregistrement, afin qu'il n'y ait jamais de difficulté à reconnaître celui qui pourrait mourir sans vêtements ou nier son âge, son numéro, ou son habitation.

Il en sera de même pour les femelles. Ce registre servira de suite à inscrire, date par date, les enfants qui naîtront dans l'habitation sans jamais faire mention de la mère d'aucun d'eux.

L'inscription des enfants au jour de la naissance ne portera que le sexe avec la date de la naissance qui sera à l'instant marquée avec du noir indélébile à l'arrière-bras droit de l'enfant.

Chaque enfant, au premier jour de la cinquième année, sera numéroté sur le registre en marge de son enregistrement de naissance et on le marquera alors aux deux arrières-bras tant des armes de France et de l'écuson distinctif que de sa date de naissance et de son nu-

méro d'enregistrement, de sorte que les numéros ne seront point apposés aux enregistrements des enfants décédés avant 5 ans ou envoyés dans d'autres habitations suivant les lois de la répartition de la population, ou des échanges à faire pour égaler le plus possible, dans chaque habitation, le nombre des mâles à celui des femelles.

Cet émargement pourra, sans inconvénients, se différer jusqu'à 10 ou 12 ans, si l'on veut, pourvu que ce retard soit généralement observé dans toutes les habitations.

Le numéro d'enregistrement et la date de naissance établiront partout le droit de préséance ou de déférence qui, dans plusieurs cas, peut être établi par l'ancienneté.

Le second registre servira à inscrire, date par date, le numéro et l'âge de chaque associé décédé au moment qu'on le transférera pour l'inhumer dans une dépendance de l'habitation. La date de chaque décès sera établie en même temps à la marge de l'enregistrement de la naissance du défunt.

Celui et celle qui approcheront le plus de l'âge de 70 ans, auquel on sera exempt de tout autre service, tiendront, pendant l'année et jusqu'à ce qu'ils aient des successeurs de 70 ans, ces deux registres et feront, tous les deux mois, un relevé des numéros de tous les associés existant dans l'habitation et des enfants au-dessous de 5 ans, afin de suivre avec certitude les lois de la population et des échanges, et d'en envoyer l'état chaque trimestre à la Cour Nationale.

Dans le principe, on fixera la population d'une habitation à 350 hommes et 350 femmes de dortoir, y compris les vieillards et à 350 enfants des deux sexes, savoir : 140 depuis la mamelle jusqu'à 5 ans, et 210 de 5 à 16 ans.

Après 14 ans révolus, chaque enfant entrera aux dortoirs par rang d'ancienneté et son entrée se fera suivant la date inscrite sur le registre de naissance et relatée à jour sur le registre des naissances.

Comme la population pourra se porter à la suite à 4.000 personnes au moins par habitation, les augmentations

progressives qui devront être ordonnées, seront délibérées par les deux sexes après l'âge de 36 ans, mais la délibération ne vaudra et ne sera inscrite, comme elle doit l'être sur le registre des naissances, qu'autant qu'elle sera d'une voix unanime des délibérants ainsi que dans toutes les délibérations sur la population et les échanges.

Les dortoirs doivent contenir 477 chambres où tiendront commodément 4 lits à 2 places, c'est-à-dire en tout 1.908 lits à 2 places. Comme il n'y aura d'abord dans l'habitation que 350 hommes et 350 femmes de dortoirs, on n'établira dans le principe qu'un lit à 2 places dans chacune des 477 chambres, jusqu'à ce que la population soit à plus de 900 personnes de dortoir, car, dès qu'il y aura 450 hommes et 450 femmes, il faudra mettre un second lit à deux places dans chaque chambre.

On numérotera d'abord chaque chambre depuis le n° 1 jusqu'au n° 477 sans interruption. Quand il y aura deux lits dans chaque chambre, ou trois, ou quatre, les lits seront numérotés 1, 2, 3 et 4.

Pour la première nuit, chaque homme et chaque femme enregistrés et reconnus en bonne santé, coucheront dans une des deux places du lit de la chambre qui portera leur numéro d'enregistrement, et les malsains, s'il y en a, coucheront à l'infirmerie jusqu'à leur guérison parfaite ; la deuxième nuit, chaque femme restera dans le même lit, et chaque homme couchera dans le lit de la chambre portant une unité de plus à son numéro que le lit où il a couché la veille ; la troisième nuit, chaque homme reste dans le même lit et chaque femme rétrograde d'un numéro ; la quatrième nuit, chaque femme reste dans le même lit, et chaque homme avance encore d'un numéro ; la cinquième nuit, les hommes restent au même lit et les femmes rétrogradent d'un numéro. Cette marche alternative et opposée continuera toujours de même, en sorte que chacun dormira deux nuits de suite dans le même lit, mais chaque nuit avec une personne différente. On pourrait, sans inconvénients, faire passer deux ou trois nuits à chaque homme et à chaque femme.

On laissera vacantes les chambres dont les numéros dépasseront le nombre de 350 qui sera le nombre d'abord fixé d'*hommes* et de *femmes* pour une habitation ; et, dans le cas par exemple où les hommes se trouveraient vingt à coucher au-delà du nombre des femmes, dont quelques-unes pourraient être de service ou d'hospitalité, à l'infirmierie ou à la salle de nourriture, ces vingt hommes désignés par la marche ci-dessus coucheront seuls dans une chambre ; il en sera de même des femmes quand leur nombre excédera celui des hommes.

Celui et celle qui tiendront les registres auront aussi une espèce de cadran de très large diamètre où seront placés par ordre, comme sur un cercle, les 477 numéros des chambres des dortoirs. Chaque chambre sera suivie au-dessous des numéros 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e des lits qui seront à la suite au nombre de quatre par chaque chambre. Trois cercles feront à plat le même effet.

Immédiatement au-dessus et au-dessous de ce cercle, il y en aura deux autres : un pour les femmes, l'autre pour les hommes qui, chacun, porteront dans le même espace d'un numéro de chaque chambre, le numéro d'enregistrement de chaque homme et de chaque femme pour, en avançant de deux jours le cercle des hommes et en reculant aussi de deux jours l'un alternativement le cercle des femmes, marquer précisément la chambre et le lit où chaque homme et chaque femme devront coucher.

L'hospitalité aura lieu entre toutes les habitations de l'Association et autorisera jusqu'à six associés d'une même habitation à passer à la fois huit jours et, en cas d'incommodité, jusqu'au rétablissement, dans chaque habitation où ils se présenteront avec une permission des anciens de chaque habitation. Cette permission ne pourra se refuser parce qu'elle n'est introduite que pour ne laisser dans l'habitation aucune inquiétude sur ceux qui seront absents. On sera reçu à l'infirmierie de chaque habitation quand on n'aura pas de certificat de santé énoncé dans la permission ; mais avec ce certificat, on

sera admis à la mutation de lit comme si, selon l'ordre de la date de sa naissance, on eût passé la nuit précédente dans le lit suivant le plus immédiatement le dernier de ceux occupés dans le dortoir.

Le sixième des hommes et femmes des dortoirs pourra s'absenter chaque année pendant 3 mois pour aller voir la Cour et les habitations éloignées, en observant que ce sixième soit composé à tour de rôle d'un tiers de personnes de 16 à 40 ans, d'un tiers de 40 à 60 ans et d'un tiers de personnes au-dessus de 60 ans.

Le travail relatif aux absents sera fait par celui ou celle qui tiendront les registres.

Cette forme pour le dortoir, assurant et augmentant les jouissances de tous, sans s'opposer aux autres unions de prédilection, caprice ou fantaisie pendant le jour, exclut l'intérêt personnel, la propriété et les successions, la jalousie des inégalités, remplit la loi d'égalité et de communauté si généralement prescrite par le vœu même des deux sexes et qui leur vient nécessairement du Créateur. Elle affermit toutes les précautions à prendre pour le bon ordre ; elle unit tous les associés par l'intimité la plus étroite ; elle lie au même degré, par l'hospitalité et les échanges, chaque habitation à toutes les autres et compose l'association entière de Pères et Mères, de Frères et Sœurs, d'Enfants et d'Epoux. Il en résulte même que la vive douleur attachée aujourd'hui à la perte de tels parents s'évanouira désormais à la vue de la conservation de tant d'autres parents aussi proches et de tant de semblables jouissances.

Vingt-quatre personnes, 12 hommes et 12 femmes, suffiront par quinzaine pour faire à leur tour, selon leur numéro d'enregistrement, tous les services de l'habitation, concernant les étables, la boucherie, les cuisines, le réfectoire, l'infirmerie, les salles d'enfants, le lavage et les inhumations. Mais ce service ne sera jamais qu'une simple occupation sans fatigue, ni danger, au moyen des enfants de 9 à 16 ans qu'on fera servir à tour dans leur

salle et à l'infirmierie, aux lavages, aux étables et qui, naturellement portés aux exercices les plus actifs, feront encore par forme de récréation presque toute la récolte en fruits et pommes de terre, toujours à l'aide des animaux domestiques, pour tout ce qui exigerait de la force et pourrait fatiguer. Ce service ne se fera au plus que tous les 15 mois et moitié beaucoup plus tard quand la population sera portée à 4.000 personnes par habitation.

A l'égard du service extraordinaire pour les récoltes, les préparations de peaux, les cantonnements d'animaux, les fabrications de vêtements et de lits, de meubles et ustensiles de cuisine et d'étables, et les approvisionnements de bois de chauffage et de menuiserie et de charpente, il n'y aura plus après la formation complète de l'habitation qu'une demi-heure par jour d'occupation pour chaque associé, au point que les arts d'agrément et d'instruction deviendront nécessaires pour varier les douceurs de la vie, et, qu'ainsi cultivés par les deux sexes dans toutes les habitations, ils seront avant 30 ans portés à un tout autre degré de perfection que celui où nous les voyons à présent.

Jusqu'à ce que les Nations voisines et même éloignées aient embrassé à notre exemple l'Association Naturelle qui les réunira infailliblement, ou plutôt jusqu'à ce que l'Association Française soit entièrement montée et formée, car alors tel en sera l'effet certain que les autres puissances s'empresseront de l'adopter, ou que leurs sujets accourront en France pour être reçus dans l'Association, qui sera très intéressée de les admettre afin d'accélérer le complément de sa population qu'on portera facilement à 150.000.000, la prudence veut que la France ait, sur ses frontières, des forteresses espacées de six lieues l'une de l'autre, avec une redoute à trois lieues de chacune des forteresses, afin d'empêcher les entreprises auxquelles les puissances rivales pourraient se porter, malgré qu'il leur fût infiniment préférable de suivre sur

leur sol la trace du bonheur attaché à notre Association Naturelle. En conséquence, chacune des habitations fournira chaque année cinq hommes et cinq femmes, pris à tour dans l'âge de 18 à 59 ans qui, avec leurs vêtements, leurs armures de fer et leurs **pertuisanes**, seront conduits aux forteresses où ils devront servir, et en seront ramenés, après leur année de service, à leur habitation, par des voitures et chevaux que l'on renverra toujours d'une habitation à l'autre. Comme il y aura en France plus de 40.000 habitations, puisque chaque habitation ne contiendra que 2.000 toises et qu'il y aura sûrement plus de 39.600 lieues carrées, ce sera au moins 4.000 hommes ou soldats pour une forteresse et une redoute, à supposer 100 forteresses et 100 redoutes sur les frontières.

Il y aurait 1.500 hommes par forteresse et 2.500 par redoute, afin qu'on prolongeât beaucoup les redoutes.

On fera tous les ans, pour le 1^{er} mai, un rôle dans chaque forteresse et redoute où seront inscrits par ordre de date de naissance tous les soldats des deux sexes qui seront attachés au service de la place et qui devront y être rendus le 1^{er} mai fixe ; ce rôle sera pris sur le relevé que chaque habitation adressera pour lors à chaque forteresse et redoute à laquelle l'habitation ressortira. Le premier inscrit, qui sera le plus âgé, sera le commandant général de la place, mais il n'en sera pas pour cela exempt du service de simple soldat, qui sera fait par tous, sans nulle exception à tour de rôle. Le second inscrit sur le rôle sera commandant général pendant que le premier inscrit fera son service de simple soldat. Il sera possible aussi que le commandement général passe à tour de rôle jusqu'à 40 ans et non au-dessous.

Le plus âgé de ceux qui feront le service journalier sera le lieutenant général de la place et, en cas de détachement, le plus âgé de la division ou du détachement sera sous-lieutenant. Ces grades nécessaires seront toujours occupés de droit par les Anciens et ne pourront jamais vaquer parce que, quand plusieurs soldats seront par l'âge dans le cas parfaitement égal du commande-

ment, ce sera celui dont le numéro de la naissance sera le plus faible qui devra commander.

Il est à observer qu'en trois heures, toutes les habitations pourront être averties d'une attaque faite, du numéro de la frontière attaquée qui aurait besoin de secours et du nombre de soldats que chaque habitation devrait y envoyer. Pour cet effet, la cloche suspendue au-dessus de chaque habitation sonnera l'alarme par plus de vingt coups du tintement le plus vif et le plus rapide, ensuite, après une pose d'un quart de minute, elle déterminera la demande du secours par des coups de tintement très détaché, connus pour demander chacun quatre hommes et quatre femmes de chaque habitation. La fin de la demande s'annoncera par un tintement de huit coups très rapides et, de suite après une légère pause d'autres coups de tintement lent, connus pour valoir une dizaine par coup, dont la fin sera marquée par un tintement vif de quatre coups et qui seront suivis d'autres coups un peu moins lents valant une unité par coup, feront à l'oreille l'effet de deux chiffres à l'œil pour indiquer le numéro d'une des cents forteresses vers laquelle il faudra marcher.

Dans de telles alarmes, chaque habitation tiendra prêtes huit voitures à 10 places, tout attelées et à deux chevaux, pour accélérer d'une habitation à l'autre la marche des soldats qui arriveront sans fatigue et à temps et qui, après le calme rétabli, reviendront par le même moyen.

Au moyen de l'armure de fer, le service ne sera plus dangereux ni pour l'homme, ni pour la femme ; il ne sera plus fatigant : 1° parce que les allers et retours se feront en voitures ; 2° parce que les exercices si réitérés dans les troupes actuelles entreront surabondamment dans l'éducation des enfants pour la défense dans l'intérieur et seront supprimés dans les forteresses comme inutiles à des soldats sous l'armure de fer ; 3° parce que les gardes seront faites par heure, sur des sièges commodes, à l'abri du chaud et du froid et par un homme et une

femme dans le même poste. Il ne sera plus, dans aucun grade, sujet au dédain ni à l'injustice parce qu'il sera généralement fait le même par tous les membres de la Nation, encore le tour n'en arrivera-t-il jamais deux fois dans la vie, parce qu'on en sera dispensé dès la soixantième année commencée, quand bien même il ne serait jamais supprimé.

Ce service, à la précaution près de ne permettre aucune absence, conservera comme il est bien juste, aux défenseurs de la Patrie tous les agréments de la Société, du repos et des bons aliments ; les aliments y seront, en effet, plus abondants qu'ailleurs, attendu que chaque lieue autour des forteresses et redoutes n'aura que 100 personnes et point d'enfants à nourrir.

Ce service continuuel de 400.000 soldats sous l'armure, soutenus des fortifications nécessaires et d'une grosse et nombreuse artillerie sur les frontières, telle que l'ennemi ne puisse en faire marcher d'aussi forte, appuyés même au besoin du secours très promptement de plusieurs millions de combattants rendus à la frontière, ne pourra manquer d'assurer la tranquillité de l'Association et d'ôter même aux puissances rivales toute idée d'une attaque avantageuse, d'autant mieux qu'elles auraient à chaque pas à combattre et la plus nombreuse population et la plus forte constitution individuelle et nationale, et les ressources infinies qu'un peuple lumineux sait trouver sur le sol natal et tous les mouvements héroïques du vrai Patriotisme qui, venant de goûter la douceur de l'Association Nationale, aurait pour principe que la mort n'est qu'un sommeil inévitable à l'homme, et qu'elle est infiniment moins pénible que les malheurs de la servitude.

En mémoire et en reconnaissance du bienfait de Louis XVI et de son Auguste Compagne, immortels fondateurs des heureuses lois de l'Association Nationale Française, un terrain carré de 8.000 toises sur chaque face, sera consacré à la magnificence du Trône des Roi et Reine des Français, aux palais de la Famille Royale, aux

hôtels des Grands Officiers et Officiers de la Couronne, et à toutes les dépendances convenables.

Cette Cour Nationale réunira dans tous les genres ce que les Arts, portés à la perfection, pourront jamais produire de plus éclatant, de plus merveilleux et de plus propre à l'illustration et aux plus exquises jouissances.

L'on y conservera la mode française tant qu'il plaira au Roi et à la Reine, pour les vêtements et les aliments ainsi que pour les cultures et manufactures qui y ont rapport, mais il y a lieu de croire que le costume général de l'Association sera préféré comme le plus commode, le plus salubre et le plus susceptible d'exprimer la perfection, et même de conserver la fraîcheur des grâces les plus séduisantes du Sexe et d'accompagner la couronne de tout l'éclat de l'or, des pierreries et de tous les autres ornements.

Les puissants motifs de l'union et de la stabilité semblent assurer que leurs Majestés, satisfaites d'accepter une triple couronne pour chacune d'elles, et une double pour Mgr le Dauphin, comme une marque particulière de leur concours illustre et glorieux à l'Association Nationale, fixeront leur Cour :

1° A 50 Princes et 50 Princesses de leur choix, qualifiés Souverains, qui seront admis avec leurs Majestés à une table commune, et à la mutation des chambres à deux lits du dortoir du Palais Souverain ; à l'une des quelles chambres seule seront fixement attachées deux couronnes nationales que porteront chaque jour chaque Prince et Princesse qui auront à leur tour passé la nuit précédente dans cette chambre ;

2° A 50 autres Princes et Princesses qui auront aussi une table particulière pour eux ainsi qu'un dortoir où ils jouiront également de la mutation des lits ;

3° A 100 Grands Officiers et à 100 Grandes Officières de la Couronne qui auront de même en commun un réfectoire et un dortoir où la mutation des lits sera pareillement établie ;

4° Et, enfin, à 300 enfants, 150 mâles et 150 femelles,

au nombre desquels seront admis de préférence les enfants des Princesses de l'une et l'autre classe et concurremment les enfants des Grandes Officières jusqu'au nombre fixé de 300, passé lequel, les enfants des Grandes Officières seront envoyés à une habitation quelconque au moment de leur naissance ; lesquels 300 enfants des deux sexes rempliront à leur tour et selon l'ordre de leur naissance les places vacantes par décès parmi les Princes et Princesses ou parmi les Officiers et Officières.

Le service de la Cour pourra être fixé à 16 députés pour la personne du Roi et à 16 députées pour celle de la Reine, à 12 députés pour Mgr le Dauphin et à 12 pour Mme Première, à 10 députés pour le Prince et autant pour la Princesse couronnée ; à 6 députés pour chacun des 50 Princes et Princesses souverains, à 4 députés pour chacun des 50 autres Princes et Princesses ; à 3 députés pour chacun des Grands Officiers et Officières et à 2 députés pour chacun des 300 enfants.

Plus de 100 personnes pour les cuisines de la table Souveraine et 100 autres personnes pour les soins à prendre du Palais Souverain et autant pour la table et pour le Palais des autres Princes et Princesses.

Plus de 120 personnes pour la table des Officiers et Officières et 100 pour les soins de leurs Hôtels.

Enfin 100 personnes pour la table des 300 enfants et autant pour soigner leur hôtel.

Il y aura de plus 2.000 personnes pour la culture, 1.500 personnes pour la construction, l'entretien et les réparations, 1.500 personnes pour les manufactures et 1.200 personnes pour les arts.

Chaque habitation, de deux années l'une, députera une personne âgée de 20 à 50 ans, afin que chaque député sache et puisse faire à son tour tous les genres de service et en changer suivant l'exigence des cas. Cette députation sera au moins de 10.000 hommes et 10.000 femmes qui feront par huitaine ou quinzaine et pendant une année tout le service journalier ci-devant énoncé, avec celui

des 20.000 députés pour lequel il y aura aussi 6.000 personnes par jour.

Mais comme tous ces différents services n'occuperont pas même 10.000 députés à la fois, les 10 autres mille vacants, qui tous seront artistes, déclamateurs et grands musiciens, donneront à 200 personnes par jour, et sans se fatiguer, un concert continu et grand spectacle, matin et soir, au Palais Souverain.

Il y aura un rôle pour les députés comme pour les militaires.

La Cour, de son côté, dégagée de tout autre soin que celui de députer, en cas d'attaque aux frontières, un, deux ou trois, s'il convient, Princes et Princesses Souveraines pour y commander en Chef et de recevoir par trimestre l'état des habitants de chaque habitation, de paraître avec éclat aux yeux des étrangers et d'affilier les peuples qui se présenteront, tranquille désormais sur sa stabilité, sur celle de la Nation et sur l'exécution infaillible de ses heureuses et invariables lois, n'aura plus qu'à jouir avec dignité de sa magnificence et des délices dont les Français ne cesseront jamais de lui présenter l'hommage ; et l'état même de la Cour remboursera le prix des métaux et pierreries qui en feront l'ornement au moyen d'une rétribution de deux, trois ou six livres qu'on pourra exiger aux frontières de tout étranger qui voudra visiter les Palais Souverains, à charge de le conduire, le nourrir et le ramener sans autre paiement. On percevra aussi, des étrangers qui viendront s'affilier aux habitations, une semblable somme pour acheter des métaux et autres objets dont la préparation serait difficile, pénible ou dangereuse, mais ces perceptions ne pourront causer aucun désordre dans l'intérieur, dès qu'aucun associé ne pourra en user à son profit particulier et que tout ce qui existera quelque part que ce soit dans l'Association sera appartenant à tous et à chacun en commun.

FASCICULE IV

Si quelqu'un osait encore proposer la comparaison des anciennes Associations avec celle qui vient d'être relevée sur le titre divin de la Nature, il n'aurait donc pas vu ces millions de familles qui ont chacune des intérêts opposés et des vues continuelles de s'élever les unes au-dessus des autres par des moyens ou permis, ou odieux, ou infâmes, et dont chaque membre ne cesse de combattre ses proches par des voies et des motifs entre ses familles différentes, tandis que tous les membres de l'Association Naturelle, quand il y en aurait des milliards, ne sont qu'une seule famille et n'ont qu'un seul intérêt, un seul désir, un seul but : celui d'un bonheur égal, stable et parfait pour chacun des associés, au lieu que ces familles innombrables guerroient sans cesse, non seulement sur l'objet des aliments, des vêtements, du logement qui, étant de première nécessité, rendent la guerre inévitable, mais encore sur des qualifications, des titres, des honneurs ou ridicules, ou inutiles, ou contraires à leur tranquillité. Il n'aurait donc pas vu que cette guerre générale où la fraude, la subtilité, la persuasion, la perfidie, la cruauté, l'assassinat, le poison sont trop souvent les armes victorieuses, a donné :

1° à un très petit nombre de familles, les qualifications de marquer les titres pompeux à l'œil de la crédulité, mais qui ne valent que par le gage qu'on y attache et qui ne sont pour ces familles qu'un sujet de jalousie, de rivalités, d'inquiétude et de maux réels. Tandis que l'Association Naturelle rejette tous ces embarras, toutes ces misères-là comme inutiles et contraires au bonheur et dérision même au flambeau de la philosophie.

2° à ces familles distinguées et à quelques autres nécessaires à l'appui des premières, la presque totalité des places utiles et honorables, et tous les vêtements, logements et aliments disponibles, mais toujours sous la condition onéreuse qu'elles seront chargées de l'administra-

tion de leurs grandes propriétés, qu'elles seront soumises à nombre d'autres privations, gênes et servitudes, qu'elles seront sans cesse inquiètes sur la conservation de leurs biens, de leurs privilèges et de leur vie même et sur le maintien de l'erreur qui fait le titre unique de ces abusives possessions; tandis que l'Association offre et conserve à chaque associé la jouissance de tout, position stable, vêtements sains et commodes, aliments délicieux et abondants, sans la moindre peine présente, sans nulle inquiétude sur l'avenir et en même temps toutes les jouissances voluptueuses qui ne sont permises ni dans le haut Clergé, ni parmi les Grands, ni aux Nobles ou fermiers riches, les seuls pourtant que l'on cite comme favorisés de l'ancienne Association.

3° aux trois quarts du Clergé et de la Noblesse, dont l'ensemble n'est pas la centième partie de la France, un sort extrêmement gêné, tout à la fois humiliant et jaloux, si proches qu'ils sont des ostentations et des grandes fortunes avec des entraves qui les en éloignent, en les empêchant de se livrer à des opérations fructueuses, qui leur interdisent en tout ou en partie les plus délicieuses jouissances de la Nature et leur prescrivent même de l'éloignement et du dédain pour les alliances et les fréquentations du Tiers-Etat, dont il n'y a cependant pas un seul membre que l'Etre suprême ne déclare leur égal et qu'Il ne leur enjoigne de secourir eux-mêmes pour le rendre le plus heureux qu'ils pourront, sous peine d'être les ennemis de l'Espèce humaine à laquelle le Créateur donne l'exemple de punir de tels oppresseurs monstrueux en ce qu'Il les prive de la tranquillité et de la sûreté de leur existence pour tout le temps de l'oppression ; tandis que l'Association Naturelle invoque les améliorations de tous les genres et la culture de tous les arts, sans admettre ni privation, ni jeûne, ni jalousie, ni humilité, ni macération ;

4° aux Officiers de justice et aux bourgeois commodes, une subsistance qui paraît assez tranquille, mais qui est toujours grevée des soins pénibles de l'étude, d'une in-

finité de démarches forcées et de très vives inquiétudes sur la conservation et l'agrandissement de leurs domaines, que les successions morcellent sans cesse, soit sur leurs prérogatives, soit sur le dogme qui exclut la tranquillité du corps et de l'esprit, soit enfin sur le mépris et le dédain qu'ils éprouvent de la part du Haut-Clergé et de la Noblesse, auxquelles la vanité et l'arrogance tiennent lieu de raison à la faveur de la crédulité ; tandis que l'Association Naturelle, où il n'y a ni perte, ni augmentation, ni subdivision, ni dol, ni grandeur, ni vanité, présente sans distinction à chaque associé toutes les douceurs de l'union et de l'égalité dans un bonheur parfait ;

5° aux commerçants, une subsistance difficile et pénible pour laquelle ils sont comme forcés, tantôt de saisir les occasions de tromper et de falsifier, tantôt de s'exposer par mer et par terre et de jour et de nuit au froid, au chaud et aux dangers des routes, tantôt de supporter les hauteurs, les rebuts, les injures et les autres entreprises de tous ceux qui pourraient nuire ; tandis que l'Association Naturelle leur offre un état parfaitement heureux sans fatigue ni peine, sans veilles ni dangers, sans humiliations ni chagrins et toujours sans incertitude ni pour le présent, ni pour l'avenir ;

6° et, enfin, beaucoup moins que le nécessaire à la classe la plus nombreuse, la plus essentielle et par conséquent la plus respectable : celle des Artistes, des Cultivateurs, des Artisans, des Ouvriers, des Journaliers, des Domestiques et des généreux Défenseurs de la Patrie qui forment les $\frac{2}{3}$ de la Nation, et fournissent abondamment à l'autre tiers, nourriture, vêtement, logement, lumière, chauffage, fantaisies, agréments, soins et sûreté. En effet, ces artistes, artisans et ouvriers reçoivent continuellement la loi de ceux à qui profitent leurs veilles, leurs talents et leurs fatigues et se croiraient trop heureux, ainsi que ces cultivateurs nourriciers de la France, s'ils étaient certains d'avoir toujours du pain, un lit et un vêtement, mais du pain qui ferait soulever le cœur à ces monstrueux et inutiles Grands, mais un lit et un

vêtement qui mettraient à la torture et en dérision ces bourgeois connus commodes, également inutiles à la Nation ; ces journaliers sans nombre, encore plus misérables qui, sans cesse et souvent en vain, volent au devant du travail, de la fatigue, du froid, du chaud, des sueurs, des humiliations et de toutes les volontés, hélas, n'ont-ils jamais que momentanément le nécessaire ? A la moindre maladie de leur femme, de leurs enfants ou d'eux-mêmes, au moindre accident, à la première interruption de travail, ne restent-ils pas à nu, sur la paille, plongés dans cet état de mendicité que l'on repousse et qu'on note aujourd'hui d'infâmie avec la même cruauté qui les cause et les perpétue ? Ces domestiques, dépositaires fidèles des trésors et de la vie de leurs maîtres, nuit et jour uniquement occupés à donner tous les agréments de la vie, uniquement pour se perpétuer dans leur esclavage, ont-ils d'autre espoir que les privations, la gêne, la misère et les hospices publics dans les maladies, les infirmités et le grand âge ? Non plus que ces valeureux guerriers, à toute minute sur pied et prêts à sacrifier à la Patrie leur sang, leurs membres et la santé, toujours sans intérêt pour eux ni pour les leurs, malgré l'exemple continuellement opposé de la Noblesse, si fière de ses services qui, nonobstant ces grandes facultés, ne marche jamais sans la certitude de traitements, de récompenses pour la Nation — ruineuses ? Tandis que, dans l'Association Naturelle, la Divinité embrasse paternellement chacune de ces malheureuses victimes de l'erreur et de la crédulité et avertit chaque associé qu'il n'a que des égaux et qu'en conférant dans la société tous ses labeurs, tous ses soins, toute sa volonté et toute sa personne, il assure jusqu'à l'extinction naturelle de son individu, le bien de la conservation de la Paix et de l'Union, de toutes les jouissances et du bonheur, et pousse la perfection des arts en mettant l'évidence partout à la place de notre technique, et, par conséquence, l'exclusion totale de la guerre, de toutes les humiliations, peines, fatigues et maux ou maladies qui en sont la suite.

D'après cela, peut-on rester attachés aux funestes principes de l'Association précédente ? Peut-on ne pas s'empres- ser d'abjurer des erreurs qui sont une source inépuisable de toutes les calamités ? Comment balancerait-on de s'affilier à une famille privilégiée, dont tous les membres, tous les descendants seront à jamais heureux, exempts mêmes des plus légères inquiétudes et leurs jours de paix, de repos, d'union, de voluptés, de jouissances saines et délicieuses qui, loin d'être troublées par des craintes chimériques et profanes, les assurent au contraire que la puissance et la bonté du Créateur sont nécessairement infinies et ne peuvent leur destiner qu'un avenir encore plus favorable et plus heureux ; ces jours ne forment-ils pas le contraste le plus opposé :

1° avec la situation actuelle du Tiers-Etat, dont les deux tiers semblent nés pour ne traîner qu'une vie incertaine, languissante et douloureuse à travers l'indigence, le mépris, l'avilissement, le froid, le chaud, la faim, la soif, les veilles, les fatigues, les sueurs, les périls, les maladies, les douleurs, les plaies, les voleurs, la servitude, le désespoir, les crimes, les fers, les tortures, l'ignominie et la misère extrêmes, et l'autre tiers pour ne vivre que comme à la dérobée et à force d'humilités, de bassesses, de cabales et jalousies, de haine, de dureté, de courses, d'inquiétudes, de vénalité, de filouteries, de dépravations, de fraudes, de mauvaise foi, de brigandages et autres accessoires de la finance et du commerce.

2° avec le sort des Nobles et du Clergé, victimes eux-mêmes presque généralement, tantôt de ces lois de l'homme ou de la vaine gloire qui menacent sans cesse leur vie, leur santé et qui les astreignent à rester dans le besoin plutôt que de s'en tirer par une occupation fructueuse, tantôt de ces espèces d'oracles divins qui, contre la loi du Créateur, leur défendent les douceurs de la société féminine et les ressources du commerce et de l'industrie, tantôt de cette émulation, de cette concurrence ambitieuse pour les grades, places et faveurs utiles et honorables qui les exposent continuellement à tous les

dangereux effets des brigues, des délations et du mensonge.

3° Et, enfin, avec l'état même des Rois et des ministres, assujettis qu'ils sont diversement à l'instabilité de leur sort, à la contrainte journalière de leurs désirs quant au sexe et aux objets d'administration, de décence ou d'étiquette ; à des maladies, chagrins ou inquiétudes sur les malheurs, l'inconduite ou la perte de leurs proches ; à la certitude d'être entourés de flatteurs, d'envieux, de jaloux, de perfides et de traîtres ; aux malédictions, aux ridicules sans cesse donnés par les misérables sans nombre qu'ils ont à gouverner, et encore jusqu'à l'exécution extrême de ces lois fanatiques qui les poursuivent comme tous autres jusqu'aux portes du tombeau et qui se plaisent à les ramener vers la sépulture des personnes dont la perte leur est sensible.

On ne reportera donc jamais l'œil sur ces affreuses suites des formes anciennes sans affermir son zèle et son admiration pour la Société Naturelle dont les heureuses lois de justice, de bienfaisance et d'égalité gravées par l'Etre Suprême au fond des cœurs comme dans toute la Nature, offrent à chacun des Français des jours infiniment plus beaux que ceux des puissances les plus exaltées dans l'univers et présentent au cœur tout paternel de leur auguste souverain, à son Ministre chéri et si digne de l'être par la Nation, la gloire immortelle d'en avoir introduit l'usage sous l'honorable titre d'Association Française.

BIBLIOGRAPHIE

- BABEUF, Gracchus. *La Doctrine des égaux*, Paris 1906.
- BACON, Francis. *New Atlantis* 1627, Londres 1838.
- *La nouvelle Atlantide de Francis Bacon*, traduite en français et continuée avec des réflexions sur l'institution et les occupations des académies françaises des sciences et des inscriptions par M. R. RAGUET, Paris 1702.
- BAUDIN, Louis. Cours professé à la Faculté de Droit de Paris (doctorat) pendant l'année scolaire 1937-1938.
- *Précis d'Histoire des Doctrines Economiques*. Paris, 1942.
- *La monnaie et la formation des Prix*, Paris, 1936.
- BOURGIN, Hubert. *Proudhon*, Paris 1906.
- *Fourier*, Paris 1906.
- BOURGUIN. *Les deux tendances de Rousseau*, *Revue de Métaphysique et de Morale* (1912).
- *Proudhon et Karl Marx*, *Revue d'Economie Politique* (1893).
- BRISOT DE WARVILLE. *Recherches philosophiques sur le droit de propriété et sur le vol, considérés dans la Nature et la Société*, Bibliothèque philosophique du Législateur, du Politique et du Jurisconsulte, Paris 1782-1785.
- BUGNET, Nicolas. *La philosophie du Ruvarebonhi (vrai bonheur), pays dont la découverte semble d'un grand intérêt pour l'homme, ou récit dialogué des moyens par lesquels les Ruvareheux (vrais heureux), habitants de ce pays ont été conduits au vrai et solide bonheur, par feu P.J.J.S. (Spenville) et Nicolas Bugnet (Slnd)*.
- BYÉ, Maurice. *Les lois des rendements non proportionnels*, Paris 1928.
- CABET, Etienne. *Le Voyage en Icarie*, Paris, 1838.
- *Articles du Populaire*, depuis 1830.
- CAMPANELLA. *La Cité du Soleil*, traduction Villegardelle, Paris 1840.
- *Œuvres choisies* (par M^{me} Louis Collet), Paris 1847.
- CONSIDERANT, Victor. *Description du Phalanstère et Considérations sociales sur l'Architectonique*, Paris 1840.
- COSTE. *L'homme désintéressé*, Paris 1750.
- CYRANO DE BERGERAC. *L'Histoire Comique*, Paris 1657.
- DIDEROT. *L'Encyclopédie*.
- DONI, Francesco. *Les mondes célestes, terrestres et infernaux*, Lyon 1578, (traduction Chappuys).
- FOIGNY (de). *Aventures de Jacques Sadeur, ou découverte de la terre australe*, Paris 1692.
- FOURIER, Charles. *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, Paris 1808.
- *Théorie de l'unité universelle*, Paris 1822.
- *Le nouveau monde industriel et sociétaire*, Paris 1829.
- *Œuvres d'après la collection des « Réformateurs sociaux » dirigée par C. Bouglé*.
- GIDE et RIST. *Histoire des Doctrines Economiques depuis les Phisocrates jusqu'à nos jours*, Paris 1926.
- GODWIN, Samuel. *An Inquiry concerning political justice*, Londres 1793.
- GONNARD. *Histoire des Doctrines Economiques*, Paris 1941.
- GUEUDEVILLE. *Dialogues ou entretiens d'un sauvage avec le baron de la Hontan*, Paris, 1704.
- HUXLEY, Aldous. *The brave new world*, Londres 1933.

- LUCIEN. *Traité du Banquet* (en particulier V - 128).
- LICHTENBERGER, André. *L'œuvre sociale de la Révolution Française*, Paris, 1901.
- *Le Socialisme Utopique, étude sur quelques précurseurs inconnus du socialisme*, Paris 1898.
- MABLY. *Du cours de la marche des passions dans la Société*, Paris 1783.
- MALTHUS, Robert. *An essay on the principle of population, or a view on its past and present effects on human happiness*, 2^e édition. Londres 1803.
- MAUBERT DE GOUVEST. *Lettres Iroquoises ou Irocopolis chez les Vénérables*, Sl, 1752.
- MAUNIER. *Essais sur les groupements sociaux*, Paris 1929.
- *Introduction à la Sociologie*, Paris 1929.
- MERCIER. *L'homme sauvage*.
- MIRABEAU. *L'ami des hommes*, Paris 1757.
- MORELLY. *Naufrage des îles flottantes, ou Basiliade du célèbre Pilpai*, poème héroïque traduit de l'indien par M. XXX, Paris 1753.
- MORUS, Thomas. *L'Utopie*, 1516.
- PINOCHE. *Fourier et le socialisme*, Londres 1933.
- PLATON. *La République*, Livre V.
- PRÉVOST (Abbé). *Histoire générale des voyages*, Paris 1746.
- PROUDHON. *Qu'est-ce que la propriété, ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement*, Paris, 1840.
- *De la création de l'ordre dans l'humanité*, Paris 1843.
- PRUDHOMMEAUX, Jules. *Etienne Cabet*, Nîmes 1907.
- PUECH. *Un Précurseur de Charles Fourier au XVI^e siècle : A. Francesco Doni* (Revue d'histoire économique et sociale, 1923).
- REGNARD (Jean-François Renard dit). *Le voyage en Laponie*, Paris 1731.
- RESTIF DE LA BRETONNE. *La découverte australe*, Leipsig, Paris 1787.
- *L'école des pères*, Paris 1776.
- *Les figures du paysan perversi*, Sind.
- *L'andrographe*, Paris 1782.
- RIST, Charles. *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours*, Paris 1938.
- ROCHE (Typhaine de la). *Histoire des Galligènes*, Paris 1763.
- RODEL, Henri. *Le Contrat Social et les idées politiques de Jean-Jacques Rousseau*, Paris 1909.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Du Contrat Social, ou Principes du Droit Politique*, 1762.
- *L'Emile*, 1762.
- SAINT JUST. *Fragments sur les Institutions Républicaines*, Paris 1800.
- SAINT-SIMON. *La réorganisation de la société européenne*, Paris (1819).
- *Vues sur la propriété et la législation*, Paris 1814.
- TYSSOT DE PATOT. *Le roman de Jacques Masse*, Paris 1710.
- VEIRAS D'ALAI, DENIS DE VILLENEUVE. *Le Voyageur philosophe dans un pays inconnu des habitants de la Terre*, Paris 1761.
- WINSTANLEY. *The land of freedom*, Londres 1680.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. Généralités sur les Utopistes et vie de J.-C. Chappuis	9
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Les Prémisses du Plan Social</i>	21
Section 1. Les Premières Théories Originales de Chappuis	22
Section 1.— Le projet qui dispensera, par son exécution, de la création de tout nouvel impôt pour la liquidation des dettes de l'Etat	23
Section 2. — Aperçu sur la progression naturelle de la population	30
Chapitre II. <i>Les Fragments Préliminaires du Plan Social</i>	36
Section 1. — La réforme de l'armée et de la police	39
Section 2. — La réforme des nominations aux fonctions publiques.	44
Section 3. — Les théories de Chappuis sur la propriété	47
DEUXIÈME PARTIE	
<i>Le Plan Social</i>	53
Chapitre I. <i>Les Principes Constructifs du Plan Social</i>	55
Section 1. — Les desseins de la Providence	56
a) La vie en association.	
b) Le travail attrayant et le retour à la terre.	
Section 2. — La pernicieuse erreur des hommes	61
a) Propriété et partage.	
b) Inégalité.	
c) Monnaie.	
d) Clergé.	
e) Ignorance du peuple.	
Chapitre II. <i>Description de l'Association Naturelle des Français</i>	68
Section 1. Organisation pratique d'une Habitation	69
§ 1. Domaine d'une Habitation	69
§ 2. Dépendances immédiates de la maison d'Habitation	72
§ 3. La maison d'habitation	72
§ 4. Le confort de l'Habitation	78
a) Eclairage, chauffage.	
b) Habillement.	
c) Nourriture.	
Section 2. La Vie communautaire	84
§ 1. La Vie sociale	85
a) Etat civil.	
b) Union libre.	
c) Hospitalité.	
d) Education	
e) Travail.	
§ 2. La Vie économique	93
§ 3. La Vie politique	95
a) L'Armée.	
b) La Cour.	

CONCLUSION

<i>L'Œuvre de Chappuis. Origine et Destin de ses Principales Idées</i>	103
I. — Origines possibles des idées de Chappuis	104
§ 1. Les principales utopies antérieures de Chappuis d'une inspiration analogue à la sienne	104
§. Les idées ambiantes à l'époque de Chappuis	106
II. — Vie et destin des idées-force défendues par Chappuis	109
§. 1. Réapparition des théories de Chappuis dans la doctrine du XIX ^e siècle	109
§. 2. Mise en pratique et évolution de quelques idées-force défendues par Chappuis	111

DOCUMENTS ANNEXES

DOCUMENT N° I. <i>Le projet qui dispensera par son exécution de la création de tout nouvel Impôt pour la liquidation des dettes de l'Etat</i>	117
DOCUMENT N° II. <i>Aperçu sur la progression naturelle de la population qui prouve la nécessité d'employer un principe infaillible pour régler et fixer cette progression au point le plus convenable à l'intérêt général de la paix, de la salubrité et de la suppression de tous les accouchements superflus et nuisibles</i>	121
DOCUMENT N° III. <i>Offre patriotique</i>	124
DOCUMENT N° IV. <i>Observations, Motion et Soumission importante</i>	133
DOCUMENT N° V. <i>Feuille trouvée en appendice à l'offre patriotique</i>	145
DOCUMENT N° VI. <i>La Propriété</i>	147
DOCUMENT N° VII. <i>Feuille trouvée en Appendice au « Plan Social »</i>	149
DOCUMENT N° VIII. <i>Plan Social</i>	151
BIBLIOGRAPHIE	169
TABLE DES MATIÈRES	171

